

Marie Martin-Pécheux

Bioéconomie et Solidarisme

D'un monde "libéral" à un monde libéré



**Coup de Cœur du Prix Kyosei
Grand Prix des Idées Durables**

Copali

Marie Martin-Pécheux

Bioéconomie et Solidarisme

D'un monde " libéral "
à un monde libéré

2^{ème} édition
Revue et augmentée

Éditions COPALI

DE LA MÊME AUTEURE

Embarquement pour Citerre,
Interkeltia, Jouy-en-Josas, 2009.
Réédition Copali, Paris, 2019.

Citoyen de la planète Terre,
Autoédition, 1998
Réédition Copali, Paris, 2019.

Manifeste d'un Citerrien,
<http://solutions-bio-economie.net>, 1995

**Ce livre,
Bioéconomie et Solidarisme
a été élu Coup de Cœur 2008
du Prix Kyosei,
Grand Prix des Idées Durables**

Le Prix Kyosei est organisé par l'Agence PourquoiTucours avec le Festival International de l'Image Environnementale (FIIÉ) et l'Organisation Mondiale de Protection de l'Environnement (WWF). Ce prix récompense les initiatives ou les idées qui proposent une réflexion créative permettant de mieux interagir entre nous et notre environnement social ou naturel.

Le terme Kyosei est un terme japonais qui signifie : tendre au respect, à la compréhension et à l'harmonie entre l'Homme, la technologie et la nature ; vivre et travailler ensemble en harmonie, pour un but commun.

共生

*À Tia, une enfant de onze ans,
prostituée sur les trottoirs d'une grande ville,
À ses sœurs et frères du monde humain,*

*À Astor, chimpanzé, au crâne bardé d'électrodes.
À ses frères, sœurs et cousins du monde animal.*

*À Tulla, teck majestueux,
multicentenaire, débité en planches.
À ses frères, sœurs et cousins du monde végétal.*

*À la Terre, ma sublime planète,
souffrant chaque jour de la démence humaine.*

*Et en particulier,
à Vandana Shiva,
et à tous celles et ceux qui comme elle engagent leur vie
au Service de l'Humanité et de la Planète.*

*Aucun des éléments de ce texte
ne doit être utilisé
à des fins
allant à l'encontre
du respect des besoins fondamentaux
des êtres humains,
du bien-être de l'Humanité
et des autres êtres vivants de la planète.*

*Si ce livre peut, un peu,
participer à l'amélioration
de notre monde fracturé
et de la condition humaine et animale
en si grande souffrance...
merci de transmettre ce livre
à toutes personnes qui pourraient être intéressées :
parents, amis, étudiants,
professeurs d'économie ou de sciences politiques,
enseignants chercheurs,
élus, associatifs, activistes, syndicats...*

Sommaire.....	10
Construire l'humanité.....	13
Préambule.....	15
Introduction.....	19
Genèse de ce livre.....	27
Avertissement indispensable.....	41
Livre I. Perspective globale.....	45
1. Les quatre types d'économies.....	45
2. Le modèle choisi : la société humaine est un organisme vivant.....	47
3. Définitions et précisions sur quelques termes.....	50
4. Réflexion générale sur la santé.....	51
5. Un principe de solidarité à tous les niveaux, dans toutes les directions.....	52
6. L'équilibre.....	55
7. La participation des citoyens aux décisions.....	57
8. Encourager les comportements sociaux bénéfiques.....	59
9. Choisir la Vie.....	60
Livre II. L'argent et le système monétaire.....	65
1. L'accès à l'argent.....	65
2. La quantité d'argent nécessaire dans l'organisme.....	66
2.1. L'économie est une dynamique.....	72
2.2. Une quantité suffisante.....	72
2.3. Une quantité non excédentaire.....	73
2.4. Pas de stagnation, et pas de pauvreté.....	74
3. La nature de l'argent.....	76
4. La fortune.....	79
5. La création monétaire.....	80
6. La circulation monétaire.....	94
6.1. Circulation de la masse monétaire principale.....	94
6.2. Circulation de la masse monétaire secondaire : les prêts.....	96
6.3. Une politique de travaux publics.....	99
6.4. Les impôts.....	102
6.5. La Taxe BioÉcoSociétale (TBES).....	103
7. Détruire la monnaie, amorcer et entretenir le cycle monétaire.....	107
8. Les produits monétaires.....	111
9. Les banques et l'intérêt.....	112
10. La bourse et l'investissement.....	122
11. Les multinationales.....	128
12. Des indices économiques intelligents et biovitalisants.....	133
13. De l'état de santé basique vers l'état de santé optimum.....	136
14. Encourager financièrement les activités solidaires.....	139
15. Le Revenu Citoyen Vital et le Revenu d'Activités.....	142
16. Conclusion du livre II.....	148
Bibliographie.....	155

« Nous voulions faire un état des lieux de notre propriété de famille, la Terre. Le constat est effroyable. Nous avons insisté sur le scandale qu'est le gâchis humain du chômage ; nous avons essayé d'être lucides face à la course folle vers le suicide nucléaire : des millions d'hommes, chaque jour, gagnent leur vie en participant à la mise au point et à la production de moyens de destruction qui ne peuvent que faire gagner la mort. Nous avons mesuré l'écart entre l'inutile abondance dilapidée par une minorité et l'insupportable misère subie par la majorité des hommes.

Notre vaisseau spatial est dans un triste état. Il peut d'un jour à l'autre exploser, il peut aussi lentement se dégrader, devenir une triste prison où des milliards d'hommes, transis par la peur les uns des autres, animés seulement par la haine, n'auront d'autre espoir que de survivre quelques années à leurs ennemis.

C'est trop absurde. Une autre voie est possible. Elle nécessite d'abord que nous sachions nous regarder lucidement les uns les autres. Bien des drames actuels viennent, dit le philosophe Lucien Sève, de ce que les hommes des autres camps n'ont pas pour nous de visage : il est tellement plus facile de traiter quelqu'un en ennemi quand nous ne voyons rien de lui. Nous vivons dès maintenant un hiver affectif préfigurant l'hiver nucléaire qui nous menace. Il faut forcer le dégel et provoquer, cela ne dépend que de nous, un printemps de regards.

Il faut aussi se débarrasser des réflexes d'agressivité dont il est ridicule de prétendre qu'ils font partie de la « nature » humaine. [...] S'affronter, c'est être front à front, c'est-à-dire intelligence à intelligence, et non force contre force. Ce n'est plus à la guerre qu'il faut consacrer nos recherches, mais aux moyens de résoudre nos conflits en préservant la paix ; c'est d'écoles de paix dont tous les États, et d'abord les plus puissants, ont besoin. Voilà la tâche de la génération qui vient : inventer la Paix. »

Albert Jacquard : « Cinq milliards d'hommes dans un vaisseau »

Le prêt

Quand ses bambins furent en âge de gambader, monsieur Dupont se dit avec tendresse qu'il serait temps de prendre une maison avec petit jardin, dans un coin de paradis. Madame Dupont approuva : elle rêvait depuis longtemps d'une chaumière bien à elle, où elle pourrait se sentir gentiment propriétaire et combler ainsi un besoin légitime de sécurité.

Jusqu'à présent, bêtement, ils avaient dépensé tout l'argent de leur logement en loyer, comme on met de l'eau dans un panier percé, filant sans jamais revenir. Monsieur Dupont calcula soigneusement son affaire. Son salaire, modeste, mais régulier, lui permettrait avec quelques sacrifices d'acheter la maison de leurs rêves. Ils habitaient, il faut le dire, dans une contrée bizarre, où il fallait acheter à prix d'or quelques mètres à bâtir avant de faire sa demeure. Évidemment, entre le prix du terrain et le coût de la maison, les Dupont durent abandonner leur rêve douillet pour un projet plus conforme à l'état de leurs ressources. De villa, ils se retrouvèrent à chercher maisonnette, puis de jardin, durent se contenter de jardinet. Qu'importe, on allait enfin être chez soi, et cela seul comptait.

Monsieur Dupont demanda un prêt à l'État, logiquement, pour bénéficier comme tout citoyen de l'argent de sa nation. Mais hélas, il apprit avec stupeur que la nation ne prêtait plus, et que cet argent, qui faisait pourtant tourner l'économie de son pays, se trouvait maintenant entièrement aux mains du privé, dans de belles banques grasses. Éconduit, il alla trouver son banquier, un homme fort avenant, lui présentant ses comptes pour obtenir l'argent nécessaire à cette fabuleuse acquisition. Max Bénef, en homme connaissant les dessous de son juteux métier, se frotta les mains in petto.

« Encore un gogo qui va m'enrichir, se dit-il. Quel beau métier que le mien ! Sans me fatiguer le moins du monde, je vais prêter à cet homme l'argent qu'il me demande, et il me le rendra avec force bénéfices ».

Chacun sait qu'un billet de cent n'a jamais accouché d'une pièce de dix, et pourtant le gros Max exécutait ce miracle tous les jours, en couchant sur ses registres quelques lignes d'écriture ! Vu et pourtant connu, ce faux monnayage scriptural n'étonnerait personne, habitués que nous sommes à subir la dictature de l'argent roi. Ainsi, de sa plus belle plume, il traça le nom du demandeur, le Sieur Dupont, aligna quelques zéros pour la somme prêtée, et en face, inscrivit un tiers de plus, pour la somme à rembourser. Comme d'habitude, le charme magique du passe-passe opérerait : monsieur Dupont serait obligé de payer une maison et demie pour n'en avoir qu'une seule. C'est ainsi que s'achètent tous les biens importants dans ce drôle de pays, ce par le jeu vicieux de l'intérêt générateur de crises et de misère. Max Bénéf satisfait, estimait normal de faire gonfler son argent, puisque la loi l'y autorisait si complaisamment... Il venait incidemment d'accroître la masse monétaire globale de son pays.

Monsieur Dupont, heureux de son acquisition, mais inquiet à l'idée de l'énorme remboursement, se remit courageusement au labeur. La somme était si lourde, finalement, qu'on ne pût finir correctement l'isolation, ce qui gaspilla l'argent du ménage et usa un peu plus les ressources de la Terre, aggravant l'effet de serre. Madame Dupont, désolée, dut se résoudre à reprendre son travail, laissant au soin d'une école aux classes surchargées ses bambins qu'elle aurait souhaités près d'elle. Quelques années passèrent, difficiles, il fallut se résigner, bien des fois, à oublier un achat indispensable pour payer les traites de l'habitation. Sans comprendre les petits caractères écrits au bas de son contrat, monsieur Dupont avait signé un prêt fort léger au début dont les intérêts jouaient après quelque temps au Yo-Yo ascendant, au gré des fluctuations d'une bourse tenue de main de maître par des spéculateurs habiles. Les sommes augmentaient, et notre petite famille vivait de plus en plus mal.

Les soucis et l'inquiétude les rongeaient, les disputes naissaient et les enfants grandirent un peu perturbés au milieu de toute cette tension.

Vint un jour terrible de mai, où monsieur Dupont vit fermer son usine pour cause de délocalisation. En pleine nuit, des camions avaient vidé les lieux, détruisant sans prévenir l'outil de travail et l'existence de dizaines de familles. L'esclavagisme ne connaissant pas de frontières, c'était bien sûr plus économiquement rentable de payer des gens de l'Est ou du Sud pour un dixième de salaire, sans prestations sociales, sans syndicats et sans garanties de chômage. Pour nos amis, ce furent des jours bien sombres, l'indemnité de chômage fut vite terminée. Monsieur Dupont, frisant tout juste la cinquantaine, était déjà trop vieux pour le marché du travail, prônant jeunesse et vitalité.

Il sombra dans une profonde dépression, son expérience et sa connaissance du métier n'intéressant personne.

Max Bénef, en homme courtois, proposa bien vite de nouveaux crédits, à un taux supérieur, cela s'entend, bien évidemment... le risque bancaire étant plus grand, n'est-ce pas ? On dut vendre un à un les meubles chéris qui venaient des anciens. Et quand il n'y eut plus rien à vendre, même les larmes se tarirent. Les intérêts exponentiels grimpaient joyeusement vers les sommets, et les Dupont, eux, s'engouffraient vers l'enfer.

Max Bénef, bien au chaud dans ses locaux moquetés vit avec plaisir se tarirent les derniers remboursements. Qu'importe si les Dupont avaient en réalité déjà remboursé plus que leur maison ! Il manquait quelques petites centaines de francs pour compléter les intérêts exigés ? Aucune importance : un intérêt c'est un intérêt, et Max n'allait pas perdre de vue le sien, quand même ! Il dépêcha un huissier qui vendit la maison, en toute sérénité, et pour une bouchée de pain. Le banquier joyeux et encore plus riche revendit la maison avec un coquet bénéfice : cela paierait sans nul doute la piscine de sa treizième villa.

Les Dupont se retrouvèrent à la rue, puis atterrirent dans un taudis. Aux dernières nouvelles, le fils aurait mal tourné, la fille s'épuise dans un triste commerce afin de subvenir aux besoins de sa mère qui se meurt de chagrin après le suicide de son cher mari.

Somme toute, un coût social absolument insignifiant.

Une question de Vie ou de Mort

Les principes économiques, érigés en dogmes tout puissants et sur lesquels s'appuie la société moderne, ont permis des progrès scientifiques et techniques extraordinaires, mais maintenant, ils mènent à l'asservissement des humains et des animaux, à l'extinction des espèces, à la destruction de l'environnement. Ils conduisent à un bouleversement irréversible du climat.

Ces chiffres terrifiants, à eux seuls, résument l'économie moderne :

963 MILLIONS de PERSONNES souffrent de sous-alimentation chronique et chaque jour 100.000 personnes, dont 40.000 enfants, meurent de faim ou de maladies liées à la malnutrition et à la pauvreté.¹

24.307 espèces sont confrontées à une crise d'extinction majeure : 42 % des amphibiens, 13 % des oiseaux, 26 % des mammifères, 30 % des requins et raies, 33 % des coraux constructeurs de récifs et 34 % des conifères.² (Ce chiffre a doublé entre 2003 et 2016).

Pourquoi cela ?

Fondamentalement, parce que notre économie a perdu son sens véritable - permettre à chaque humain de combler tous ses besoins - et qu'elle met maintenant au centre de toutes ses préoccupations une chose et une seule, **l'argent**, au lieu d'y mettre **la Vie**. Ainsi, négligeant la Vie, et par conséquent le respect de toutes les vies, il est logique qu'elle induise exploitation, destruction, guerre, peur et consumérisme.

Son unique objectif aujourd'hui n'est plus le bien-être des citoyens, mais de savoir si les bilans comptables sont bons.

1. D'après la FAO, dans « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde en 2008 », soit 40 millions de plus qu'en 2007.

2. IUCN : liste rouge 2004 des espèces menacées. L'homme n'a décrit que 1,75 million d'espèces sur 10 et 30 millions d'espèces supposées, hors espèces des grandes profondeurs. Chaque année, des milliers d'espèces inconnues disparaissent sans avoir pu être décrites. Les taux d'extinction des espèces sont entre 100 et 1 000 fois supérieurs au rythme naturel et imputables à l'homme (destruction et dégradation des habitats, surexploitation aux fins de production alimentaire, commerce des animaux de compagnie, de fabrication de médicaments, introduction d'espèces envahissantes, pollution et maladies).

Elle ne regarde plus les êtres vivants, les humains, les animaux, les plantes, les milieux. Elle tourne son attention uniquement vers les objets inanimés, mathématiques, vers la bourse, les taux de change ou de croissance, les graphiques, les courbes, les pourcentages, les calculs...

La science économique est devenue comme froide, détachée du réel : elle perd de plus en plus le sens des réalités et elle est incapable de voir ce que vivent les gens au quotidien. Que des millions de personnes vivent dans la misère ne semble pas lui être un problème pourvu que le PIB³ soit bon. Que le climat se dérègle ne semble pas non plus l'affoler, car dans sa logique aveugle, le profit doit continuer à tout prix et la croissance augmenter.

Ainsi, la situation financière mondiale s'aggrave chaque jour un peu plus. La situation sociale suit la même trajectoire, évidemment, car l'économie moderne s'appuie sur des postulats erronés et des fondements bancals : elle ajuste ses décisions sur des indices économiques inversés qui grimpent quand une catastrophe écologique, industrielle ou humaine s'abat, tels un tremblement de terre, l'explosion d'une zone industrielle ou l'étendue d'une marée noire.

Tant que nous ne débusquerons pas dans les mécanismes locaux ou globaux tous les éléments mortifères qui les sous-tendent, nous irons au désastre, car nous suivons une pensée unique, une vision infantile du système monétaire et les préceptes d'une science économique dépassée. Qu'ils soient de droite ou de gauche, les politiciens au pouvoir sont formés à la même école. Ils croient à la même doctrine économique, soumis à la conception unilatérale d'un fonctionnement monétaire obsolète. Les uns ou les autres se différencient par un peu plus de social ou un peu de plus de mesures propatronales, mais ils ont, en dessous, exactement la même vision comptable de la société et des solutions possibles, vision et solutions qui ont montré pourtant leur inefficacité, voire leur dangerosité depuis plusieurs dizaines d'années. Ils ont été formés dans la conception monolithique du Capital. Le fantasme des Trentes Glorieuses guide désormais cette vision passéiste, alors que tout a changé : la surpopulation s'emballa tragiquement, les ressources s'amenuisent et notre environnement se dégrade irrémédiablement.

Le système économique du « libéralisme » - il est difficile d'écrire ce mot sans guillemets, car l'on n'a jamais vu un mot si contradictoirement employé - crée aujourd'hui un nouvel esclavage, l'exclusion et la misère, sur tous les continents. Peut-il être considéré comme soutenant la Vie ? Non, car ce qu'il engendre est profondément biocide⁴ : travail et prostitution des enfants, illettrisme, servage et destruction du tissu social. En détruisant ses petits, sa jeunesse, ses forces vives, il détruit l'avenir même de la civilisation humaine et la plonge dans une schizophrénie générale gravissime.

3. Le PIB (*Produit Intérieur Brut*) est la somme des valeurs ajoutées de toutes les productions effectuées au cours d'une période donnée (l'année). La « valeur ajoutée » est la différence entre le prix d'achat et le prix de revente.

4. Biocide : *qui tue la Vie (bio : la Vie, et cide : tuer).*

Régissant la vie de milliards d'habitants humains ou non humains de la Terre sans leur consentement, le système économique mondial méprise le Vivant : il travaille à la domination et l'exploitation de la nature mère et nourricière de toute vie. Les séquoias multisentennaires, les écosystèmes extraordinaires, les eaux immenses ne sont pour lui que des produits, des colonies, des ressources, des occasions de profits. Les forêts primaires sont abattues alors qu'elles sont l'habitat des trois quarts de la biodiversité, alors qu'elles nous fournissent une humidité indispensable et qu'elles recèlent les médicaments du futur. Partout, des animaux sont élevés dans des camps de concentration et sont exterminés par millions pour nourrir le quart riche de la population mondiale.

Tandis que l'on honore ceux qui gagnent beaucoup d'argent, on méprise tant d'êtres ou de choses fondamentales comme l'eau qui conditionne la croissance des végétaux, des animaux, des hommes et des sociétés. Ce liquide extraordinaire fait pourtant toute la différence entre un astre **mort** et une planète **vivante**. Il faut quand même l'admettre : une économie qui pense et organise la privatisation de l'eau, source de toutes existences, montre bien combien elle est éloignée du plus simple respect de la Vie.

L'économie est une science complexe, au langage souvent difficile, réservée aux seuls initiés, semble-t-il. Pour beaucoup d'entre nous, il est difficile de comprendre les lois du commerce, tant nous sommes baignés dedans : comme le poisson, nous ne pouvons voir l'eau de notre propre aquarium. Peut-être aussi, sommes-nous gardés dans l'ignorance, car connaître les lois de l'économie nous permettrait de moins les subir et de nous rendre maîtres de notre propre destin. Nous sommes tous plongés dans une sorte d'hypnose collective qui nous donne à voir une version particulière et tronquée de la réalité. Pourtant, le regard naïf et les questions parfois simplistes des non-initiés permettent de dégager ce qui se cache derrière le tableau présenté au public.

Nous nageons dans une puissante illusion : **l'économie est ainsi, non pas pour des raisons inévitables, universelles, irrémédiables auxquelles nous ne pouvons échapper, mais simplement parce que nous avons appris à les considérer comme telles.** Nous avons accepté certains faits comme vrais par imprégnation éducative et médiatique, par habitude mentale ou par manque d'esprit critique. Ces « lois » sont là depuis quelques générations : cela leur donne « naturellement » une forme d'existence inaltérable et ultrasolide. Nous ne sommes pas capables de les remettre en question simplement parce que leur existence fait partie de notre paysage mental depuis notre naissance et qu'elles nous semblent aussi évidentes que la présence des pierres, des nuages et des montagnes. C'est en fait, presque, une simple question de neurobiologie. Mais c'est une erreur : **des systèmes économiques et monétaires, quels qu'ils soient, ne sont que des « objets » artificiels,** plus ou moins performants, plus ou moins complexes ou adaptés. Ils ont été mis en place pour répondre à une nécessité, pour un temps historique précis, et dans un contexte bien particulier.

Ce ne sont que des constructions très imparfaites, démolissables ou adaptables, si besoin.

Au nom de ce modèle économique devenu dominant, on croit normal « qu'un État manque d'argent », que « la pauvreté soit inévitable », que « les classes enfantines doivent être obligatoirement surchargées » et que « les infrastructures ne puissent pas être suffisantes ». On est sûr aussi de voir pour toujours des sans-abri insecourables, le Tiers-Monde exsangue, etc.

Mais ceci est vrai uniquement parce qu'au cours des trois ou quatre derniers siècles, on nous a inculqué un certain nombre de fausses vérités sur l'argent. Par exemple : que la spéculation est une chose naturelle. Que nous pouvons impunément jouer en bourse. Que le système boursier est incontournable, nécessaire et utile. Qu'il est normal de rembourser plusieurs fois une dette ou de payer des intérêts. Que l'inégalité ne peut être supprimée. Que le chômage est obligatoire, mal inguérissable, « naturel » en quelque sorte.

Bref, nous en sommes venus à croire tout et n'importe quoi...

Tout ceci est faux, non pas ici et maintenant pour beaucoup, évidemment, mais dans leur caractère inéluctable : nous le verrons au cours de cette lecture.

La réalité et l'objectivité nous montrent que cette idéologie économique n'a pas tenu ses promesses de bienfaits. Son outil principal, le système monétaire, n'est pas ce qu'il devrait être dans l'état actuel de nos connaissances, de notre extraordinaire intelligence et de nos moyens.

Il est dépassé. Totalemment.

Tout simplement parce qu'il a été élaboré de bric et de broc, par les aléas de l'histoire, au fil des décennies, par les influences de quelques pays ou peut-être de grands financiers. De ce fait, il a manqué d'une vision d'ensemble et ses différents morceaux ne sont qu'une suite d'ajouts d'éléments non conçus pour s'imbriquer harmonieusement. Cela explique en grande partie les ravages qu'il produit maintenant pour des milliards d'individus. La fièvre qui agite le monde et les marchés financiers depuis août 2007, suite à la crise des subprimes américains⁵, montre clairement que le système est comme un jeu de dominos instables : qu'une pièce s'écroule et c'est tout le jeu qui implose en cascade. Pour les plus paranoïaques, ou les plus lucides selon le point de vue de chacun, le système est intentionnellement organisé et maintenu en l'état, pour permettre l'enrichissement des plus aisés grâce à une mise en servage généralisé des couches sociales les plus pauvres.

On peut faire cette évidente comparaison : notre système est comme une vaste demeure compliquée, bâtie au fil des ans de manière anarchique, avec des

5. Les subprimes sont des crédits à risques (prêts hypothécaires, cartes de crédit, locations de voitures) assortis d'une majoration du taux d'intérêt (« prime »), accordés à une clientèle peu solvable. La crise financière engendrée par les subprimes est devenue mondiale à l'été 2007.

matériaux divers et non compatibles. Une petite mesure ici, une négociation là, un accord encore à cet endroit... et l'on rajoute un étage branlant à une construction dont les fondations sont de plus en plus rongées par le temps. L'édifice n'en peut plus d'absurdité, d'incohérence et d'inhumanité. Les pièces sont de plus en plus exiguës, les couloirs inutiles, les placards trop obscurs.

Il est temps tout simplement de changer de demeure et de vivre dans un lieu enfin salubre, construit pour répondre aux besoins de tous, dans la simplicité.

Beaucoup de gens ignorent complètement que le système bancaire a réussi à ôter aux États la capacité de battre la monnaie nécessaire aux besoins de leurs peuples et qu'il se comporte comme un véritable cancer, drainant tout le sang des nations pour le seul profit des actionnaires des gigantesques multinationales.

L'argent à l'origine n'est qu'un simple outil d'échange, ni plus, ni moins. C'est un moyen au service de tous, normalement. Il devrait permettre l'éclosion de la Vie et non sa dégradation, mais dorénavant, l'argent est devenu un objet inconstant et déformable : pris de folie, il peut ne plus rien valoir du tout pour des dizaines de milliers de personnes lors d'un krach monétaire. Ses fluctuations concourent à des destructions dramatiques de pans entiers d'économies, en général locales, plus fragiles. On pourrait s'en moquer éperdument s'il n'y avait pas en jeu le sort des enfants, des femmes, des milliers de victimes dont l'existence peut être anéantie en quelques minutes, juste à cause d'une chute des actions à l'autre bout du monde. En effet, la vision de ce qui se passe dans les places financières glace d'horreur les personnes de bon sens : d'un simple clic de souris, on peut mettre au chômage des centaines de travailleurs performants, sans même en avoir remords ou conscience. L'argent perd un jour de sa valeur, la reprend le lendemain. Le lundi, il permet à une entreprise l'achat de x quantités de biens. Le mardi, il lui permet d'acheter trois fois plus de ce même bien. Et le mercredi, il peut mettre cette même entreprise pourtant viable en faillite, parce que le cours d'une monnaie se sera effondré...

Il suffit d'écouter chaque jour les indices boursiers, en hausse, en baisse, en hausse, en baisse, en hausse, en effondrements vertigineux, en remontées spectaculaires, en baisses encore, en hausse à nouveau : il suffit de regarder, mais de regarder *vraiment* leurs fluctuations hystériques... pour comprendre que nous avons affaire à quelque chose de profondément malsain. **Aucun processus vital sain ne présente ce genre de courbes.** Combien de personnes sont décédées, de faim ou de désespoir après à un licenciement inacceptable, à la chute du cours des matières premières, à la destruction programmée des cultures vivrières ? Combien la barbarie des flux financiers a-t-elle provoqué de morts ? Quel est le bilan véritable du « libéralisme »⁶ ? Nous n'en connaissons pas encore le chiffre précis, mais il s'annonce d'ores et déjà plus terrible que ceux liés aux deux grandes guerres, au communisme et au nazisme réunis.

6. Voir en Annexe : *Les véritables comptes du « libéralisme ».*

Aujourd'hui, fondé uniquement sur l'argent, notre système est devenu destructeur et pathologique, car il voue un culte à la *seule matière morte*, aux objets artificiels, aux bijoux, aux vêtements, aux voitures, aux gadgets, etc. faits d'une *matière inanimée* comme le plastique, le tissu ou le métal... Il nous impose le rite de la consommation comme unique relation sociale. Le matériel, les biens individuels, les possessions d'objets priment sur les biens collectifs, immatériels, mais essentiels, comme les soins, l'éducation, l'entraide ou la beauté.

*Cette civilisation dont nous sommes si fiers (...) honore la matière et accomplit des prodiges dans le domaine industriel et scientifique ; mais en revanche, elle dégrade l'homme, l'asservit et l'avilit cruellement (...)
Alors que la science nous donne la possibilité d'instaurer une civilisation où la liberté et l'égalité seraient la richesse commune à tous les hommes, c'est la tyrannie qui règne. (Jean-Gaston Vandel)*

En privatisant les services publics, en autorisant la spéculation sur les matières premières, la démesure économique va engendrer partout des détresses individuelles effroyables, parachevant son œuvre de destruction. Déjà, on meurt de soif sur la Planète Bleue et les émeutes de la faim ont fait leur apparition. En Occident, les industriels ne savent plus quoi inventer, les designers ne savent plus quoi dessiner pour que l'acheteur ouvre son porte-monnaie et en déverse jusqu'à son dernier sou, sa paye à peine engrangée. Pire, l'encouragement à l'emprunt instantané, les cartes bancaires, si faciles à sortir, lui font perdre cet argent avant même qu'il ne soit gagné. La Guilde des Marchands étend son emprise dans tous les rouages de l'économie avec un seul credo : « sept milliards d'humains et quelques sur la Terre ? Autant d'acheteurs potentiels ! » Ainsi, dans les maternités, à peine sorti du liquide amniotique, le nouveau-né se voit offrir un compte épargne et des consommables divers.

**Aujourd'hui, le « libéralisme » ne nous offre que deux « libertés » :
consommation imbécile ou esclavage producteur.**

Le but de ce livre n'est absolument pas de faire une critique du capitalisme et du « libéralisme » - simple, ultra ou néo -, mais c'est lui qui règne dorénavant et il est impossible d'ignorer ce que la population mondiale subit. Il faut bien s'appuyer sur ce qui est, ici et maintenant, pour ouvrir de nouveaux futurs. Si un autre système dominant, aussi pathologique, aussi inefficace, semait pareillement la désolation, la constatation de sa perversité aurait été équivalente. Les 500 personnes les plus riches détiennent autant d'argent que les 500 millions de personnes les plus pauvres ! La situation dans laquelle les grands possédants maintiennent les autres habitants de la planète est tout simplement intolérable, particulièrement quand il s'agit d'enfants ou d'animaux innocents.

C'est en partant du constat de ce qui est, de ce qui détruit aujourd'hui la planète et les relations humaines, que nous pouvons construire autre chose.

En réalité, ce livre se veut surtout un recueil de propositions : c'est de Vie dont il faut parler, mais la réflexion sur l'économie se base nécessairement sur le système économique en place, et donc aussi sur ses implications sociales.

Pour certaines personnes, ce livre pourra paraître parfois un peu « blanc ou noir » : mais en opposant économie de Vie contre économie de Mort, comment faire autrement ? Les choses peuvent paraître plus nuancées, la situation moins caricaturale, mais il faut se battre simplement avec ce chiffre terrible :

Un milliard d'enfants n'a pas accès au nécessaire.⁷

Aussi, soyons lucides :

**La misère d'un seul, d'un seul être humain
est l'indice de la pathologie extrême de notre économie.**

**Un système qui offre des richesses incalculables à une minorité,
tout en imposant des conditions de vie tout à fait effroyables à
l'immense majorité des habitants de la planète, ne peut pas être
considéré comme sain et efficace.**

Point.

Il faut arrêter d'y croire encore, de l'admirer et de se voiler la face !

**Avec le degré de connaissances et de techniques
qui est celui de l'humanité au XXIème siècle,
si un seul enfant sur Terre meure de soif, de faim ou de froid
c'est que l'organisation économique de la société a complètement failli à sa
mission et qu'elle doit être entièrement repensée.**

Une nouvelle économie, saine, peut naître et le désespoir disparaître si nous le voulons, car nous en avons le pouvoir. Nous en avons tous les moyens, physiques et intellectuels. Nous sommes capables d'envoyer des sondes sur Mars avec une technologie incroyable dotée de budgets extraordinaires et ne nous ne pourrions pas régler des problèmes basiques de survie et d'alimentation ? C'est impensable !

**Un monde meilleur,
paisible et accueillant
est parfaitement possible.**

7. Rapport de 2004 de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le monde : 2,2 milliards d'enfants vivent dans la pauvreté.

Ma première rencontre avec l'économie a été un véritable choc. En 1995, j'ai lu cette phrase au détour d'un courriel : « *Le discours économique a une fonction terroriste, celle d'évincer le citoyen du débat.* »⁸

J'ai trouvé cette phrase tellement puissante, tellement percutante, qu'elle m'a ébranlée et a guidé une grande partie de mon parcours. J'ai voulu savoir et comprendre ce qu'il y avait sous le discours économique. Et ce que j'ai découvert m'a véritablement horrifiée. Se pourrait-il que l'on nous raconte n'importe quoi ? Nous brouille-t-on les cartes à plaisir pour que nous ne puissions mots dire devant une science aussi incompréhensible ? Nous pousse-t-on à croire comme normales et évidentes des choses anormales et amORAles comme l'intérêt ? Nous fait-on systématiquement penser certaines choses inévitables et obligatoires, alors que d'autres options sont possibles ? Quand le quidam ordinaire voit, par exemple, la force, la constance, l'omniprésence dans les discours médiatiques de l'idée de « Croissance » - croissance matérialiste - comme seule voie de salut possible, oui, sans être très suspicieux ou complotiste, il y a vraiment de quoi s'interroger.

La machine économique semble n'être plus qu'une énorme machinerie pour faire de l'argent, de l'argent, de l'argent, de l'argent, de l'argent, encore de l'argent, toujours de l'argent... pour certaines poches. Tout paraît être mis en place pour qu'elle perdure et produise du capital, du dividende, du profit, du cash... sans relâche, juste pour alimenter l'appétit insatiable des actionnaires, tandis que des milliards de personnes vivent dans la pauvreté la plus sordide.

Acteurs de ce système, nous sommes complices par ignorance ou par intérêts. Ainsi que le dit Denis Gauci de l'A.D.E.D.⁹ :

8. Je ne connais malheureusement pas l'auteur.e de cette phrase, mais qu'il.elle soit ici remercié.e.

9. L'A.D.E.D. (Association pour les Droits Économiques et Démocratiques) a pour objet l'information généralisée sur les mécanismes de création monétaire. Il s'agit de faire en sorte que la société civile (l'Afrique et l'Amérique Latine paient un tribut particulièrement lourd au système monétaire mondial fondé sur l'endettement) retrouve sa souveraineté légitime dans l'acte de la création monétaire qui est aujourd'hui pratiqué, à presque 90%, par les banques commerciales, donc privées, et ceci pour l'appauvrissement des pauvres et l'enrichissement des riches.

« Nous assistons à un phénomène surprenant. Aujourd'hui, les scientifiques sont capables de peser une planète invisible à l'œil nu et de calculer son orbite, ils font joujou avec les particules pour en tirer de l'énergie contrôlée ou explosive, ou pour en obtenir des analyses logiques au sein des ordinateurs. Mais dans le même temps, ils sont incapables de comprendre que, si un banquier prélève une certaine somme sur le compte d'un déposant pour la mettre à la disposition d'un emprunteur, il doit la déduire du compte du déposant pour ne pas commettre une grave entorse aux règles élémentaires de la comptabilité puisque, si cette déduction n'est pas faite, une même somme apparaît sur deux comptes à la fois, une fois parce qu'elle reste incluse sur celui du déposant et une fois parce qu'elle apparaît sur celui de l'emprunteur. Aussi surprenant que cela paraisse, c'est sur une pareille fraude que repose tout notre système monétaire, la duplication frauduleuse de monnaie étant devenue le seul moyen de sa mise en circulation. Cette situation a un caractère ubuesque.

Nul doute que non seulement les scientifiques, mais aussi les simples citoyens sont capables de comprendre le raisonnement précédent ; s'ils n'y parviennent pas, c'est que le message qui leur parvient est brouillé, tronqué, déformé pour neutraliser leur capacité de jugement. Pour l'essentiel, cet aveuglement est dû aux carences de l'enseignement sur la monnaie qui semble n'avoir pour seul objectif que d'embrumer les esprits. »

Effectivement, les messages émis par les économistes ou les hommes politiques semblent d'une telle complexité ! Il est donc logique que l'économie nous soit difficile, incompréhensible et que cela nous en rende impuissants, car personne n'y comprend plus rien.

Une visite au cœur de l'économie mondiale, en ce début du XXI^{ème} siècle, ressemble à ces parcours de château hanté que l'on trouve dans les foires. On pénètre dans un univers complexe où tout semble obscur. Quand on pose les pieds, à certains endroits, le sol se dérobe et l'on reçoit des jets d'air glacé, décourageant l'exploration. Ailleurs, les murs sont bizarres, inattendus, on se demande de quoi ils sont faits. Parfois, un coin du voile se lève, on aperçoit l'horreur de la prostitution infantine. Au détour d'un couloir de ce labyrinthe, surgit une autre abomination : le travail des esclaves dans les pays défavorisés. Plus loin, hurle l'univers concentrationnaire des élevages industriels et celui des camps de réfugiés où l'on meurt dans un silence fracassant. On passe devant l'univers nauséabond de la malbouffe, du spectre terrifiant du nucléaire ou de la sorcière OGM. On avance toujours à tâtons, sans rien voir et comprendre, pour tomber sur des cercles vicieux, des roues qui tournent sans fin et qui ramènent douloureusement les miséreux sur le sol, tout comme la politique économique, qui, sans cesse, produit des riches encore plus riches, et des pauvres encore plus pauvres, toujours de plus en plus pauvres. Quand on se retrouve enfin dehors, on sait que l'on n'a vu qu'une petite partie des choses, et que tout reste encore impénétrable. Bref, c'est un univers glauque et incohérent.

Le visiteur est maintenu dans un brouillard d'incompréhension, pour que, surtout, la vue d'ensemble ne puisse se faire et que le mécanisme sous-jacent de la machinerie ne soit pas dévoilé. La machinerie est gardée dans l'ombre afin que nul n'ait un tableau d'ensemble et ne puisse appréhender la vérité.

Et pourtant... c'est finalement très simple.

**Il suffit de brancher la lumière,
et d'observer la situation sous cet éclairage différent.**

Cette lumière s'appelle la Vie : il s'agit de regarder les mécanismes, de les comparer au Vivant, et tout s'éclaire. Ce qui paraissait incompréhensible devient évident, ce qui paraissait complexe devient tout simple.

Nous verrons que l'économie « libérale » est devenue une économie de Mort et qu'elle entraîne irrémédiablement le monde à sa perte. Elle a mis en place des mécanismes hautement pervers : pour continuer à exister, comme un monstre pris d'une vie autonome, elle nous plonge de plus en plus dans des mécanismes absurdes. De partout montent des lois liberticides qui tentent d'empêcher à la connaissance de venir au grand jour contre le « libéralisme ».

Mais pourquoi donc ?

**Tout simplement parce que notre monde est un vaste système féodal,
avec des Seigneurs saigneurs
qui tiennent les rênes du commerce et du monde
et qui n'entendent pas les lâcher.**

Cette idée peut surprendre, car nous sommes persuadés qu'il existe des démocraties sur la planète. Les citoyens qui vivent dans ces « démocraties » sont très attachés à cette belle et noble idée. Mais en réalité, ce ne sont que des apparences. Parce que nous mettons un bulletin dans l'urne de temps en temps, nous croyons que nous avons le pouvoir de décider de notre vie. Mais en fait, nous pouvons seulement influencer les décisions à la marge, pour des choses minimales. Démocratie signifie « souveraineté du peuple », **si le pouvoir était au peuple, il y a longtemps que la semaine de travail serait de vingt-quatre heures, la retraite à cinquante ans, les soins médicaux accessibles, les transports gratuits et tout le monde rassasié.** En fait, notre seul pouvoir est d'élire les Grands Domestiques du Système, un peu plus à droite ou un peu plus à gauche suivant le cas, mais qui sont tous au service de ceux qui décident vraiment de la manière dont doit être organisée l'économie de notre pays au sein du grand casino mondial, pour que l'argent et la puissance de travail des plus pauvres soient aspirés en continu vers les plus riches.

*Il faut prendre l'argent là où il se trouve, c'est-à-dire chez les pauvres.
Bon d'accord, ils n'ont pas beaucoup d'argent,
mais il y a beaucoup de pauvres. (Alphonse Allais)*

C'est ainsi qu'une starlette peut se promener avec au doigt un diamant valant « à peine » 293 années de salaires minimums français ou 16.667 années de salaire moyen d'un habitant du Burundi ! Et c'est ainsi aussi qu'en 2017, Bernard Arnault, l'homme le plus riche d'Europe, a vu sa fortune augmenter de 71,5 %, soit trente milliards de \$ de plus qu'en 2016, soit une progression de 800 millions de \$ à la seconde, soit encore de 2.773.9733.424.657 \$ par heure ! Ses ouvrières touchent, en un an de labeur, à peine deux minutes de ce que gagne leur patron. Pour qu'elles touchent autant que lui en une seule année, il aurait fallu qu'elles s'échinent depuis plus de 463.000 ans, soit depuis la maîtrise du feu au paléolithique. Et comme « leurs salaires sont trop élevés », leur usine a été délocalisée en Pologne, puis en Bulgarie...

Même si quatre-vingt-dix-huit pour cent de la population désiraient quelque chose contraire à l'économie établie, aucun ministre n'appliquerait ce choix. Ils sont tenus par un « principe de réalité », ce qui offre un cadre étroit d'options, appliquées éventuellement à coup de « 49.3¹⁰ » quand le peuple se rebiffe. Ils sont obligés à une soumission absolue aux vrais décideurs cachés du public, ce qui explique que les référendums populaires soient toujours promis, mais jamais mis en place. L'avenir du monde se décide à huis clos, dans des sommets comme celui de Davos, tandis que l'ONU reste impuissante à solutionner le problème de la faim, effroyable, mais pourtant si simple, techniquement, à résoudre.

Depuis la nuit des temps, l'Humanité est régie par des systèmes claniques. Il y a un pouvoir plus ou moins autoritaire au sommet, quelques intermédiaires en dessous, valets des dominants et chargés de maintenir le pouvoir en place, et une large base constituée de la multitude des mains travailleuses, esclaves, serfs, intouchables, tâcherons, ouvriers, femmes de ménage, serveurs, agriculteurs, petits fonctionnaires...

Cette organisation pyramidale est directement issue de celle des primates que nous étions autrefois, vivants avec un mâle ou une femelle dominante. Quand les clans ont grandi, on a vu apparaître, non plus de simples chefs de tribu, mais des monarques puissants, des Rois, des Empereurs, des Pharaons, des Vizirs, des Sapas Incas, des Tzars, des Doges, des Chahs, des Émir, des Khans, des Maharajahs, des Sultans... Monarchie absolue, de droit divin, despotique, éclairée ou constitutionnelle, République pseudo démocratique, les nations subissent ou élisent toujours un représentant symbolique paternel fort,

10. *Le « 49. 3 » est un article constitutionnel français de 1958 qui permet au gouvernement d'imposer des lois anti-travailleurs indésirables, malgré de vigoureuses oppositions populaires. Il constitue un outil autoritariste absolument antidémocratique. En février 2006, le futur Président français déclarait : « Le 49-3 est une brutalité, le 49-3 est un déni de démocratie, le 49-3 est une manière de freiner ou d'empêcher le débat parlementaire », ce qui ne l'empêchera pas de laisser son Premier Ministre l'utiliser plusieurs fois. Lequel Ministre proposera, le 15 décembre 2016, de le supprimer « purement et simplement » après en avoir usé et abusé, car « on » le lui aurait imposé ! Donc la question est : qui gouvernait à la place du Premier Ministre ?*

un personnage portant l'énergie d'un dominant, parfois adjoint d'une chambre de Lords ou d'un sénat faisant peu ou prou office de Conseil des Sages.

Aujourd'hui, sur le devant de la scène, le pouvoir semble en place dans des mains visibles, mais le véritable pouvoir est celui des oligarques financiers qui ont savamment disposé leurs pions dans les hautes administrations et qui seuls dictent les actions des gouvernements. Ainsi, 1 % de personnes possèdent autant que les 99 % autres humains de la planète¹¹.

La féodalisation du monde s'aggrave d'année en année : en 2010, 388 personnes possédaient autant de richesses que la moitié pauvre de l'Humanité, soit autant que 3,715 milliards d'autres êtres humains. Elles étaient 177 en 2011, 159 en 2012, 92 en 2013, 80 en 2014, 62 en 2015 et seulement 8 en 2016 ! Ainsi que le dit Noam Chomsky : « Les classes dirigeantes utilisent l'actuelle crise financière comme un prétexte pour la plus grande offensive jamais menée depuis la 2^{ème} guerre mondiale contre les droits sociaux des peuples. » C'est ce que confirme le milliardaire Warren Buffett : « Il y a une lutte des classes, bien sûr, mais c'est ma classe, celle des riches, qui fait la guerre. Et nous gagnons. » La preuve : le 1 % plus riche de la population a engrangé 82 % des richesses produites dans le monde en 2017.

*« Les états perdent tous les jours de leur capacité normative. Ce qui caractérise le monde aujourd'hui c'est la dictature des oligarchies du Capital financier globalisé. **1% de la population du monde a autant de fortune que 99 %.** Il y a une surdétermination de l'état national même les plus démocratiquement élus, une surdétermination par les oligarques financiers qui gouvernent le monde. (...) Toutes les 5 secondes, un enfant au-dessus de 10 ans meurt de faim sur cette planète alors que la FAO dit que l'agriculture mondiale pourrait nourrir normalement 12 milliards d'êtres humains, presque le double de l'Humanité.*

Cette réforme fondamentale - l'élimination de ce fléau effroyable de la faim qui pourrait se faire demain matin en interdisant la spéculation boursière sur les denrées alimentaires de base et par quelques réformes fondamentales - ne se fait pas parce que l'oligarchie dominante de cette planète empêche les États de proposer et de réaliser à travers la diplomatie multilatérale les réformes fondamentales pour éliminer la misère, la guerre et l'abus des droits de l'homme sur cette planète. » (Jean Ziegler¹²)

Le New York Times a fait paraître un graphique impressionnant sur les fruits de la financiarisation le 8/7/2017 : alors qu'en 1980 les revenus les plus

11. Autre aperçu de l'oligarchie : d'après le journal télévisé du 22 décembre 2016, le futur Président des États-Unis avait déjà nommé pour son équipe 17 millionnaires ou milliardaires qui « pèsent » à eux seuls autant que le tiers des Américains les plus modestes.

12. « Peut-on réformer l'ONU ? » Émission Monde en Docs, chaîne Public Sénat.

faibles augmentaient régulièrement, ce qui était une traduction de l'amélioration globale de la situation, les choses se sont totalement inversées après. En 2014, non seulement les plus bas revenus baissent sans cesse, mais ceux des personnes les plus riches augmentent *en tendant vers l'infini*. Dorénavant, les super-riches recueillent pratiquement toute la croissance des revenus. Plus on a des revenus modestes, plus on s'appauvrit au fil du temps, tandis que plus on est riche, plus la fortune grandit rapidement et *sans limites*. Autrement dit, la financiarisation du monde conduit à une aggravation des inégalités toujours plus criante. Ainsi, les 500 Français les plus riches ont vu leur fortune multipliée par 7 en vingt ans (soit 6 % du BIP il y a vingt ans, 24 % en 2018, soit un quart de tout ce qui est produit).

Tout le monde peut jouir d'une vie confortable si la richesse produite par les machines est partagée, ou bien la plupart des gens peuvent finir misérablement pauvres si les propriétaires de ces machines réussissent leur lobbying contre la redistribution des richesses. Pour le moment, on tend vers la seconde option. La technologie augmente sans cesse les inégalités... (Stephen Hawking).

La question est simple : est-ce que cela peut durer longtemps ainsi ? Quelle révolution douce ou brutale, quel effondrement de l'économie va mettre fin à cet état de fait de plus en plus insupportable à la majorité des humains ? N'y a-t-il pas là le même genre de contexte que celui qui a conduit à la Révolution française ?

Il est vraisemblable que cette organisation pyramidale existera toujours, car elle est archaïque et ancrée dans le biologique. Cependant, grâce à la connaissance des choses et à sa puissance du nombre, il est possible à la base - si elle se réveille un jour - de rendre cette pyramide beaucoup plus plate, moins féroce et d'imposer des garde-fous, notamment en exigeant des référendums d'initiatives populaires, en refusant d'élire des riches politiciens ou des technocrates issus de l'oligarchie qui ne proposent que du sang, des larmes et la destruction du bien-être populaire. Il est possible d'élire des sages plutôt que des professionnels de la politique, d'imposer la limitation des richesses et des pouvoirs, de réclamer enfin une véritable démocratie.

Pour cela, il faut refuser de se laisser endoctriner par les économistes ou les politiques qui tentent de nous vendre la perversité de l'économie actuelle comme une chose normale ou inévitable. Il est utile aussi, chacun à sa mesure, de diffuser l'information et de mettre en place dans son quotidien des pratiques permettant de se libérer du consumérisme qui nourrit le sommet de la pyramide.

La prochaine révolution se fera contre les grandes entreprises. Elles sont les réels maîtres du monde, capables de créer les injustices et les inégalités tout en préparant les guerres. Mais elles étoufferont si nous refusons de les servir, de consommer leurs produits. Souvenons-nous qu'elles ont bien davantage besoin de nous que nous n'avons besoin d'elles. (Arundhati Roy)

Nantis de la claire conscience de l'organisation féodale du monde et chaussés des lunettes de la Bioéconomie, nous comprendrons comment il est possible de transformer notre économie, pour retrouver le chemin de la Vie, simplement en changeant deux ou trois principes de base qui sous-tendent la gestion de notre système

C'est à cet éclairage que vous êtes invités.

Mais... tenant mordicus à leur théorie monétaire folle, mais confortable, les habitués de l'économie actuelle tenteront certainement d'opposer des arguments contraires, brandiront des détails et des suites de chiffres imbuables, parleront de règles très, très, très, très, très compliquées... Pourtant, il n'y a aucune raison véritable à ce que les choses soient compliquées à comprendre.

**Ou l'économie est simple et compréhensible pour tous,
ou c'est un attrape-nigaud,
juste chargé de maintenir le monde en soumission.**

Ce ne sont pas les détails qui comptent et qui focalisent si commodément l'attention, mais la vue d'ensemble, la situation de tous les laissés-pour-compte. D'ailleurs, **si ces chiffres et cette « science » économique étaient si performants, le monde serait-il dans un tel état ?**

C'est pour cette raison que les chiffres compliqués auront moins de place dans cet ouvrage que dans les autres livres d'économie : c'est intentionnel. Les chiffres sont utilisés depuis trois cents ans pour brouiller les esprits : avec des chiffres, ceux qui ont le pouvoir font croire n'importe quoi, et la personne lambda se sent facilement dépassée, impuissante... **Les chiffres nous éloignent de la réalité.**

Par contre dès que l'on aborde le SENS des choses, dès que l'on revient au CONCRET, au VISIBLE... :

A-t-on assez à manger ?

Y a-t-il assez de professeurs ?

Nos enfants de deux ou trois ans sont-ils heureux dans des classes avec trente élèves ?

Les hôpitaux sont-ils assez nombreux ?

Peut-on bâtir des villes agréables à vivre ?

*Peut-on aller à l'école ?
Pourrais-je nourrir mon enfant demain ?
Nos arrière-petits-enfants pourront-ils encore contempler un éléphant ?
Mon fils trouvera-t-il du travail demain ?
Pourrais-je vieillir en paix ?
Pouvons-nous tous accéder à l'eau ?
Pourrais-je encore faire du vélo sans un masque sur le visage pour me protéger de la pollution ?
Puis-je me soigner ?
Ma maison va-t-elle être submergée par la montée des eaux ?
Le désert va-t-il encore avancer ? Etc... Etc ...Etc.*

... on peut voir tout de suite si les mesures prises sont prises dans l'intérêt ou non de la majorité ou des populations, on peut voir tout de suite si ce sont des mesures pro ou anti-vie. C'est tout simple.

C'est tellement simple !

Une vision vitaliste de l'économie

Cela faisait plusieurs années qu'une vision anthropocentrique et vitaliste de l'économie m'habitait. J'avais écrit quelques chapitres. Je savais déjà que le système bancaire était devenu comme un véritable cancer pour l'Humanité. Mais je n'avais pas de mots pour définir cette vision.

Un soir, j'ai lu un livre passionnant : « La Vie au centre, pour une culture biocentrique » de Bruno Ribant et cette idée de « mettre la Vie au centre » ne m'a plus quittée. Le lendemain matin, je me suis réveillée avec ce mot dans la tête : « **bioéconomie** ». Bien sûr.

C'était évident.

Une économie de Vie, pour remplacer notre économie de Mort.

J'ai donc commencé mon ouvrage. Curieuse, j'ai cherché si d'autres avant moi avaient employé ce mot simple et si parlant. Je suis tombé sur la Bioéconomie de Nicolas Georgescu-Roegen. Un peu déçue, je n'osai lui emprunter son mot, puisqu'il était le sien¹³. J'allais utiliser les mots de « biosocio-économie », « bioéconomie organique », « bioéconomie vitaliste », « économie biocentrique » « holiéconomie » (de holistique) ou quelque chose dans ce genre. Puis, en y regardant de plus près, j'y ai vu tant d'affinités dans l'esprit que je me suis décidée à l'employer quand même. Bien sûr, Georgescu-Roegen utilise le champ de la thermodynamique pour asseoir son propos, science qui m'est peu familière, tandis que j'utilise des notions issues de la biologie. Mais je crois que ma vision est pleinement en accord avec son œuvre, fille cachée et naturelle en quelque sorte. L'œuvre de cet homme est majeure. D'autre part, j'ai été très surprise de voir l'impact de ses écrits et comment il avait influencé mon mode de compréhension sans que je le sache : c'est à lui notamment que je dois l'idée de « décroissance », même si cette notion m'est venue par d'autres voies. Par ailleurs, j'ai trouvé chez ses disciples une affiliation avec le Mouvement pour la Simplicité Volontaire¹⁴, qui est une des voies pour la sauvegarde de la planète.

Je suis sûre que ce grand homme ne serait pas fâché de ma demande de filiation.

Cet ouvrage se propose donc d'offrir un regard particulier, une vision différente des choses : avec les lunettes de la Bioéconomie, le monde ne paraît plus pareil. On peut se réveiller chaque matin, s'endormir chaque soir avec une nouvelle découverte, avec un pan entier de compréhension. Chaque chose peut se dessiner ou s'expliquer avec cette échelle graduée de la Mort vers la Vie.

13. Maintenant, le mot « bioéconomie » est employé partout sur Internet, dans un usage particulier, pour désigner l'économie liée à des produits vivants (« bioéconomie forestière », par exemple).

14. Voir annexe.

C'est bien simple : chaque fois qu'on vous présentera **des arguments fumeux**, chaque fois que vos ministres vous serviront **des platitudes incompréhensibles**, essayeront de vous vendre **des régressions pour des avancées sociales**, parleront la « **langue de bois** », feront de la « **pédagogie**¹⁵ » alors que vous êtes adultes, **diminueront vos acquis** au nom d'une quelconque **solidarité**, vous demanderont **des sacrifices**, quand eux continuent à s'enrichir et baisseront votre pouvoir d'achat, **vous pourrez voir quel maître ils servent : celui qui veut votre asservissement ou celui qui veut votre bonheur.**

Il n'y a plus d'échappatoires possibles, tout prend du sens.

**Devant la situation d'urgence du monde,
devant la terrible condition humaine, animale, végétale,
il est de la plus haute urgence
de mettre en place une gestion économique qui ne soit plus biocide,
mais biophile et biogénique¹⁶,
qui respecte, protège et génère la Vie au lieu de la détruire.
C'est le but de la bioéconomie.**

Ce livre se propose d'en donner les principaux aperçus. À la lumière de cette nouvelle perspective, nous pouvons voir en quelques coups d'œil combien notre économie actuelle est techniquement stupide, inadaptée, contre-productive et criminelle... et combien il serait facile, en suivant des principes biorespectueux, en changeant tranquillement quelques règles du jeu, d'avoir un système sain et une société qui prendrait enfin soin de tous ses membres. Le challenge n'est pas idéologique : il en va tout simplement de la survie de notre espèce, de la survie globale de l'oasis de Vie qu'est notre si belle planète Terre.

**Pour mettre la Vie au centre de l'économie,
il suffit juste,
mais juste de prendre modèle sur le Vivant...
et de suivre ce modèle...**

Puisse cette nouvelle perspective
donner un peu de joie aux enfants de la Terre,
qu'ils soient humains ou non.

15. Comme son nom l'indique, la pédagogie... c'est pour les enfants ! Les citoyens refusant des réformes nuisibles à leurs intérêts ne sont pas considérés comme des adultes responsables, assez intelligents pour savoir ce qui est bon pour eux, mais comme des enfants incapables de comprendre et auxquels il faut réexpliquer, réexpliquer et réexpliquer encore ce qu'ils n'auraient pas bien compris, à savoir, par exemple, la nécessité de leur propre mise en servage ou de la perte de leur retraite.

16. Biocide : qui tue la Vie. Biophile : qui aime la Vie. Biogénique : qui génère la Vie.

Avertissement indispensable

Le propos pourrait sembler parfois utopique. Mais ce n'est qu'une apparence : vous verrez, dans son ensemble, combien il fonctionne. Vous lirez des propositions, qui vous paraîtront peut-être électoralistes dans leur formulation, mais il est plus facile de les transcrire au présent.

Merci de garder à l'esprit, tout au long de cette lecture, que les pistes ici décrites sont des hypothèses de travail, des propositions et qu'elles invitent à la réflexion : il s'agit avant tout d'ouvrir de nouvelles perspectives et d'imaginer des remèdes vitalistes et inédits. Le lecteur peut être en accord avec certaines propositions, en désaccord avec d'autres, il faut juste garder la vision globale, l'esprit de l'ensemble. Après, ce ne sont que des détails. Il ne saurait y avoir de Vérité, avec un grand V, mais il est urgent d'imaginer de meilleurs fonctionnements pour notre monde.

L'utopie, au sens populaire de « projet rêveur et irréalisable », ce n'est pas d'envisager d'autres manières de fonctionner, c'est au contraire de continuer à croire que l'Humanité va perdurer longtemps et sans dommage gravissime en continuant dans la voie où elle s'est engagée actuellement, tant sur un plan alimentaire, économique qu'environnemental. En réalité, il faut penser l'utopie en son sens premier de « lieu qui n'existe pas encore ».

L'utopie, c'est une force formidable !
(...) *L'utopie, c'est ce qui vit en nous comme non encore advenu...
comme désir, ce que notre conscience désire devenir réalité.*
L'utopie, c'est une force formidable !
Ce n'est pas un rêve vaseux, une gymnastique dans le ciel bleu.
Cette force-là, elle est en train de se manifester.
(...) « *les murs les plus puissants s'effondrent par des fissures. »*
Et les fissures apparaissent partout.
(Jean Ziegler, Arte TV, 28 minutes).

Ce livre invite à l'examen, à l'expérimentation, à des développements. Il invite à la création de groupes de travail pour étudier toute la faisabilité de la bioéconomie.

Face à chaque proposition, il sera utile de voir finement les bénéfices et les désagréments éventuels, ainsi que les éléments susceptibles d'être détournés à l'avantage de quelques personnes.

Ces propositions doivent être acceptées par les humains dont elles influenceront la vie : chaque fois que possible, le référendum populaire devra guider les dirigeants pour que les choses soient choisies par ceux qui sont concernés et non imposées d'en haut.

L'important, avant tout, est de sortir de la pensée unique.

Il sera sans doute parfois difficile à quelques lecteurs, formés dans les grandes écoles ou les classes d'économie, de bouleverser les croyances qu'on leur a inculquées, notamment sur la Croissance ou sur l'intérêt. Ils sont invités à garder l'esprit ouvert et à sortir de leur logique habituelle pour appréhender, au moins le temps de la lecture, un nouveau cadre de pensée.

**Il est souhaitable que ce texte suscite chez beaucoup de lecteurs
l'espoir et la créativité pour que,
chacun à leur manière,
ils puissent élaborer enfin un mode social respectant la Vie.**

**Il s'agit de rendre l'économie bioactive dans sa dynamique
et véritablement biogénique pour la perdurance de l'espèce humaine.**

Par ailleurs, vous le constaterez par vous-mêmes, il n'est pas nécessaire de faire la révolution, mais plutôt d'initier une évolution :

**il ne faudrait pas grand-chose en réalité
pour passer d'un monde « libéral »
à un monde libéré,
solidaire et fraternel.**

Livre I. Perspective globale

*Le mot « économie » vient du mot grec « oikonomia »
(de « oikos » = maison et de nomos = règle, loi).
Il signifie l'art d'administrer la maison.*

Notre maison maintenant, ce n'est plus une région,
ou un pays, c'est la planète entière.
C'est la société des hommes prise dans son ensemble.

Clairement, notre maison, nous l'administrons très mal,
et nous ne respectons pas plus les lois de l'éthique,
du Code civil, que celles de la Vie.

En réalité, administrer une maison est très simple.
Comme une gouvernante pleine de bon sens,
il s'agit juste d'agir avec sagesse et Humanité
et de respecter deux ou trois lois fondamentales comme :

*« Un sou est un sou »,
« On ne peut prêter que ce que l'on a »,
« Quand on a dépensé un sou, on ne le possède plus »,
« Un sou ne peut être dans deux porte-monnaie à la fois »
etc.*

Et puis, il faut faire les comptes, mais des comptes honnêtes et véritables.

1. Les quatre types d'économies

On peut distinguer quatre types d'économies suivant les effets qu'elles produisent sur les individus, les sociétés et le monde.

L'économie BIOCIDE

Elle détruit la Vie.

Dans sa forme la moins grave, elle permet apparemment l'entretien de la vie, mais en réalité elle amorce le déclin vers la mort. C'est l'économie occidentale dans les pays occidentaux. De manière désormais bien visible, elle entraîne aujourd'hui une régression dans presque tous les domaines : chômage, montée de l'insécurité, insatisfaction psychologique généralisée, destruction des services publics, régression de tous les acquis sociaux. Elle oblige la suppression de postes d'enseignants, le passage en force des réformes, la diminution de la démocratie et des libertés, la mise en fichages et l'implantation des caméras. Elle conduit à la « vampirisation » des pays pauvres maintenus en esclavage, à la vache folle, à l'amiante, aux monnaies manipulées, à la malbouffe, aux organismes génétiquement trafiqués, aux marées noires... Elle impose l'utilisation d'énergies dangereuses, polluant ou aggravant l'effet de serre, le surarmement, la culture de virus mortels, le risque de chaos social par effet domino, etc.

Dans sa forme la plus grave, c'est l'économie occidentale appliquée aux pays non occidentaux. Ses effets : guerres, famines, krachs boursiers, émigrations, épidémies non soignées, misère, malnutrition, esclavage plus ou moins déguisé, exploitations sexuelles, analphabétisme, surexploitation des ressources, destructions des cultures vivrières et des cultures humaines, destruction des forêts, déversement de produits chimiques et radioactifs...

Bref, c'est toute l'économie planétaire moderne...

L'économie BIOSTATIQUE

Elle permet le maintien en vie, mais n'apporte pas d'amélioration à la condition humaine, ni sur un plan matériel ni sur un plan culturel. L'illustration d'une telle économie est l'économie de survie, dans une société économiquement figée. Encore que tout soit relatif et qu'il puisse être difficile de juger - et sur quels critères ? - pour un observateur extérieur si réellement une économie est figée... Tout au long des siècles, on a vu çà et là de telles cultures, apparemment. Elles peuvent durer quelques siècles ou parfois des millénaires, dans des zones reculées, mais leur problème est qu'elles sont très fragiles face à l'arrivée d'invasisseurs ou de changements environnementaux.

L'économie BIOACTIVE

Elle permet l'entretien de la vie et augmente la qualité de la vie des citoyens. L'exemple le plus parlant pour certains est sans doute celui des fameuses Trentes Glorieuses... à la stricte condition de restreindre l'observation aux seuls pays occidentaux qui y trouvaient avantage et de faire l'impasse sur ce qu'il se passait dans les colonies ou dans les usines. Elle a permis la reconstruction des pays qui avaient subi la guerre, le plein emploi, une forte croissance de la démographie et de la production industrielle, des progrès techniques et scientifiques nombreux, un confort accru et une grande amélioration des conditions de vie pour beaucoup.

Pour les Occidentaux d'aujourd'hui, cette période ressemble à un âge d'or où tout semblait possible. C'est évidemment une illusion, car si l'âge semblait d'or pour beaucoup d'Européens, il s'appuyait sur la colonisation et l'exploitation de la masse ouvrière locale ou étrangère. Ce modèle est totalement obsolète, le contexte énergétique et le changement climatique ne peuvent plus nous faire croire qu'il est encore réalisable. Estimer que ce fonctionnement est toujours possible aujourd'hui relève d'une croyance infantile ou bien d'une mystification intellectuelle. Il est nécessaire de regarder la réalité en face et de faire le deuil de cette époque. C'est ce modèle injuste et illusoire, à peu de chose près, que tentent jour après jour de nous vendre les serviteurs du « libéralisme ».

L'économie BIOGÉNIQUE

Non seulement elle entretient la vie, mais en plus elle la génère ou la régénère. Ses effets : évaluations puis résolutions justes des besoins des populations et des individus, économie saine, respect des besoins fondamentaux de chacun, humains ou non humains, abondance partagée, accès pour tous au confort, à l'instruction et à la maîtrise de sa vie, écosystèmes restaurés, maîtrise des énergies propres et des ressources, protection et soin des enfants, perspective d'avenir pour tous, partout... C'est l'objet de ce livre.

2. Le modèle choisi : la société humaine est un organisme vivant

On peut facilement, dans un aller-retour permanent, faire une comparaison entre société humaine et organisme vivant. Comme des êtres vivants et issues d'autres sociétés plus vieilles, les sociétés humaines apparaissent, se développent, s'engagent vers un apogée puis entament leur déclin. Ainsi **elles naissent, grandissent, vivent et meurent** : ce sont là les premières caractéristiques du Vivant.

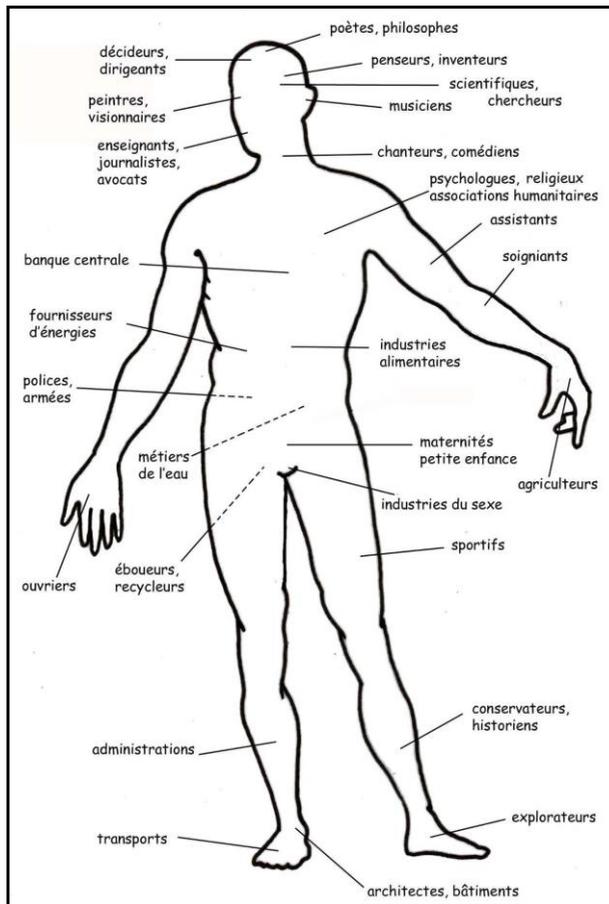
Sans aucun doute, si l'on regarde la société des hommes dans son ensemble, on voit parfaitement que c'est un **organisme vivant** avec des **organes** qui remplissent des **fonctions organiques indispensables**, comme le fait tout corps animal ou humain.

Il y a, par exemple, des fonctions de nutrition (agriculture, industrie alimentaire, restauration, cantines...), des fonctions d'évacuation (ramassage d'ordures, incinération des déchets, industrie du recyclage...), des fonctions de défense contre les micro-organismes (police, gendarmerie...), des fonctions de réflexion (recherche, sciences...), etc.

Des flux circulent à l'intérieur de ce corps et lui permettent de fonctionner. Des maladies, des névroses l'atteignent... L'Humanité respire, délire, invente, se distrait. Elle a des émotions : elle aime, elle déteste, elle met en place des règles, des tabous, elle pratique des arts et des religions.

Elle se nourrit, se déplace, s'active pour assurer son maintien homéostatique¹⁷, cherche à se reproduire pour assurer sa survie sur d'autres territoires : elle envisage de créer une progéniture capable de quitter le berceau de sa planète natale, pour vivre ailleurs, plus loin, par-delà les étoiles...

Bref, la société humaine a toutes les caractéristiques d'un être vivant.



Quelques organes du corps social planétaire

Comme un hologramme, elle est semblable à l'un des membres qui la composent, un humain. L'analogie entre une société et notre propre corps est évidente :

**Il est donc tout naturel de prendre
par commodité et par affinité
le modèle du corps humain et de sa physiologie.**

17. L'homéostasie est la tendance et la capacité des organismes vivants à conserver l'équilibre des paramètres biologiques pour garder un fonctionnement vital en dépit des contraintes extérieures : par exemple, dans un organisme humain, il faut que le sang garde des constantes très précises (gaz, éléments chimiques, température, etc.).

Ce modèle servira de cadre à cet ouvrage, il permettra de comprendre la pathologie actuelle de l'économie mondiale et il offrira l'image de ce que peut être une économie biocentrique, c'est-à-dire, mettant la Vie au centre.

En attendant que l'on comprenne enfin la nature vivante de la société humaine, il est très inquiétant de constater que la communauté planétaire, gérée par les économistes occidentaux, est entrée en pleine décadence, proche d'une sorte de démence sénile : il suffit de comparer ce qui se passe aujourd'hui avec ce qui se passait dans d'autres civilisations, autrefois, juste avant que de nouvelles civilisations, plus jeunes et plus vitales, ne les remplacent.

Heureusement, sur la décomposition sociale actuelle, discrètement, mais inévitablement, sont en train de pousser les germes d'une nouvelle société, plus consciente de ses responsabilités, plus soucieuse de simplicité et de compassion. Pour beaucoup de personnes, l'exploitation grandissante des autres humains, des animaux et des plantes devient absolument intolérable. Ces personnes changent de comportement et leur nombre augmente chaque jour... Ainsi, on voit de plus en plus de personnes se détourner de la mode, amorcer un style de vie simplifié ou devenir flexitariennes¹⁸, voire végétariennes... Ayant grandi avec les nouvelles technologies, les plus jeunes ont déjà un rapport au monde qui diffère complètement de ceux des générations précédentes. Ce sont les cellules d'un nouvel organisme humain qui amorce sa venue au monde.

**Si l'on veut que notre économie
passe d'une économie de Mort à une économie de Vie,
il faut donc prendre modèle sur le Vivant,
observer son fonctionnement,
comprendre ce qui fait qu'un organisme perdure ou meurt,
ce qui l'entraîne vers la déchéance
ou le maintient dans une santé optimale...**

Il s'agit donc d'observer chaque élément de notre économie actuelle avec la vision du Vivant, de comparer chacune de ses décisions et des conséquences induites avec ce qui se passe dans un organisme en bonne santé.

Ainsi peut-on voir tout ce qui mène à la mort ou ce qui apporte la Vie à notre organisme planétaire humain. Sous ce nouvel angle de vision, l'économie peut enfin nous aider à régler nos problèmes et à refaire de la Terre un monde accueillant pour tous les êtres vivants.

18. Personnes qui, sans être à 100 % végétariennes réduisent notablement leur consommation carnée.

3. Définitions et précisions sur quelques termes

Le corps social planétaire humain (ou en abrégé « corps social ») est la société humaine, véritable organisme vivant. Il est formé de nombreuses cellules (chaque être humain).

Chacune de ces cellules appartient à des organes ou sous-organes (nations, groupes sociaux, services publics, entreprises, etc.). Ce corps social possède des fonctions vitales (énergies, transports, etc.).

La bioéconomie est l'économie qui permet de maintenir, d'entretenir et d'améliorer la vie du corps social.

Les principes de la bioéconomie sont fondés sur l'observation d'un organisme vivant et de ses interactions avec le milieu environnant. Cette observation est transposable à notre société tout entière et à ses fonctionnements.

La bioéconomie se propose d'étudier et de définir les lois et les fonctionnements qui permettent le maintien en vie et en bonne santé du corps social.

Ce maintien en vie et en bonne santé dépend étroitement de la bonne santé de l'ensemble des cellules, des organes et donc des flux qui circulent à l'intérieur du corps et qui nourrissent chaque élément de ce corps.

La bioéconomie étudie aussi les rapports des cellules entre elles, des cellules avec les organes et des organes entre eux.

La bioéconomie se doit aussi d'étudier les rapports que le corps social entretient avec le milieu qui l'entoure, puisque c'est dans ce milieu qu'il trouve sa subsistance, sa protection, qu'il respire et puise l'eau dont il a besoin.

Un état de santé optimum est un état où la Vie est maintenue, favorisée, entretenue, encouragée. Cette santé n'est pas seulement matérielle, mais aussi affective, intellectuelle et spirituelle.

La bioéconomie est un modèle qui prône la solidarité et l'harmonie économique dans un seul but : le bien-être général ET particulier, non seulement pour maintenir l'état de santé optimum de la société et de la planète, mais aussi pour amener l'Humanité vers une évolution supérieure.

Favoriser une existence heureuse et épanouissante pour tous est la première mission de la Bioéconomie.

Résumé : définition générale de la Bioéconomie

La bioéconomie est l'économie qui permet de maintenir, d'entretenir et d'améliorer la vie du corps social planétaire humain dans un principe fondamental de solidarité. Les principes de la bioéconomie sont fondés sur l'observation d'un organisme vivant et de ses interactions avec le milieu environnant, observation transposable à notre société tout entière et à ses fonctionnements.

Le maintien en vie et en bonne santé dépend étroitement de la bonne santé de l'ensemble des cellules (les humains), des organes (les régions, États, organismes, entreprises) et des flux (l'argent, l'énergie, l'eau, les marchandises) qui circulent à l'intérieur du corps et qui nourrissent chaque élément de ce corps. C'est une économie au service de la Vie et du bien-être de chacun.

Note : on pourrait objecter que le corps social planétaire n'est pas tout à fait comparable à un corps humain, car les humains semblent doués de libre arbitre, alors que les cellules d'un organisme ne le sont pas et que « comparaison n'est pas raison ». Mais en réalité, pour un enfant au cerveau abîmé par la malnutrition, pour une personne issue d'une caste mise au ban de la société, pour un malade mental, pour un adulte maintenu dans un profond illettrisme, le libre arbitre existe-t-il vraiment ? Le libre arbitre n'est-il pas le luxe des personnes en pleine possession de leurs capacités éducatives, intellectuelles et financières ? C'est certain, quand on regarde de près un groupe d'individus, on peut avoir l'impression d'intelligences, d'activités libres, de comportements choisis. Pourtant l'éthologie¹⁹ et la psychologie nous démontrent chaque jour le contraire : nous sommes bien plus gouvernés par nos hormones, nos instincts, notre génétique, notre éducation, nos comportements conditionnés, notre culture, notre classe sociale, notre psychogénéalogie, notre nourriture et nos médias... que par notre raison. Quand on observe les comportements des groupes humains, on ne voit guère de différence avec les comportements de certains groupes animaux. Comme eux, nous sommes dominés, fondamentalement, par la recherche du plaisir et l'évitement de la douleur, bien plus que par la logique et la liberté, aussi la comparaison entre corps social planétaire humain et corps humain nous offre, semble-t-il, un champ de réflexions intéressant et pertinent.

4. Réflexion générale sur la santé

Un corps humain s'enfonce vers la maladie quand une ou plusieurs des quatre touches du piano biologique sont activées :

19. L'éthologie (de *ethos* « science des mœurs » et de *logos* : « étude/science ») est l'étude objective et scientifique des comportements animaux, dont une des branches s'applique à l'être humain.

- hyperactivité (ex. : hyperthyroïdie, hypersurréalisme, etc.)
- hypoactivité (ex. : diabète, hypothyroïdie, etc.)
- géode (ex. : lésions destructrices de l'os, ulcère gastrique, etc.)
- hyperplasie (ex. : kystes, cellules cancéreuses, etc.)

De même, la société est malade si :

- Une fonction est hyperactivée (ex. : marchands surnuméraires entraînant un consumérisme effréné, gaspillage et surabondance de déchets, fabricants d'objets inutiles en surnombres créant de la pollution, armée surdéveloppée générant des risques de coup d'État...)
- Une fonction est hypoactivée (ex. : manque d'enseignants, d'infirmières, de médecins, de chercheurs, d'assistantes sociales...).
- Il y a des géodes (ex. : disparition des agriculteurs ne pouvant plus nourrir la population locale qui risque de mourir de faim, artistes n'ayant pas les moyens d'exercer leur art, absence de thérapeutes ...).
- Il y a un développement métastatique (ex. : des cellules se développent en surnombre et vivent aux dépens des autres cellules : jet-set, grands banquiers, boursicoteurs...).

✓ La politique économique doit donc veiller à ce que toutes les fonctions nécessaires à la survie, au minimum, soient remplies de manière optimum, pour que le corps social soit en bonne santé.

✓ Chaque fonction sociale doit être représentée, ses membres étant en nombre suffisant pour que chaque besoin social soit comblé.

✓ Ce nombre doit être ajusté pour qu'il n'y ait ni trop ni trop peu de représentants d'une fonction.

✓ Aucun organe social ne peut vivre aux dépens des autres organes.

5. Un principe de solidarité à tous les niveaux, dans toutes les directions

Un organisme vit en bonne santé s'il fonctionne suivant un certain nombre de lois biologiques adaptées. Il doit aussi être régi par un système nerveux central doté d'une extrême intelligence vitale, capable de donner des ordres biochimiques cohérents. Grâce à ces ordres donnés par des messagers chimiques, chacune des fonctions du corps s'accomplit harmonieusement pour un projet de vie sécurisant, à court, à moyen et à long terme.

Si l'on regarde la société humaine, on voit avec consternation l'absence d'un pouvoir central éclairé, d'un cerveau intelligent. Elle a bien quelque chose qui ressemblerait à un cerveau central, l'ONU, mais celle-ci est gravement défaillante : elle laisse faire des génocides dans la plus totale impuissance, car malheureusement, elle n'est pas représentative de la population mondiale et ses décisions sont totalement paralysées par le droit de véto. Aussi des pouvoirs locaux ou étatiques, gouvernés par des hommes paranoïaques et sanguinaires, commettent de monstrueux méfaits en toute impunité.

Même les régimes moins totalitaires ne gouvernent que dans l'intérêt de leurs propres populations et non de l'Humanité. *C'est comme si, dans un homme, la main décidait de se rendre au Sud, tandis que le pied, lui, choisissait le Nord, et le thorax l'Ouest...* Des décisions insensées sont prises, comme des guerres fratricides ou des options technologiques dangereuses. Partout, des lois-cadres manquent cruellement pour garantir les droits fondamentaux de chaque cellule-citoyen. Globalement, les lois sont incohérentes.

Sauf peut-être en ce qui concerne le Bhoutan, aucun pays n'a de vision élevée de l'Homme et n'a posé un projet de Vie susceptible de conduire l'Humanité vers un niveau de science, de bien-être, de culture ou d'évolution supérieure. Il n'y a pas d'idéal, pas de buts, pas de perspective, pas de gouvernance dans l'intérêt général. L'on se réunit pour lutter contre la faim ou le changement climatique sous la pression de l'opinion publique et l'on produit des déclarations de principes assorties de mesurette. Seul le court terme est géré, seule la comptabilité est prise en compte, de manière totalement inconséquente.

Un corps humain se maintient en bonne santé si le mode de vie, le mode de pensée et les activités qu'il choisit sont respectueux de tout son organisme dans son ensemble et de sa biologie. Pour cela, il doit prendre des décisions adéquates et utiles à l'ensemble de ses cellules et de ses organes. Pour favoriser l'agilité de sa main droite, il ne va pas, par exemple, se couper les nerfs de la main gauche afin de concentrer toute la puissance cérébrale sur la main intacte : ce serait absurde. Il va essayer au contraire d'entretenir une harmonie parfaite entre les différentes parties de son corps pour éviter la douleur et pour que celui-ci, soit le plus performant possible, dans son ensemble.

... Pourtant, sur un plan international, nous nous conduisons de cette manière folle : nous laissons des pays subir l'illettrisme tandis que nous développons des universités extraordinaires ailleurs. Nous permettons que des millions de personnes soient dans l'impossibilité de se soigner alors que nous pourrions fabriquer des camions de médicaments à un prix dérisoire...

De même, un être humain équilibré ne peut pas absorber d'aliments toxiques pour son foie dans le seul intérêt de sa chevelure : pour rester en bonne santé, il ne peut privilégier un second organe aux dépens du premier.

Les décideurs politiques ne devraient pas favoriser une partie de la population ou un organe-groupe social ou un organe-État plutôt qu'un autre. Pourtant, quand les responsables étasuniens refusent de prendre en compte le changement climatique et d'appliquer des mesures indispensables, juste pour sauvegarder un mode et un niveau de vie « non négociable », à l'autre bout de la planète, le climat fou fait des ravages... Quand les pays du Nord subventionnent leurs exportations, les agriculteurs du Sud ne peuvent vendre leur production au juste coût, alors que chaque territoire devrait pouvoir vivre de son agriculture. De même, les enfants sont maltraités à cause de conditions de vie et d'éducation irrespectueuses et les personnes âgées sont méprisées parce qu'elles ne sont plus productives... Pourtant, dans un organisme vivant, il faut que chaque cellule soit dans l'état de santé optimal pour que l'organisme reste en meilleure forme possible.

✓ **Les lois qui gouvernent la vie de la société humaine doivent être cohérentes pour un projet de Vie décidé par l'ensemble des cellules-humaines, représentées par un pouvoir réellement démocratique et universel.**

✓ **La santé du corps social dépend de l'harmonie des décisions prises dans l'intérêt équilibré de l'ensemble des nations, de chaque nation et de chaque partie de la population d'une nation.**

✓ **Pour que le corps social se maintienne en bonne santé, les décisions prises par les gouvernements, les décideurs et les industriels doivent l'être dans l'intérêt général de chaque cellule-humaine à l'intérieur des organes que sont les États, mais aussi dans l'intérêt du corps social tout entier, c'est-à-dire dans l'intérêt de tous les États en même temps.**

✓ **Le fonctionnement social doit donc s'accomplir sur un mode solidaire, solidarité des cellules entre elles, solidarité entre les organes**

✓ **Aucune Vie, aucun développement durable (matériel et immatériel) ne peuvent prendre place sur Terre si nous ne respectons pas au moins huit solidarités qu'il faut organiser, ensemble :**

**solidarité entre générations présentes,
solidarité avec les générations futures,
solidarité entre territoires,
solidarité entre producteurs et consommateurs,
solidarité avec les autres espèces vivantes,
solidarité envers l'ensemble de la biosphère,
solidarité planétaire et solidarité locale.**

✓ Selon la bioéconomie, seul un fonctionnement social fondé sur un principe transversal de solidarité absolue peut permettre le maintien en vie du corps social.

✓ Par conséquent, le principe général qui sous-tend l'action des gouvernements locaux, à savoir les États, est donc un principe de solidarité à tous les niveaux, et dans toutes les directions.

✓ Le système politique qui s'appuie sur la bioéconomie, et donc sur la solidarité, est appelé Solidarisme.

✓ Le Solidarisme est un système économique et social qui peut être appliqué sur un plan local, national comme international.

✓ Ce système favorise naturellement le respect de tous les droits fondamentaux²⁰, une politique humaniste et une écologie active et prioritaire. Il se fonde sur le respect de tous les êtres vivants pour leur permettre de vivre dans une interdépendance harmonieuse.

✓ Il privilégie la prévention des problèmes plutôt que leur solution.

✓ Un système monétaire sain est son outil premier.

✓ Son but est de permettre le bien-vivre et l'épanouissement de chacun, quels que soient son origine, son âge, son sexe, son appartenance culturelle, ethnique ou religieuse.

6. L'équilibre

Si un homme se rend dans une salle de gymnastique et ne travaille sur des machines que pour développer sa jambe et son bras droit, sa silhouette va devenir gravement dissymétrique. Non seulement le préjudice sera esthétique, mais la différence de musculature entre ses deux membres causera à la longue de nombreuses douleurs à sa colonne vertébrale, ceci simplement parce qu'il aura travaillé de manière déséquilibrée. Pareillement, quelqu'un qui mange une nourriture excessivement riche en hydrates de carbone et en graisses, finira fatalement par devenir malade, et se retrouvera handicapé dans un nombre croissant d'activités.

Le « libéralisme » prône la consommation comme seul mode de fonctionnement possible, car l'unique solution qu'elle envisage est la Croissance perpétuelle - nous verrons plus loin pour quelle raison -. Devenue une véritable religion d'État, la Croissance conduit les humains à des excès et à des déséquilibres : sous l'influence de cette religion, nourritures et biens matériels sont les

20. Droits de la Femme et de l'Homme, Droit des Enfants, Droits des Animaux...

seules choses qui importent, comme si la vie ne se résumait qu'à absorber des aliments. Ne sont donc prises en compte que les choses mesurables, pesables, « sonnantes et trébuchantes »... Ainsi les services sociaux, la culture et les arts sont méprisés, et les services publics sont détruits, parce que « ça coûte ».

À cause de ce « philomatérialisme », l'État lui-même ne sait plus ce qu'est la richesse d'une nation, ce qu'est le patrimoine culturel : il détruit le statut des Intermittents du spectacle, méprise l'éducation artistique, fait payer des droits d'entrée pour voir des sources, permet la vente des palais. Comme si le château d'Heidelberg ou un morceau de musique devaient être amortis ! L'entretien de monuments historiques lui fait peur. Pour lui, c'est de l'argent perdu et non pas du patrimoine. Petit à petit, il ne voit plus qu'une chose, le profit à court terme, comme un comptable borgne. Mais n'est-ce pas la richesse culturelle d'un pays, ses monuments et ses beaux paysages qui en font une destination attractive et qui permettent la bonne santé du « tissu social touristique » ?

Au lieu de pratiquer l'enrichissement collectif par un agréable Solidarisme bien pensé (chacun vit confortablement et enrichit en même temps la communauté) le système actuel propose l'enrichissement personnel, anarchique, sans autre loi que le « libre-échange », c'est-à-dire la liberté de faire n'importe quoi, au détriment d'un maximum « d'Autres », personnes, animaux, végétaux ou lieux.

Si le communisme ou les dictatures de droite sont comparables à des éducations trop rigides, le « libéralisme », lui est comparable à une éducation hyperpermissive : il laisse faire à « ses enfants » n'importe quoi, sous un faux prétexte de liberté, il les rend inconséquents, malhonnêtes, exploiters et complices de crimes. Or l'expérience le montre tous les jours, **le profit capitaliste ne peut s'obtenir qu'en réduisant la part de l'autre comme une peau de chagrin**, car la richesse individuelle sacrifie automatiquement la richesse collective sur l'échafaud de l'égoïsme et de la cupidité.

De tout temps pourtant, l'Humanité a progressé par l'entraide et la coopération, permettant à nos ancêtres préhistoriques de passer du paléolithique au néolithique, puis quelques millénaires après, à l'époque moderne.

« Selon des théories socioévolutives récentes, l'Homme n'aurait survécu aux glaciations du quaternaire qu'en développant une économie de solidarité au sein des groupes claniques, avec une hyperspécialisation des individus en fonction de leurs capacités. Cela rendait chacun indispensable aux autres, mais également dépendant des autres. Avec le temps, cette structure a plus ou moins perduré (ouvriers, paysans, artisans, magistrats : tous ont un métier différent, mais aucun n'est capable de faire celui de l'autre). Avec le libéralisme, la donne a changé en ceci que, aujourd'hui, certains sont en mesure d'exiger, et non de seulement échanger, ce qu'ils ne peuvent produire, car ils détiennent la condition de la survie de tous : l'argent-roi. »
(Briec Le Fèvre)

À cause de la concurrence, la civilisation du dollar détruit les liens sociaux, elle jette l'homme pieds et poings liés sous la dominance d'une technologie dévastatrice et elle risque de l'exterminer de la surface de la Terre. Du fait de cette déstructuration des liens humanisants, jamais on n'a vu autant d'enfants être arrachés à leur famille ou se « dédomestiquer », de meurtres gratuits, d'horreurs sociales, et de tueries dans les lycées. Ceci, uniquement, parce qu'il faut être riche à tout prix, au mépris de son vis-à-vis, individu, autre espèce, entreprise concurrente ou État voisin : de ce fait, on apprend la compétition plutôt que la coopération, la compétitivité plutôt que la solidarité.

Notre fonctionnement économique ne prend en compte que les richesses matérielles et transforme même dans son avidité colossale la tendresse, l'amour, le sexe et la gentillesse en vulgaires marchandises. Pourtant l'humain, primate éminemment social, a désespérément soif de nourritures affectives et culturelles, de tissu relationnel et de convivialité. Il a aussi besoin de richesses intellectuelles, pour se cultiver, découvrir et penser.

Nous devons donc passer de cette notion de richesse matérielle à celles de richesse immatérielle, et ceci dans l'équilibre entre tous, faute de quoi, l'Humanité tout entière s'en appauvrira. *Au plan biologique, la richesse d'un organe-État, quand elle se fait au détriment d'un autre organe-État, ne peut avoir qu'une seule et unique conséquence : la maladie du corps social tout entier, et à long terme la mort.*

- ✓ **L'équilibre est une priorité en bioéconomie.**
- ✓ **La bioéconomie donne une véritable valeur et une importance notable à ce qui est méprisé dans la société actuelle.**
- ✓ **La bioéconomie prend en compte les richesses matérielles aussi bien que les richesses immatérielles, relationnelles et intellectuelles.**

7. La participation des citoyens aux décisions

Quand un humain a mal, c'est qu'un endroit de son corps envoie vers son cerveau des messages chimiques particuliers. La douleur est le signal d'alerte d'un dysfonctionnement, qui risque potentiellement d'entraîner la mort du sujet. Il convient donc d'être attentif à ces signaux d'alerte et de résoudre les problèmes avant qu'ils ne soient trop graves, dans un souci de préservation.

Si l'on veut garder un niveau de fonctionnement optimum, il faut agir de même au niveau de la planète, des pays, des entreprises et des groupes sociaux. Par contre, négliger ces signaux et refuser de s'occuper des problèmes à leur éclosion conduisent inévitablement à des maladies sociales. Mieux, l'intelligence voudrait que l'on envisage toutes les conséquences des lois avant qu'elles ne soient écrites, afin de ne pas faire naître de désagréments, voire de désastres.

L'espèce humaine a les moyens matériels, scientifiques et intellectuels pour résoudre facilement tous les problèmes auxquels elle est confrontée. Personne ne peut le nier. Pourtant, en ce début de troisième millénaire, peu de choses ont été faites pour répondre à l'injustice et la situation s'aggrave de jour en jour. En effet, rares sont les gouvernements qui se soucient vraiment du sort de leurs populations. Si la protestation s'installe, ils refusent de négocier ou de recevoir les syndicats. Deux millions de personnes descendent manifester dans les rues ? Ils envoient les agents de l'ordre, font passer les lois en force puis sont très fiers de ne pas avoir cédé devant le peuple qui hurle son désarroi. Si des négociations s'ouvrent, ils essayent de négocier sur des demandes pourtant légitimes. Des millions d'enfants sont mis en esclavage, battus, humiliés, violés chaque jour et ils continuent à laisser faire avec une totale indifférence, alors qu'ils ont tous les pouvoirs de voter des lois protectrices pour supprimer ces abominations et surtout les moyens de faire appliquer ces mêmes lois. Année après année, aucun besoin véritable des populations n'est pris en compte, si ce n'est par saupoudrage. Souvent issus de milieux très favorisés, n'ayant jamais travaillé de leur vie, possédant de solides comptes en banque et formés dans des écoles qui les coupent totalement de la réalité du monde populaire, la plupart des dirigeants n'ont malheureusement aucune conscience de ce que vivent quotidiennement 99 % de leurs concitoyens. Les seuls besoins pris en compte sont ceux des privilégiés et des grandes entreprises, sans doute grâce à un lobbying efficace. Mais la majeure partie de la population reste sur sa faim et sur sa douleur.

La responsabilité des dirigeants est totale, puisqu'ils ont en main les clefs de la maisonnée planétaire. Mais la responsabilité des populations n'est pas absente non plus : ce sont elles qui participent à ce système par passivité ou par ignorance et qui élisent des représentants « lobbytômisés » ou mandatés directement par le système bancaire et dont elles acceptent bien facilement qu'ils ne remplissent pas le rôle de gestionnaires avisés qu'ils devraient tenir...

Il est fort étonnant que des cohortes de citoyens ne portent pas plainte contre eux pour promesses non tenues et méfaits de gouvernance ou contre l'ONU pour complicité de génocide. Le temps de cette maturité n'est sans doute pas encore venu. Preuve en est que les peuples sont capables de plébisciter des hommes qui leur promettent le rallongement des retraites et de la durée du travail, la destruction de l'emploi fonctionnaire et de la sécurité sociale, quand ce n'est pas l'établissement d'une dictature... En attendant, la situation est explosive. Le futur et la descendance de l'Humanité sont en péril. Il est donc nécessaire de mettre en place des centres de doléances qui permettent aux gouvernements de percevoir les signaux d'alerte de leurs populations et d'établir des lois obligeant ces mêmes gouvernements à prendre impérativement en compte ces signaux.

✓ **Chaque organisme ou groupe social doit pouvoir exprimer ses besoins et ses malaises.**

✓ **Chacune des cellules-souches enfants ou chaque cellule adulte doit pouvoir exprimer ses besoins et participer aux décisions qui peuvent affecter son existence.**

✓ **Exprimer ses besoins implique qu'ils soient impérativement pris en compte et que les solutions préconisées correspondent bien à ces besoins.**

Pour cela aussi, l'idéal serait d'arrêter de voter pour des partis politiques ou pour des personnes et de **voter pour des propositions**. Après avoir recueilli un nombre de signatures déterminé par la législation, chaque citoyen devrait donc pouvoir devenir **Porteur de Propositions**²¹, à condition que celles-ci respectent les Droits de l'Homme. À intervalles réguliers, les citoyens pourraient être appelés aux urnes pour plébisciter ou non les différentes propositions qui leur sont présentées. Ainsi, directement chacun pourrait décider sur quoi la nation doit porter ses efforts financiers. Les Porteurs de Propositions plébiscitées seraient chargés, avec le ministère concerné, de mener à bien leur proposition.

C'est ainsi que nous pouvons passer à un véritable traitement gestionnaire efficace, respectueux de la volonté populaire.

✓ **Chaque humain doit avoir la possibilité de participer par Référendum d'Initiative Citoyenne aux décisions qui peuvent affecter son existence.**

✓ **Le gouvernement est l'expression de la volonté populaire éclairée par une éducation humaniste et solidaire.**

8. Encourager les comportements sociaux bénéfiques

Si nous voulons nous maintenir en forme, nous devons choisir les comportements sains et « positifs » plutôt que malsains et « négatifs ». C'est évident. En effet, ces comportements auront une répercussion sur nos fonctions vitales. Ce que nous mangeons, par exemple, détermine notre niveau de vitalité et d'engrassement cellulaire. Les émotions ressenties agressent ou stimulent nos défenses immunitaires. La créativité développe ou non notre intelligence, le sport nous permettra de maintenir notre corps en forme, etc.

21. Exemples de propositions : créations de parcs naturels, constructions de crèches, mises en construction de parcs éducatifs, créations de Musées de l'Art Enfantin, fabrications par l'État de biens de première nécessité, diminutions des effectifs dans les écoles, mise en place de programmes d'irrigation, centres de distributions de soins, recherches sur telles ou telles maladies... etc. La liste des propositions est infinie et correspond aux besoins des citoyens... Ce système démocratique est détaillé dans le roman « Embarquement pour Citerre », de l'auteure.

Jusqu'à présent, la société punit certains comportements sociaux négatifs par des amendes ou des emprisonnements. Mais par ailleurs, du simple fait de ses options économiques, elle encourage amplement d'autres comportements très néfastes comme la concurrence, l'appât du gain, le gaspillage, la production d'armes et la destruction des milieux. Par ailleurs, la complexité et les failles du système monétaire stimulent directement l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent, l'exploitation, l'asservissement, le commerce de la drogue, des médicaments frelatés, des humains, des espèces animales ou végétales...

**La société ignore complètement
que pour obtenir plus de comportements positifs,
il faudrait peut-être que ceux-ci soient récompensés !**

✓ Pour bien fonctionner, la société a besoin d'encourager sciemment les comportements sociaux bénéfiques, et ceci doit être conceptualisé dans les fondements mêmes du système.

Les citoyens sont compétents par principe pour déterminer ce qui leur paraît être des comportements sociaux positifs et négatifs. Comme le corps qui fabrique ses hormones de plaisir, la société, via l'État, fabrique des « bonus d'encouragement », honorifiques, financiers ou matériels, notamment par une grille de salaire adaptée. Ceci sera détaillé plus loin.

9. Choisir la Vie

... L'énorme cétacé glisse dans les eaux froides. De sa lente danse majestueuse, il fend les flots comme une caresse gigantesque. Il a parcouru des milliers de kilomètres, traçant comme chaque année sa route le long de courants sous-marins pour refaire ses provisions de krills. Le plus gros des animaux de la planète, curieusement, s'alimente avec les plus petites créatures de la mer. Quand la baleine s'éteindra, son corps immense retournera à l'océan et nourrira des billions d'animalcules, dans un cycle rodé depuis des âges immémoriaux.

Fatiguée de son long voyage, elle plonge lentement. Les deux ailerons de sa queue frappent l'eau d'une claque étincelante. Elle entonne son chant de sirène. Elle vibre, et scanne. Son intelligence est sans limites, occupée à méditer, unie à la mer, jour après jour, dans une communion fluide.

Mais la pêche « scientifique » vient de commencer. Un harpon japonais perfore la grande déesse grise et le navire-boucher s'empare de la montagne de dollars qui déjà sonne à ses oreilles. 22 euros le kilo... la bête en voie de disparition fait bien cent tonnes. Le tiroir-caisse cligne déjà dans un fracas de sang.

Une fois de plus, en autorisant encore la pêche « scientifique », les gouvernements et la commission baleinière ont privilégié l'argent, et non la Vie.

... Dans la senteur des lavandes, les butineuses s'affairent déjà. Le soleil darde ses premiers rayons brûlants pour réveiller la ruche encore endormie. De fleurs en fleurs, il faudra, coûte que coûte, ramasser le pollen pour nourrir le couvain. Depuis la nuit des temps, l'abeille sait ce qu'elle a à faire. Zigzag, vol précis, communication d'antennes à antennes pour informer ses compagnes. Dans une ronde immuable, l'insecte à la robe noire et jaune accomplira l'alchimie de l'or liquide, le sublime nectar-miel.

Mais la voilà qui hésite, perturbée. Elle ne sait plus. Le système précis qui la guidait jusqu'à présent se détraque, rongé par le poison néocotinoïde. L'insecticide, censé rester dans les racines des plantes que les hommes vont manger, s'est sournoisement répandu dans les végétaux entiers contre l'avis des experts de la firme... et comme tous les gens sensés l'avaient prédit. La molécule dangereuse amorce son œuvre de mort, et le rucher s'éteint. Autour, les fermiers éprouvent de drôles de symptômes, et ne comprennent pas encore ce qui leur arrive. Bientôt, on déclare le produit toxique, dangereux, comme tous ses prédécesseurs, faits d'une chimie qui n'appartient pas à la planète. Le Poison, patiemment, se répand dans les nappes phréatiques et contamine toute la chaîne alimentaire.

Le pesticide est interdit. Enfin. Mais il faudra encore écouler les stocks de semences enrobées, afin de ne pas indisposer les semeurs de Mort : il faut bien rentabiliser les brevets, n'est-ce pas ? ...et puis pas de soucis pour la firme, d'autres terminators, plus terribles encore, vont vite le remplacer...

Les parlements, une fois de plus, ont cédé devant l'intérêt financier des groupes agrochimiques, plutôt que devant celui de la Vie.

... La forêt ruisselle d'existences. Mille senteurs se croisent sous les frondaisons élevées. Depuis des millions d'années, l'extraordinaire milieu couvre l'Amazonie de ses vivants magnifiques.

Becs, plumes, feuilles, poils, griffes, élytres, plantes, fleurs, graines, une multitude incroyable de cellules et d'organismes naissent et interagissent. Les géants verts, enguirlandés de lianes et de pétales écarlates vivent harmonieusement dans une grande étreinte sylvestre. Le noyer du Brésil, tranquillement, prépare sa première bogue, à cinquante ans. La forêt d'émeraude sourit sous les cris des aras multicolores et des singes hurleurs. L'ocelot s'esquive, furtif, tandis que le papillon morpho bleu déploie ses ailes d'azur fragile. Dans la canopée mystérieuse, l'oiseau hoazin porte encore les griffes de son ancêtre du Jurassique, l'archéoptéryx, un vieux dinosaure à plumes. La grande Divinité feuillue nous est indispensable, apportant à la terre une humidité et une biodiversité inestimable.

Mais les tronçonneuses arrivent. Les monstres d'acier conduits par des hommes au cœur de fer coupent les arbres, tranchent les branches, détruisent les taillis, laminent les sols. Il ne reste plus qu'une zone ravagée, que les pluies ruisselantes vont rendre stérile en quelques mois. Partout, la Belle Verte se meurt : Brésil, Guyane française, Surinam, Guyana, Venezuela, Colombie, Équateur, Pérou, Bolivie, Malaisie, nul pays ne prend vraiment conscience... Les grandes compagnies, toujours plus avides de bois, de pétrole, de biocarburants ou de minerais, creusent le tombeau des générations futures à grands coups de scies et de pelleuses. Avec leur mercure, les chercheurs d'or empoisonnent les rivières, les poissons et les Indiens. Plus loin, ruinés par la globalisation, les paysans défrichent la terre pour survivre, pendant que les riches latifundistes²² étendent leurs pâturages à vaches pour nous offrir des hamburgers. Pour engraisser la filière « biotechnologique » des fabricants d'OGM²³, le soja transgénique dévore la forêt comme une lèpre, tandis que les Indiens natifs sont expulsés à coups de revolvers. Trois malheureuses tonnes de soja arracheront un hectare de forêt à la Terre...

La plus belle, la plus extraordinaire, la plus nécessaire des grandes forêts s'envole en fumée, et nous perdons chaque jour l'occasion de trouver des médicaments révolutionnaires.

Qu'importe, dans son jardin, monsieur Marchacchi pourra contempler sa table neuve faite d'un bois exotique, multiséculaire, pratiquement imputrescible, et madame William pourra servir à ses enfants un steak haché bien juteux, issu d'une vachette nourrie avec des OGM.

Le commerce, une fois de plus, se moque de la Vie, pourvu que les hypermarchés vendent, vendent et vendent encore et toujours.

... L'enfant hurle de rire en échappant à sa sœur. « Attrape-moi ! Attrape-moi ! » Ses petites jambes dorées par la lumière des tropiques l'entraînent dans une course folle. Une, deux, une, deux, ses pieds se posent sur la route poussiéreuse. Mais la poursuivante aux nattes brunes est là. Si elle agrippe son petit frère, le jeu s'arrêtera, il faudra rentrer dans la maison de boue pour aider la Mère à traire les trois vaches maigres qui mangent l'herbe sèche. Le petit garçon jette un œil derrière lui : elle est presque à ses talons.

D'un bond, souple comme un tigre, il franchit le fossé et court dans le champ desséché, celui-où-l'on-ne-doit-pas-aller. Mais dans son jeu, l'enfant n'a pas vu le panneau. Sa sœur hurle. Supplie. Tout à lui échapper, il ne l'entend pas. Une, deux, une, deux, ses gambettes tricotent. Encore trois mètres.

22. Grands propriétaires terriens pratiquant l'élevage bovin extensif, afin de fournir aux Occidentaux la viande des fast-foods. On estime qu'un hamburger équivaut à la destruction de 4 M2 de forêt vierge (surface déboisée, eau, énergie, bâtiments, transport, chaîne du froid, restaurant, effet de serre...)

23. D'après Greenpeace, l'équivalent de quatre cent quatre-vingts terrains de football par jour de forêt est détruit pour produire de quoi engraisser nos animaux de boucherie, depuis l'introduction du soja transgénique en 1996. Pourtant des millions de personnes ont besoin pour survivre de la forêt et de sa biodiversité : elles sont chassées par des polices payées par des « barons », pour faire place nette.

Brutalement, un bruit immense l'arrache du sol. Quand la poussière retombe, l'enfant regarde sa chaussure. Surpris. C'est curieux, elle a disparu. C'est étrange, son genou aussi...

L'armée étasunienne peut se frotter les mains. Son petit joujou fonctionne à merveille. Trois petits billets verts vont enrichir un marchand d'armes²⁴. Une fois de plus, le gouvernement a refusé de ratifier le traité international contre les mines antipersonnelles, contre les bombes à fragmentation. Il n'est pas question, n'est-ce pas, de perdre de bons et verts dollars pour sa machine de guerre économique...

Ces quatre exemples, parmi des millions d'autres, montrent comment, systématiquement, les gouvernements et les collectivités choisissent le profit, plutôt que le respect de la Vie.

Pour quelques montagnes de yens, de dinars, pour quelques centaines d'euros, pour quelques privilégiés, pour des multinationales, chaque jour, des décisions sont prises et sacrifient des existences, des forêts, des écosystèmes et des ressources inestimables. Sans aucun doute, les gestionnaires actuels de la planète font le choix de la Mort et de l'argent, et pas celui de la Vie.

Nous le verrons tout au long de cet ouvrage : avec une économie saine, la question du chômage, de la course éperdue à la croissance, du gain monétaire à tout prix - à tous les prix - ne se pose plus.

Il n'est donc pas nécessaire de prendre des options de destruction juste pour des profits financiers personnels ou collectifs.

✓ Chaque décision politique et économique doit mettre en balance la Vie ou la Mort que cette décision peut apporter.

✓ Il s'agit de mettre enfin la Vie au centre : la bioéconomie implique le choix de la Vie avant le choix de l'argent, dans chaque décision, tout en respectant parfaitement des lois bioéconomiques solides.

²⁴. Prix d'une mine antipersonnel : 3 dollars, prix de son démantèlement : 300 dollars. Une mine tue une personne dans le monde toutes les 20 minutes.

Livre II. L'argent et le système monétaire

Il est nécessaire d'aborder en profondeur ce qu'est l'argent, car l'ensemble des problèmes que le monde moderne subit est aggravé tous les jours par ce qu'il est devenu, surtout dans le contexte de la globalisation du commerce mondial.

Il y a, bien sûr, de multiples causes à la folie du monde : immaturité de l'Humanité, névroses collectives, culture de la perversité et de la violence, mépris de la femme et des enfants, flatterie des bas instincts, éducation à la compétitivité, instruction insuffisante, culte de l'intérêt particulier, injustices, démographie incontrôlée, traumatismes des guerres, phénomènes omniprésents de dominance, religions carcérales, empoisonnements chimiques, nourritures inadaptées, ondes, rayonnements, etc.. Cependant, les caractéristiques de l'argent et du système monétaire mondial « moderne » faussent aujourd'hui tout le fonctionnement économique et aggravent toutes les problématiques humaines. Elles accélèrent la décomposition des rapports sociaux de manière terrifiante. « Moderne » est intentionnellement mis entre guillemets, car nous verrons combien le système monétaire l'est peu en vérité.

1. L'accès à l'argent

Pour qu'un corps fonctionne correctement, chaque cellule, chaque organe doit être irrigué, nourri, vivifié par un apport de sang frais, à chaque instant. Ce sang permet tous les échanges cellulaires.

Dans une société aux membres nombreux, ce sang, **ce fluide vital est l'argent**. Ce fluide est à l'origine des échanges à tous les niveaux de l'organisme, pour un fonctionnement performant et harmonieux, ou du moins il devrait l'être. C'est lui qui permet d'échanger des marchandises, des biens et des services - tout au moins tant que l'Homme n'aura pas changé de niveau de conscience -. Sans argent, pas d'échanges. Sans échanges, aujourd'hui, les individus, les sociétés locales ou les entreprises meurent.

Par conséquent, les politiques économiques qui organisent par des décisions monétaires « malheureuses » le manque d'argent pour une partie de la population humaine vont provoquer la mort ou le dysfonctionnement de certaines cellules-citoyennes. Cela va détruire partiellement le tissu social et donc porter atteinte à la vitalité globale de l'organisme qu'elles sont chargées de protéger. Elles sont donc totalement biocides.

✓ En bioéconomie, le fluide qui permet les échanges sociaux, l'argent, est comparable au sang dans un organisme.

✓ Pour que le corps social reste en bonne santé, chacune des cellules de ce corps, et par conséquent chaque organe, chaque endroit doit recevoir exactement et parfaitement le fluide vital dont ils ont besoin.

✓ À l'échelle individuelle, chaque être humain doit pouvoir disposer naturellement de l'argent nécessaire au comblement de ses besoins.

✓ À l'échelle organique, chaque entreprise, service public ou groupe social doit avoir les moyens de son fonctionnement, et donc doit pouvoir accéder naturellement au crédit d'investissement.

✓ L'accès à l'argent pour chaque citoyen, entreprise, collectivité, pays est la seconde mission de la bioéconomie.

2. La quantité d'argent nécessaire dans l'organisme

Même sans traumatisme important, un accidenté de la route qui perd beaucoup de sang risque gravement sa vie, car son cœur ne peut plus maintenir la circulation qui assure le fonctionnement vital de base. Il est donc fondamental qu'une quantité précisément idéale de sang soit présente dans l'organisme, en permanence.

De même, l'argent doit être suffisant dans la société humaine, globalement ou localement, pour assurer tous les échanges vitaux, en tous lieux et en tout temps. Or, le mensonge fondamental de la trésorerie moderne est de vouloir nous faire croire « qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses ». Si les choses vont mal, c'est en grande partie à cause de cela, nous dit-on. On nous fait travailler davantage, on nous fait perdre nos avancées sociales les unes après les autres pour récupérer cet argent qui viendrait d'un endroit spécial d'où il ne jaillirait que par magie et suivant des lois mystérieuses...

En fait, « il n'y a pas assez d'argent dans les caisses » est un faux problème, un prétexte, un incroyable, incroyable mensonge.

**D'abord, s'il n'y a pas assez d'argent dans les caisses,
qu'attend-on pour les remplir ?**

Qui parle de cette question pourtant fondamentale ? Quel politicien aborde cette question primordiale ? Personne, car il faudrait d'abord expliquer à chacun comment se remplit « LA » caisse... ce qui ne doit surtout pas être seulement évoqué dans les discours officiels. C'est une chose simple, mais totalement secrète, sans doute le dernier tabou de notre civilisation.

À l'égard de l'argent, il y a une chape de plomb, un interdit de savoir, une méconnaissance absolue de ce qui, pourtant, est au cœur de chacun de nos actes. En réalité, nous sommes très peu nombreux à avoir une idée claire de ce qu'est l'argent que nous manipulons chaque jour et de quel endroit il vient, « où il pousse » en quelque sorte... La seule chose que nous savons à son sujet est ce que l'on peut faire avec, si l'on en a ou pas, comment en gagner ou l'économiser, etc. Mais *sa nature véritable* et son origine, elles, ne nous sont jamais enseignées.

« Mais où commence l'argent, l'argent qui nous manque pour avoir les biens qui ne manquent pas ? La première idée qu'on entretient, sans trop s'en rendre compte, c'est qu'il y a une quantité stable d'argent, et qu'on ne peut rien changer à cela : comme si c'était le soleil ou la pluie, ou la température. Idée fausse : s'il y a de l'argent, c'est qu'il est fait quelque part. S'il n'y en a pas plus, c'est que ceux qui le font n'en font pas plus. » (Louis Even)

Croire que l'argent est une chose en stock, en quantité fixée une fois pour toutes ou qu'il est seulement issu des impôts que les citoyens payent, est une erreur absolue :

L'argent n'est qu'une convention qui permet à deux personnes de pratiquer un échange.

Point. Ce n'est rien d'autre. On peut même s'en passer parfaitement !

Démonstration, évidemment simplifiée, mais que nous pouvons étendre à n'importe quel échange et à n'importe quelle échelle :

Deux kinésithérapeutes, monsieur Inglésias et monsieur Wilson, ont mal au dos. La situation :

« Monsieur Inglésias masse monsieur Wilson pendant une heure, puis monsieur Wilson masse monsieur Inglésias pendant une heure. »

est strictement égale à :

« Monsieur Inglésias masse monsieur Wilson pendant une heure pour 30 €, puis monsieur Wilson masse monsieur Inglésias pendant une heure pour 30 €. »

Dans le premier cas, il n'y a pas eu d'argent à la clef, dans le second oui. Mais dans les deux cas, les massages ont été équivalents et le bilan comptable égal à zéro. L'échange est strictement réciproque. Il n'y a eu aucune perte d'argent et pourtant il y a eu création de richesses pour l'ensemble des deux protagonistes : le soulagement, le mieux-être, une production accrue d'endomorphine et l'amélioration du lien social, pour le plus grand bénéfice de cette mini-communauté.

Nous avons ici l'origine de l'argent : un troc, un simple troc. Deux personnes ont quelque chose dont l'autre a besoin, de valeur identique : un poulet contre deux kilos de tomates, un poisson contre un sac de noisettes, etc. Le problème est que le troc direct entre deux personnes trouve vite ses limites : les besoins ne peuvent pas forcément être résolus entre deux personnes seules, aussi l'argent a été inventé pour faciliter des trocs plus compliqués, faisant intervenir plus de deux personnes, mais, fondamentalement, il n'y a aucune différence. Au lieu d'échanger de personne à personne, ce qui limite rapidement les possibilités, l'argent permet des échanges plus complexes grâce à quelque chose auquel chacun peut se référer d'une manière « absolue », car il en comprend la valeur. Au départ, c'était des coquillages, des bracelets, des anneaux de métal, des pièces puis, plus récemment, des reconnaissances de dettes, des bons au porteur, des billets, des chèques, des actions ou des ordres de virement. C'est bien pour cela que l'on peut parfaitement fonctionner avec des monnaies locales ou avec des systèmes d'échanges de type S.E.L.²⁵ avec un contrôle pointu de l'émission monétaire.

De même, en cas de paralysie générale des distributeurs de monnaie, les citoyens pourront utiliser de simples reconnaissances de dettes, des chèques faits maison avec toutes les mentions légales, qu'ils pourront échanger, tout comme ils échangent aujourd'hui chèques et billets.

L'argent n'est qu'un signe qui montre que deux entités ont échangé des objets ou des services qui sont issus d'un travail, donc d'un temps passé à récolter, à fabriquer ou à aider.

Que l'on prenne deux personnes, dix, cent, dix millions ou dix milliards, c'est exactement pareil :

L'argent circule d'une personne à l'autre en créant des dettes et des créances, et en les annulant.

Il permet au passage la fabrication d'immenses richesses, matérielles (des objets) et immatérielles (des services). Dans un gigantesque circuit, ces signes d'échange passent d'une main à l'autre, enrichissant normalement au passage celui qui travaille et la société - enfin, c'est ainsi que cela devrait être si notre monde n'était pas gouverné par le système actuel -. Ce circuit ne s'arrêtera que lorsque l'on décidera de supprimer l'argent ou lorsque l'Humanité s'éteindra.

25. Les SEL, associations loi 1901, sont des Systèmes d'Échange Locaux où se pratiquent l'échange de biens, de services et de savoirs. Exemples : Marina garde des enfants contre des séances de coiffure, Ali fait du piano en échange de cours de cuisine... Ces échanges se font de gré à gré grâce à une monnaie virtuelle (grains, pépites, cailloux...) interne au S.E.L. Il s'agit, entre autres, de pratiquer des échanges sans passer par la société marchande, chacun décidant de la valeur de son bien ou de son service. En général, les services sont évalués par rapport au temps qu'ils nécessitent.

(...) voilà ce qu'on aurait dû savoir depuis longtemps ! L'argent ne tire nullement sa valeur de l'or, mais des produits que l'argent achète. L'argent peut être une simple comptabilité, les crédits passant d'un compte à l'autre selon les achats et les ventes. Le total de l'argent doit être en rapport avec le total de la production. À toute augmentation de production, doit correspondre une augmentation équivalente d'argent...

Si nous avons mille personnes en capacité de travailler, nous devrions avoir l'exacte monnaie correspondant à cette capacité globale de travail. Pareillement pour cent mille personnes ou cinq milliards.

(Louis Even - L'île des naufragés²⁶)

**L'argument « il n'y a pas assez d'argent dans les caisses de l'État »
ne peut donc pas être recevable en bioéconomie
puisque, jusqu'à preuve du contraire,
il y a des milliards de personnes sur Terre
qui ont une production ou un service à offrir ou à demander !**

Le problème de l'argent réside tout simplement dans le fait que personne ne sait réellement ce que c'est ! D'une manière générale, les gens croient ce que disent les médias, les politiques ou les économistes, à savoir que l'argent est en quantité limitée et que nous n'en avons plus ou pas assez... mais sans savoir pourquoi ni ce qui se cache sous cette apparente réalité !

Une idée commune partagée est qu'un pays est riche parce que ses coffres contiennent de l'or... ceci est totalement absurde : **ce qui fait la véritable richesse d'un état, c'est la qualité de l'éducation et de l'instruction de ses administrés, c'est sa connaissance du monde, c'est sa compétence à utiliser ses ressources, à résoudre les problèmes et les défis scientifiques, c'est donc sa capacité à répondre à ses besoins présents et à venir.**

Une image surprenante a été imprimée dans un journal, en avril 2004. Elle révélait l'effarant paradoxe de notre système monétaire. Le texte parlait du déficit budgétaire d'une nation. On voyait l'énorme réserve d'or d'une Banque Nationale²⁷ : des milliers de lingots brillants s'alignaient sagement dans de grands coffres blindés. Le Ministère des Finances envisageait de vendre quelques pièces de ce trésor pharaonique afin de régler une part de la dette, mais - et c'est là où les choses sont incroyables - *l'État n'a pas le droit de vendre librement ces lingots !* Les « règles » de la finance le lui interdisent. En effet, le traité de Maëstricht oblige les pays à maintenir le produit de toute

26. « L'île des naufragés » de Louis Even est une fable incroyablement lumineuse qui fait comprendre le grand mystère de l'argent. Magazine « Vers demain », 1940. Lire sur <http://www.fauxmonnaveurs.org>

27. En mai 2016, La Banque de France détient dans ses sous-sols 84,961 milliards d'euros, constitués d'or pur. La dette publique en France atteint presque 2 173 milliards d'euros en décembre 2016, dont environ 2130 milliards d'intérêts, elle a plus que doublé en 8 ans.

vente d'or dans les comptes de la Banque Centrale de l'État, et donc de placer le produit de cette vente sur un compte spécial, l'État ne pouvant alors utiliser que les intérêts de ce compte. L'État vend ce qu'il possède, garde l'argent et cela produit des intérêts. Autrement dit, le fait de faire passer son stock de lingots en stock de monnaie lui offre un coquet bénéfice. Avec l'argent, il rachète le même stock d'or un peu plus tard, l'opération aller-retour - qui devrait être nulle - lui a cependant offert de substantiels intérêts !

La somme devrait être logiquement équivalente : dans l'univers réel, « *une pomme est égale à une pomme* » est une évidence ! Ceci « *une pomme est égale à une pomme et demie* » n'existe pas... mais l'argent, lui, ne s'embarrasse pas de ce genre de considération ! Intéressant, n'est-ce pas ? Ceci, exemple parmi d'autres, montre que l'argent, la monnaie... sont devenus « n'importe quoi ».

En fait, ces blocs de métal précieux sont là uniquement pour servir de *garantie* « en cas de... ». Il suffit juste qu'ils soient là, et l'on a confiance dans l'économie du pays ! Qu'ils soient en chocolat recouvert de peinture dorée serait exactement pareil, pourvu que nul ne s'en doute ! En fait, ils ne rendent l'État solvable *que parce qu'on croit qu'ils existent*. Autrement dit, puisque l'on ne peut pas échanger ces lingots contre de la monnaie ou pour l'effacement d'une dette... c'est exactement comme s'ils n'existaient pas ! Comme dans « L'île des naufragés », ce qu'il y a dans le coffre importe peu, c'est la croyance en la valeur de ce qu'il recèle qui compte pour notre économie incohérente. C'est exactement comme si nous obtenions un prêt important chez un banquier juste parce que nous avons l'air riche et couvert de bijoux, alors que nous sommes allés chez lui parés de pacotilles sans valeur, mais brillantes... *Nous sommes dans le paraître, dans l'apparence des choses, mais pas dans la logique comptable*. La logique comptable, elle, devrait être logique et mathématiquement imparable, toujours imparable.

L'argent n'est donc pas ce que l'on croit, ni en quantité limitée par on ne sait quelle Divine Loi Économique, en réalité. *La puissance de travail échangé*, c'est ça l'argent, et non pas des petits bouts de papier ou des zéros sur un écran, ni des blocs de métal, froids, intouchables, enfermés dans des coffres... C'est la fatigue, la sueur, la peine et le temps de ceux qui travaillent.

**L'argent c'est du temps de travail :
c'est une heure d'occupation,
de sueur et d'activité pour accomplir une tâche,
qui va, à un autre moment, être échangée contre équivalent.**

Et, des personnes pouvant travailler, ce n'est pas ce qui manque sur notre planète. Au regard de la démographie humaine, les capacités de vendre et d'acheter sont **gigantesques** et ce n'est pas demain que ce vivier d'échanges va manquer !

Il n'y a donc **aucune raison** de ne pas fabriquer l'argent correspondant à cette fabuleuse capacité d'échange.

Pour « seulement » un milliard de personnes adultes (en âge et en condition de travailler) avec un salaire d'échange moyen de 60 euros de l'heure, à raison de 30 heures de travail par semaine et de deux mois de vacances par an, nous avons pour un an : 1.000.000.000 de personnes x 44 semaines x 30 heures par semaine x 60 euros = 79.200.000.000.000 d'euros... soit largement de quoi échanger et couvrir tous les besoins, quand on sait qu'il suffirait d'à peine 40 à 80.000.000.000 d'euros pour que le monde n'ait plus faim !

« (...) les 225 plus grosses fortunes du monde représentent l'équivalent du revenu annuel des 47 % d'individus les plus pauvres de la planète, soit 2,5 milliards de personnes. (...) il suffirait de prélever 4 % de cette richesse, soit 40 milliards de dollars, pour donner à toute la population du globe l'accès aux besoins de base (nourriture, eau potable, éducation, santé). Cette somme de 40 milliards de dollars permettrait de sortir le monde de la misère. Elle correspond à 0,17 % de la richesse des pays de l'OCDE. À chaque fois que nous dépensons 100 euros, il suffirait de consacrer 17 centimes pour que chaque habitant de la planète ne risque plus de mourir de faim, pour qu'il puisse avoir accès à l'eau potable, qu'il puisse apprendre à lire et à écrire, qu'il puisse enfin accéder aux soins de base indispensables. Personne ne pourra nous faire croire que cet objectif est inaccessible. À titre de comparaison, voici quelques montants (en milliards de dollars) : les transactions financières 1800 - Dépenses d'armement dans le Monde 840 - Dépenses de publicité dans les pays riches 400 - La consommation de stupéfiants 400) » (Patric Kruissel, Imaginer une autre société, 9 janvier 2004)

Les chiffres de l'économie sont fort intéressants et révèlent une vérité incroyable : en 2015, le PIB de l'Allemagne était de 3.868 milliards de dollars, celui de l'Angleterre de 2.988 milliards de dollars et celui des États-Unis de 17.419 milliards de dollars... soit 24.275 milliards de dollars rien que pour ces trois pays... et ces pays ne sont pas capables de consacrer 0,17 % de leurs milliards pour soulager la faim dans le monde ? Ramené à une échelle individuelle, cela signifie que celui qui gagne 1500 euros par mois n'est pas capable de donner 2,55 euros... soit largement moins qu'un paquet de vingt cigarettes !

Nous voyons donc que l'argent ne manque pas, en réalité, sur cette planète, mais quand « on » nous dit qu'il n'y a « pas assez d'argent dans les caisses », « on » utilise une formule hypnotique et mensongère à laquelle tout le monde a fini par croire. Elle est en réalité la traduction d'une sorte de volonté structurelle : **il ne faut pas créer trop de monnaie afin que le système, au lieu de tourner sain et rond, puisse continuer à produire des victimes pour asseoir des pouvoirs et des exploités pour construire des fortunes.**

2.1. L'économie est une dynamique

Autre erreur fondamentale : on croit que l'économie est une chose immobile et qu'il suffit à l'instant T de l'observer pour savoir comment un pays se porte. On regarde un chiffre, par exemple le PIB, à telle date ou chaque année, et l'on dit « tout va bien » ou « tout va mal ». Mais regarder *des chiffres, ce n'est pas regarder la Vie*, l'existence des gens, la *qualité* de ce qu'ils vivent.

Il ne sert à rien de calculer combien de cm³ de sang un patient possède, si en même temps on ne contrôle pas sa tension : c'est elle qui permet au sang d'être efficace, tout comme la vitesse de circulation monétaire traduit la vitalité du corps planétaire. Notre homme peut avoir dix-huit ou trente litres de sang de plus dans les veines, si celui-ci ne circule pas, il n'oxygène pas correctement les tissus et la mort survient immédiatement. La preuve : un homme qui vient de décéder d'un arrêt cardiaque possède bien ses cinq litres de sang dans son système sanguin, mais en l'absence d'une circulation sanguine active, tous les processus vitaux vont s'éteindre les uns après les autres.

L'économie est donc une dynamique, l'observation doit être dynamique aussi et ne pas se contenter de contempler des sommes, comme la richesse globale. Celle-ci ne traduit absolument rien, puisqu'un pays fournissant à tous des salaires équivalents pourrait avoir une richesse globale strictement, mais strictement égale à celle d'un pays abritant, lui, des fortunes colossales en même temps que des misères abyssales.

L'argent est un flux. Il faut observer son trajet, sa vitesse, les obstacles sur lesquels il bute, les endroits qu'il dessert ou ceux auxquels il manque, etc.

C'est seulement à partir de ces observations sur des données changeantes et non fixes qu'il faut déterminer des ajustements ou des corrections.

✓ **Pour que les cellules-humaines et les organes-États reçoivent le flux vital, l'argent, il faut que celui-ci circule correctement, rapidement, qu'il soit en quantité strictement adéquate, globalement, et qu'il soit en qualité suffisante dans le moindre recoin de l'organisme planétaire humain.**

2.2. Une quantité suffisante

Si le corps humain recèle une quantité de sang insuffisante, il va lui manquer des éléments indispensables pour vivre, il s'étiolera et finira par mourir.

Il mourra lentement, comme en cas d'anémie chronique et pernicieuse, ou brutalement, si cette quantité de sang insuffisante est due à une hémorragie soudaine et dramatique.

Dans notre corps social, c'est pareil... Si l'État ne crée pas l'argent qu'il faut pour que tous ses citoyens vivent correctement, par l'intermédiaire d'une Banque véritablement Nationale, ses différents membres ne peuvent effectuer les échanges vitaux, c'est l'anémie monétaire ... Le corps social s'enfoncé alors dans une pénurie globale d'argent, un certain nombre d'humains ne peuvent trouver l'argent nécessaire à leurs besoins, le chômage, la récession puis la misère s'installent. Ainsi, par exemple, en Angleterre, le nombre de jours d'hospitalisation pour malnutrition dus à une pauvreté alimentaire grandissante a doublé en dix ans.

Si un organe-pays est victime d'une fuite brutale de capitaux, à la suite d'un krach boursier de grande ampleur ou d'une action concertée sur sa monnaie, l'économie soudain exsangue conduit rapidement au chaos social avec des répercussions dramatiques.

✓ **Il doit y avoir assez d'argent pour combler les besoins fondamentaux de tous.**

✓ **Aucun système ne doit être mis en place ou ne doit perdurer s'il permet, à quelque niveau que ce soit, une fuite ou une insuffisance de capitaux.**

2.3. Une quantité non excédentaire

Si le corps humain a trop de sang et un cœur affaibli, le liquide en excès contenu dans les vaisseaux traverse les parois, notamment pulmonaires. Un œdème aigu du poumon se crée, entraînant alors la mort du patient par noyade.

De même, s'il y a trop d'argent dans un pays, les échanges ne peuvent plus se faire, car l'argent perd de sa valeur. Il y a inflation monétaire. Les objets ne peuvent plus se vendre, les échanges ralentissent.

✓ **Il ne doit pas y avoir trop d'argent circulant.**

✓ **La quantité d'argent circulant doit être contrôlée et établie en quantité précise, en stricte adéquation avec les possibilités d'échanges des cellules-citoyennes, ni plus, ni moins.**

Il faut noter que les tenants du modèle économique actuel brandissent en permanence l'épouvantail de l'inflation dès que des gens de bon sens demandent à « faire tourner la planche à billets ». Ils envoient un message très négatif sur ce phénomène de l'inflation, parce que pour eux c'est un véritable problème. Pour les castes riches, c'est effectivement une horreur, car ils engrangeront moins d'intérêts.

Par contre, l'inflation est merveilleuse pour les petits propriétaires si les salaires sont indexés sur l'inflation, car elle leur permet au final de payer leur logement ou leur voiture un peu moins chers qu'au départ, ce à condition que leurs mensualités soient fixes. Ainsi, sur vingt ans avec « une bonne inflation », les mensualités de remboursement d'un crédit immobilier peuvent diminuer très très fortement, proportionnellement au salaire, ce qui compensera la perte énorme perdue dans les intérêts bancaires. Ainsi, si un homme politique ou un économiste brandit l'inflation comme un spectre épouvantable, il signe très clairement son affiliation à la caste des gens qui ont les moyens de faire des placements boursiers et non pas à celle des petites gens.

2.4. Pas de stagnation, et pas de pauvreté

Si le sang stagne dans une partie du corps, les jambes par exemple, il y a risque de stase veineuse, puis de phlébites et de gangrène... Qu'un caillot de sang se forme puis se déplace, et notre homme décède des suites d'une embolie ou d'un infarctus cérébral.

Dans notre société, si l'argent stagne chez une partie de la population, nous observons un phénomène semblable : des groupes d'individus ne reçoivent plus d'argent pour simplement manger, tandis que d'autres peuvent s'acheter des centaines de robinets en or. Les usines ferment, le chômage touche des régions entières, tandis qu'ailleurs certains s'enrichissent incroyablement.

À long terme, trop de misère entraînera un infarctus social des plus regrettables avec désespoir, manifestations, révoltes, émeutes, jusqu'à des révolutions.

*Tant qu'un homme pourra mourir de faim
à la porte d'un palais où tout regorge,
il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines. (Eugène Valin)*

Donc, toute politique économique qui implique qu'une partie de la population ne reçoive pas l'argent nécessaire à ses besoins est par nature une politique biocide, puisque cette partie de population lésée risque de mettre en danger la santé même du corps social. Par ailleurs, s'il est nécessaire que chacun détienne une certaine quantité d'argent-sang de réserve nécessaire à son bien-être, en revanche, en garder une grosse part de côté met l'argent hors circuit et inutilisable pour la collectivité. Au-delà d'une certaine somme, qui doit être déterminée démocratiquement, les grandes fortunes dormantes doivent être nivelées afin de favoriser la circulation monétaire. Les incitations positives pour que l'argent voyage peuvent être aussi efficaces. Il est également urgent que la société trouve des moyens de récompenser vraiment ceux qui aident à la création artistique, au bien-être social ou à la préservation écologique.

✓ **L'argent ne doit pas stagner chez une partie de la population, et l'argent ne doit pas manquer dans une autre partie du corps social.**

✓ **L'argent doit circuler facilement d'un individu à l'autre, d'un organe à l'autre.**

✓ **La grande richesse d'un individu ou d'un groupe social ne peut se perpétuer s'il n'y a pas circulation de cette richesse en direction du reste du corps social.**

✓ **La politique doit encourager fortement le mécénat et les investissements sociaux par des mesures hautement incitatives et taxer vigoureusement les fortunes dormantes.**

La pauvreté existe, pour différentes raisons. Mais la raison la plus importante de sa perdurance sur la Terre est liée à une simple croyance qui nous paralyse : **nous la croyons inévitable et « naturelle »**. Pourtant, de tout temps, il a existé sur terre des communautés travaillant en commun, dans un environnement leur apportant tout ce qui leur était nécessaire. Ces communautés n'avaient aucune notion de « pauvreté » et de « richesse ». Ce concept n'avait pour elles aucun sens : elles n'en possédaient pas même le mot ! Mais depuis des centaines d'années et donc depuis des générations et des générations, la misère fait partie de la société humaine, elle est inscrite dans notre mémoire. Comme elle était présente avant notre naissance et avant le temps de nos grands-parents, on ne peut pas remettre en cause son existence, c'est encore une simple raison psychologique ou neurobiologique.

*La pauvreté n'est pas un accident. Comme l'esclavage et l'apartheid,
elle a été faite par l'homme
et peut être supprimée par des actions communes de l'humanité.
(Nelson Mandela)*

**La pauvreté ne naît que s'il y a un système économique pour la générer,
s'il y a des riches pour la cultiver et des pauvres pour la subir.**

**La misère répond en fait juste à une organisation
et à une logique monétaire et par conséquent à un type précis d'économie.**

C'est donc uniquement une question de culture et de fonctionnement social et économique, et non de fatalité.

D'un point de vue bioéconomique, il n'y a pas de plus grande absurdité que la présence de la pauvreté. Si le « libéralisme » s'appuie sur la pauvreté pour faire tourner toute sa machine, **le solidarisme s'appuie, lui, de manière conceptuelle sur les besoins de chacun pour supprimer naturellement la pauvreté.**

*Prenons une comparaison : pour récupérer une plus grande quantité de sang au profit de la main gauche, monsieur Verstraete met-il des élastiques autour de sa main droite... jusqu'au bleuissement... jusqu'à la gangrène ? Absurde, n'est-ce pas ? C'est pourtant exactement ce qu'il se passe sur Terre : pour assurer la richesse d'un continent, un autre est soumis à une guerre économique féroce et sans merci. Et c'est pareil à l'intérieur même des États. Il est donc fondamental et indispensable que **chaque cellule de l'organisme planétaire dispose d'un revenu minimum nécessaire**. Ce revenu permet à chaque individu le comblement de ses besoins vitaux fondamentaux²⁸.*

✓ **La pauvreté est supprimée par une politique économique adéquate.**

✓ **Un Revenu Citoyen Vital est distribué à chaque membre de la société, sans conditions.**

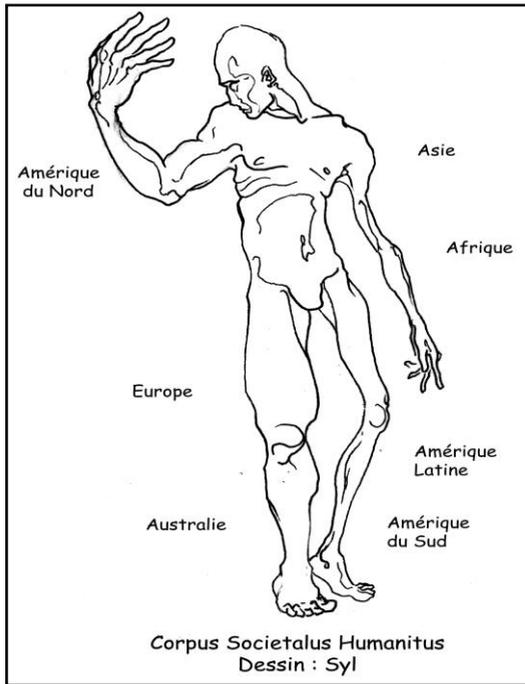
3. La nature de l'argent

Observons le sang d'un être humain. Les globules rouges se chargent d'oxygène et le transportent dans tous les recoins du corps. Chez un homme bien portant, ces globules sont de qualité identique, de taille identique. En effet, comment un globule pourrait-il circuler dans tout l'organisme s'il changeait de taille suivant les heures ou l'endroit du corps où il se trouve ? Il resterait bloqué dans une veine ici, créant des caillots ou serait insuffisant là, parce que trop petit donc pas assez chargé en oxygène. Aussi, comment un corps pourrait-il se maintenir en bonne santé avec un sang dont la qualité varie d'heure en heure, et de lieu en lieu ?

Et bien, quand on observe le système sanguin planétaire, c'est-à-dire notre système monétaire du début du XXI^{ème} siècle, c'est pourtant exactement à cela que nous assistons. Suivant les fluctuations monétaires, les monnaies s'affolent ou s'effondrent. La valeur de l'argent et la capacité d'échange qu'il transporte varient parfois en quelques heures, à cause d'une panique boursière ou après l'action coordonnée de groupes de boursicotiers.

Le dessin ci-après illustre de manière plus ou moins juste le développement économique et social des continents de la planète en rapport avec la valeur des monnaies et du travail, selon des critères occidentaux.

28. Voir plus loin. *Le Revenu Citoyen Vital et le Revenu d'Activités*. Nous verrons combien le revenu Citoyen Vital est nécessaire, évident et justifié en bioéconomie.



Dans le membre occidental, les « globules-sous » sont très chargés en pouvoir d'échange, ils ont une « grosse valeur », tandis que dans le membre sud-américain ou africain de notre corps social planétaire, les « globules-sous » sont tout petits, dévalués, absents...

Pour un travail totalement identique, un Allemand gagne cent fois plus qu'un Indien, alors que ce sont deux êtres humains presque semblables. Cela n'a aucun sens, c'est une pure folie, mais c'est cela qui permet de délocaliser, ce qui détruit les emplois des pays riches et qui donne des emplois de servage dans les pays plus pauvres.

Il y a donc une nécessité impérieuse, vitale, à fixer la valeur de l'argent de manière absolue et universelle. Autrefois, avant la Révolution française, chaque région mesurait la longueur à sa manière, avec ses propres critères, en pied, en toise, en pouce, etc. C'était donc extrêmement compliqué pour le commerce et pour la construction. Le 26 mars 1791, l'Académie des Sciences proposa que le mètre soit défini officiellement comme étant la dix-millionième partie de la moitié de méridien terrestre pour en faire une valeur universelle, qui se retrouve par ailleurs dans la grande Pyramide. Peu après, le mètre étalon a été adopté presque partout.

Tout est étalonné ou en cours d'étalonnage aujourd'hui : poids, longueur, voltage, vitesse, ampérage, salinité, acidité, distance astronomique, densité, etc. TOUT, sauf ce que nous utilisons chaque jour, l'argent ! C'est effarant, non ?

Il est quand même incroyable qu'au XXI^{ème} siècle on n'ait pas instauré une monnaie étalon et une heure de travail étalon, alors que la mondialisation du commerce est en action depuis longtemps !

Il est impossible de fixer une mesure étalon sur un objet fabriqué par la main de l'homme, car les conditions de fabrication sont susceptibles de changer.

De même, on ne peut pas non plus utiliser une matière, même précieuse comme l'or ou le diamant. En effet, les conditions d'extraction sont amenées à changer, un filon gigantesque peut être découvert demain ou, à l'inverse, la matière peut totalement manquer.

« Cette situation était celle de l'Europe à la fin du Moyen Âge : filons d'or épuisés, amas de métal dans les coffres de fortunes privées, donc manque d'argent pour les échanges, car en ce temps, l'étalon était bel et bien le poids de métal précieux transporté par chacun. À la Renaissance, la découverte de l'Amérique et de son or a « relancé » l'économie européenne, par afflux de nouveaux capitaux. C'est sans doute en vertu de ce système, basé sur un étalon « naturel », que la pensée reste ancrée d'une masse monétaire fixe, dont il faut s'arranger.

*Bien évidemment, avec la suppression de l'étalon-or, il n'en est plus rien, mais malheureusement, aucun autre étalon n'est jusqu'à présent venu remplacer l'or, avec pour conséquence l'anarchie spéculative sur les monnaies. D'où, en effet, un besoin urgent de trouver un étalon universel pour fixer la valeur de l'argent, mais un étalon qui ne soit pas soumis aux caprices de la Nature (quantité, qualité, difficulté d'obtention, etc.).»
(Brieuc Le Fèvre)*

Il faut donc prendre appui sur quelque chose qui est déjà étalonné de manière universelle sur Terre : le temps.

60 minutes d'un homme du Sud, occupé à travailler, c'est-à-dire 60 minutes pris sur son temps libre, sont strictement égales à 60 minutes d'un homme du Nord qui accomplit la même tâche.

Il est évident que, suivant l'intérêt ou la pénibilité de la tâche, le temps ne passe pas aussi agréablement, mais **c'est quand même toujours la même quantité de temps que l'homme ne consacre pas à lui-même ou à sa famille.**

✓ **L'argent doit être de qualité et de valeur identique sur toute la planète, et en tout temps.**

✓ **La valeur de l'argent doit donc être fixée pour tous les humains par une mesure étalon.**

✓ **La seule mesure étalon qui ne change pas pour deux êtres humains est le temps qu'ils passent à accomplir une tâche.**

✓ **La Bioéconomie propose de fixer la valeur de l'argent à :
60 unités monétaires = 1 heure de travail basique²⁹.**

4. La fortune

Certaines cellules du corps ont besoin de recevoir plus de sang que d'autres cellules, c'est évident. Le cerveau ou le cœur, par exemple, sont des organes essentiels et leur fonctionnement exige un apport supérieur d'oxygène. D'autres cellules, celles des os ou des ongles, n'ont pas un besoin identique.

Le besoin d'oxygène dépend donc de la fonction physiologique qu'accomplit la cellule. Si nous pouvons nous passer facilement de la matrice d'un ongle ou d'un os remplacé par une prothèse, en revanche, les cellules du cœur nous sont indispensables. Par contre, qu'une cellule de cheveu reçoive une quantité de sang, donc d'oxygène, 400 fois supérieure - voir 10.000 fois - à celle d'un intestin est totalement absurde ! Par comparaison, c'est ce que peut gagner un grand patron par rapport à son employée la moins rémunérée, alors que son utilité sociale n'est clairement pas 10.000 ou 20.000 fois supérieure.

Dans nos sociétés, des cellules-individus au rôle parfaitement inutile ont parfois des fortunes immenses, alors que des agriculteurs, des enseignants, des soignants, des éboueurs gagnent des salaires dérisoires, malgré leur rôle absolument fondamental. La fortune, au sens où on l'entend habituellement, est donc une absurdité. La limitation de ce que doit recevoir une cellule est une évidence biologique, *celle de la nécessité fonctionnelle*. De même, il n'y a aucune raison que certains humains aient immensément plus d'argent que ce dont ils ont besoin. Mais la stricte égalité, comme le désirait le communisme, n'est pas non plus logique, car elle ne correspond pas à un fonctionnement vital.

Ainsi le salaire d'un médecin doit être élevé, tandis que celui d'un producteur de gadgets, n'ayant qu'une utilité sociale des plus limitées, peut être minime, sauf si, démocratiquement, la société décide que ces gadgets deviennent de première nécessité pour le bien-être de tous. Le choix doit appartenir aux cellules-citoyennes, grâce à une expression démocratique.

Des Indices d'Utilité Sociétale permettent d'établir une grille des salaires conforme aux besoins de l'organisme planétaire. Cette grille est à réévaluer périodiquement et démocratiquement³⁰. Chacun peut alors recevoir son salaire horaire basique modifié par le coefficient d'utilité sociétale. Bien sûr, si nous ne gardons du vote démocratique que la forme « un humain, une voix », nous ne pourrions déterminer l'utilité sociétale, à cause de l'interdépendance des

29. Basique signifie « de base, hors primes diverses de solidarité sociétale ». Par exemple, la pénibilité ou l'âge sont compensés par une prime. Voir plus loin.

30. Voir Annexe

préférences des personnes³¹ : chacun voterait pour sa propre fonction, et ce n'aurait aucun intérêt. Par contre avec un système de vote multiple³², avec une combinaison de dix voix positives et deux voix négatives par votant, nous pourrions parfaitement établir une grille de salaire fidèle au choix de l'ensemble de la population. Refait périodiquement, ce choix pourrait refléter l'évolution des mentalités et du corps social.

✓ **La grande richesse est limitée à un niveau voté démocratiquement.**

✓ **Dans le corps social, le gain d'argent doit être en rapport avec l'utilité sociale.**

✓ **Le salaire dépend donc de la fonction sociale de l'individu.**

✓ **Plus cette utilité est grande, plus la fonction sociale est indispensable, plus le salaire doit être élevé.**

✓ **Des indices BioÉcoSociétaux³³ permettent d'établir une grille de salaire respectueux du fonctionnement social.**

5. La création monétaire

Un corps humain possède tout un système qui lui permet de créer le sang nécessaire à son fonctionnement. En effet, toutes les lignées sanguines sont fabriquées dans des organes appelés « hématopoïétiques » (moelle osseuse principalement, thymus, ganglions, rate et autres formations lymphoïdes).

***Ce sang est nécessaire à chacune des cellules du corps :
il appartient donc à l'ensemble de l'organisme,
et par conséquent à l'ensemble des cellules qui le composent.***

Il ne peut donc pas y avoir une partie de l'organisme qui se l'approprie pour son usage personnel ou qui décide de la politique d'irrigation du corps sans consultation de l'ensemble des organes et sous-organes. Ce sang peut être stocké en prévision des besoins ponctuels supplémentaires éventuels (dans la rate ou le foie). Mais, globalement, ce sang est fabriqué en quantité strictement adéquate avec les besoins des cellules. Ce sang circule en accomplissant sa fonction de vitalisation. Au bout de trois mois environ, les globules rouges sont détruits, tandis que d'autres sont produits. La santé du corps humain passe donc par la qualité de ce sang et par sa circulation.

31. « On démontre (...) que le vote démocratique, un homme, une voix, n'est pas la méthode optimale, parce qu'elle n'enregistre pas l'intensité des préférences, ce qui d'ailleurs explique la prolifération des lobbys lorsque les choix passent par nos représentants démocratiquement élus. » Yoland Bresson, échanges.

32. Le vote multiple, positif négatif est décrit et détaillé dans le roman de la même auteure « Embarquement pour Citerre ».

33. Voir paragraphe : Des indices économiques intelligents

Regardons alors ce qu'il se passe dans nos sociétés. Il fut un temps où, théoriquement, l'argent était créé par les rois, les empereurs, etc. grâce à des graveurs qui frappaient la monnaie (équivalents aux cellules productrices des lignées sanguines dans la moelle osseuse). L'empereur ou le Roi seul avait ce devoir et ce privilège, c'est ce que l'on a appelé le « Droit Régalien de Battre Monnaie ».

*« Le premier devoir d'un roi est de frapper l'argent lorsqu'il en manque pour la bonne vie économique de ses sujets. »
(Paroles attribuées à Saint-Louis, roi de France.)*

La monnaie était émise pour les besoins de la nation. Bientôt en fait, cet argent servait bien plus à faire de somptueuses demeures comme Versailles, à donner des rentes aux nobles qu'à enrichir les paysans... Mais d'une certaine manière, injustice mise à part, les seigneurs permettaient à leurs gens de vivre sur leur terre et les protégeaient des invasions barbares. Cet argent faisait tourner la machine économique telle qu'elle pouvait être à l'époque. Aujourd'hui, dans une démocratie, ce droit devrait devenir le « Droit Citoyen de Battre Monnaie ».

Malheureusement, au fil du temps, pour des raisons historiques aujourd'hui dépassées et sous l'influence des grands penseurs de la finance, les États n'ont plus fabriqué assez de monnaie³⁴. De plus, les recensements de population n'étaient pas très performants, il n'était donc pas possible d'ajuster finement la quantité d'argent en correspondance avec les capacités de travail des pays.

Comme l'argent en circulation est devenu insuffisant dans la nation, les particuliers et les entreprises ont été contraints d'emprunter aux banques privées. Et c'est là que le sort des pauvres a été définitivement scellé. Ainsi dorénavant, pour acheter une maison, nous sommes obligés de recourir à des prêts bancaires, au lieu de trouver cet argent à taux zéro auprès de notre État. De même, les entreprises sont contraintes d'emprunter dans le privé.

L'Europe a atteint, avec la signature de l'article 104 du traité de Maëstricht, un point de non-retour dramatique, dont peu de gens ont connaissance. Les populations n'ont eu aucune conscience des conséquences dramatiques que cela allait entraîner. D'ailleurs, pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler qu'avant les États n'étaient pas ou peu endettés, et qu'ils le sont tous aujourd'hui. **Le traité de Maëstricht est un véritable crime contre la démocratie, puisqu'il prive l'État (c'est-à-dire le Peuple) du Droit Citoyen de Création Monétaire, un droit FONDAMENTAL :** il interdit aux banques centrales d'émettre la monnaie nécessaire aux besoins de la population.

34. En Angleterre la fraude aurait commencé sous Guillaume d'Orange, il y a 300 ans. En 1694, il prit le trône d'Angleterre, et, ne pouvant payer son armée, il emprunta à ses amis banquiers, pour une dette de 20 millions de £. En France, Napoléon-Bonaparte fit la dernière émission de monnaie en 1803, avec le franc-or, encore en vigueur en 1848. En 1914, en pleine guerre, les monnaies sont toutes indexées sur le dollar, lors de la commission de Bretton Woods.

« Il est interdit à la BCE³⁵ et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées « banques centrales nationales » d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publiques des États membres; l'acquisition directe des instruments de leur dette, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, est également interdite. » (Article 104 du Traité de Maëstricht, repris dans l'article 123 du Traité de Lisbonne et dans l'article 181 du Traité Constitutionnel Européen).

Les banques n'ont plus de « Nationale » que le nom³⁶. En réalité, ce ne sont pour la plupart, que des banques privées. Pire, les directeurs de la Banque Centrale Européenne ont le pouvoir, de manière totalement non démocratique, de changer les taux directeurs qui vont avoir une influence directe sur les prêts bancaires, et donc sur la vie quotidienne de millions de personnes, ce sans leur avis et sans leur consentement.

Il est donc interdit aux États d'émettre de la monnaie qui pourrait être mise **sans intérêts** à la disposition des particuliers, des entreprises, des collectivités nationales ou locales, ou de lui-même pour des travaux d'intérêt collectif. Pourtant, **si de l'argent était prêté sans intérêt, et strictement rendu par les emprunteurs, les bilans comptables seraient nuls et il n'y aurait aucune inflation, aucune dette collective : il n'y aurait que de l'argent qui sortirait de l'État pour y re-rentrer ensuite.**

L'État lui-même - c'est-à-dire l'ensemble de tous les contribuables qui acquittent des impôts directs ou indirects -, pour financer ses travaux d'intérêt collectif, est obligé d'**emprunter aux banques privées**. Contre intérêts aussi, évidemment. D'où les fameux déficits budgétaires, qui ne sont en réalité que des zéros sur des écrans d'ordinateur³⁷ écrits par les banques... mais que les citoyens payent quand même au bout du compte avec leur fatigue et avec la perte des acquis bénéfiques du progrès social.

Dans le graphique ci-après, nous voyons que la dette réelle de la France est tout à fait minime en réalité (courbe du bas), mais qu'elle devient artificiellement monstrueuse (courbe du haut), puisqu'elle est principalement composée des intérêts qui ne cessent d'augmenter, puisque par nature, ces intérêts sont exponentiels³⁸.

35. Banque Centrale Européenne

36. *Les 10 plus gros mensonges sur l'économie*, Ed Dangles, P. Derudder, A-J Holbecq.

37. *Effectivement, ce ne sont que des écritures, puisque, nous le verrons un peu plus loin, l'argent prêté par les banques n'existe pas en totalité.*

38. *Exponentiel : qui a une croissance de plus en plus rapide et continue ; à moyen terme, une courbe exponentielle monte vers l'infini. C'est la raison pour laquelle la dette des États qui empruntent au système privé augmente d'année en année, de manière incontrôlable.*

« Nous vivons dans une société où nous travaillons les uns pour les autres et nous sommes payés les uns par les autres (et chose impensable) avec de l'argent collectivement emprunté. Aucune personne sensée au monde n'accepterait individuellement de s'endetter pour être payée de son travail. Et pourtant, collectivement, c'est ce que nous acceptons ! Pourquoi ? Parce que l'endettement collectif apparaît comme une somme d'actes individuels. Nos emprunts pour des durées différentes sont échelonnés dans le temps, la continuité dans la marche des affaires nous empêche de démasquer la supercherie. Ainsi en est-il dans la réalité. »

(...) « Aujourd'hui, le passage à la monnaie unique [l'euro] n'est qu'une opération de consolidation du système frauduleux dans lequel nous vivons depuis si longtemps en mettant hors de portée des peuples une banque centrale européenne dite « indépendante », mais dominée souverainement par un conseil directeur constitué de quelques membres et imposant sa loi à trois cents millions d'Européens. Spéculant sur la méconnaissance générale du domaine monétaire, les rédacteurs de l'article 104 du traité de Maëstricht ont même poussé l'audace jusqu'à interdire aux instituts nationaux d'émission de monnaie de faire des avances à leurs États respectifs, c'est-à-dire : interdiction de remplir leur fonction. Les droits du peuple conquis en 1789 resteront un leurre tant que ne seront pas repris les droits monétaires usurpés par les banques privées. » (Denis Gauci. A.D.E.D.)

« Les monnaies métalliques en or et argent ayant disparu progressivement au début du XX^e siècle, seule demeure la monnaie de crédit émise par les banques, une monnaie d'échange créée par le crédit. C'est une monétisation de l'usure, non la mise en circulation d'argent à partir du dépôt à la banque de revenus, ou autres actifs financiers représentant une propriété... Une révolution reste à faire. (...) Alors que toute économie saine exige que ce soit la Banque Centrale du pays (ou de la zone économique correspondante) qui émette la monnaie, la monnaie doit représenter la valeur de la production naturelle et industrielle d'un pays ou d'un espace économique reconnu. Le silence en ce domaine est « assourdissant » et la confusion est entretenue sur le sujet de la création de l'argent.

L'ADED se consacre à ce que la société civile recouvre ses droits sur ce qu'elle produit par sa créativité, droits qui sont actuellement confisqués par les banques commerciales privées, lesquelles émettent près de 90% de la monnaie en circulation sous forme de dettes chaque fois qu'elles octroient des prêts à leurs clients. Parmi ces « clients », il y a les États et leurs gouvernements, ce qui fait que la loi fiscale impose aux contribuables de leur verser des intérêts, quasi sans fin sur des prêts qu'elles octroient en créant de l'argent à partir de RIEN. La globalisation, alias mondialisation, alias Nord-Américanisation, multiplie à l'infini ce phénomène qu'il faut arrêter au plus tôt, car la démocratie politique est en train de disparaître dans l'exacte proportion où la démocratie économique est éludée... » (Renaud Laillier, A.D.E.D.)

Tout ceci est extrêmement grave : **c'est une confiscation pure et simple de ce qui appartient au peuple, l'argent, donc sa force de travail, donc sa vie.** En perdant ce Droit Citoyen de Battre la Monnaie, nous avons perdu tout pouvoir démocratique, tout pouvoir économique et en définitive tout pouvoir sur nos vies.

*Les entreprises, surtout internationales,
ont des moyens de plus en plus vastes et elles ont acquis,
en Europe, la capacité de jouer la concurrence entre les États (...)
L'impact réel des hommes politiques sur la vie économique d'un pays
est de plus en plus limité. Heureusement.
(Bernard Arnault, première fortune de France.)*

Car, petit à petit, nos Nations sont aux mains de groupes, de consortiums privés, détenteurs d'immenses richesses. Qui dit « aux mains » dit évidemment « sous contrôle ». Pour ces groupes, seul l'intérêt financier prévaut : il est facile de créer de grandes crises économiques pour soustraire aux peuples un maximum d'argent en circulation, comme dans la crise en Argentine, par exemple. Comme les États sont constamment endettés, ils sont obligés d'emprunter toujours plus à ces mêmes prêteurs. Par contrecoup, les citoyens deviennent esclaves de ce système, en « travaillant toujours plus pour gagner moins », non pas pour vivre mieux, mais pour rembourser sans fin une dette irreimboursable et inique que nous ne devrions pas avoir et que nous n'avons pas choisie.

En fait, tout se décide ailleurs, en catimini, « en haut », comme l'exprimait si parfaitement Napoléon Bonaparte : « *Quand l'argent d'un gouvernement dépend des banques, ce sont elles et non les chefs du gouvernement qui contrôlent la situation.* » ou, comme le disait encore plus crûment Mayer Amschel Rothschild (1744-1812), banquier : « *Laissez-moi émettre et contrôler la monnaie d'une nation et je me moque de qui fait ses lois.* »

Les citoyens « d'en bas », les « petits », peuvent toujours attendre des lois sociales ou le respect de leurs minuscules acquis, le Capital³⁹ décide sans eux. En effet, le Capital implique un changement complet de priorité et de vision du monde :

**Avant, l'économie était au service de l'homme,
maintenant, c'est l'homme qui est au service de l'économie.**

**L'argent ne sert plus à faire vivre les gens :
ce sont les gens qui servent à faire vivre l'argent.**

39. Il est intéressant de noter que « capital » vient du latin *capitalis*, de *caput* : tête... Aujourd'hui partout sur la planète, des « têtes » déconnectées du reste de l'Humanité souffrante décident de toutes les options économiques au détriment du reste du corps social.

« C'est là que tout bascule. Auparavant, la monnaie était un MOYEN d'échange pour tous les biens et services non gratuits. Ce moyen était en quelque sorte facultatif, secondaire. Mais maintenant, la monnaie devient une fin en soi, un BUT.

*Auparavant, le but était la satisfaction de tous les villageois. Maintenant, le monde tourne à l'envers. Travail et production deviennent des moyens d'avoir plus de monnaie. Le villageois lui-même, d'être humain, devient un moyen : travailleur fournissant des biens et services destinés à être transformés en monnaie, puis consommateur donnant sa monnaie. »
(Arnaud Delage)*

C'est pour cette raison que les politiciens de droite comme de gauche, malgré toute leur bonne volonté, ne peuvent plus faire autrement que de voter, les unes après les autres, des lois contre les intérêts des travailleurs, afin de rembourser une dette qui se creuse minute après minute sous les pas, comme un gouffre insondable.

(...) le politique (...) ne sert plus à rien. C'est un prestataire de service. La preuve, c'est que ces pu de dettes, qui em* tout le monde, qui mettent les peuples à plat, qui les mettent à genoux, on n'arrive pas à les éliminer. Moi, républicain, payant mes impôts, etc., je voudrais que toutes les dettes de ces pays soient annulées. Et je peux vous dire que là, le problème du chômage, le problème des constructions, le problème de l'avenir pour nos enfants et ainsi de suite, il aurait une grande chance d'éclater et vraiment de revenir vers la vie. Tant qu'il y aura ces histoires de dettes qui mettent à plat les peuples, et comme vous les politiques, vous n'arrivez pas à les éliminer parce que la banque est plus forte que vous, c'est elle qui vous imprime la destinée de notre peuple et pas vous. (Richard Bohringer)*

Quand on parle de Déficit Budgétaire, il faudrait traduire « argent que l'État Public doit aux banques privées, dont intérêts », et il faudrait préciser « dont intérêts exponentiels ».

C'est pour cela que les Européens sont incapables de respecter les fameux pactes de solidarité malgré un niveau de vie confortable, ou s'ils le font, c'est au prix d'immenses souffrances pour les citoyens : c'est tristement logique puisque les intérêts s'accumulent chaque jour sur leurs têtes, avec un taux dont la courbe tend vers le ciel.

*Par comparaison avec l'organisme humain, nous assistons à ceci... La moelle osseuse de notre homme-État s'est « asséchée » : elle n'est plus capable de fabriquer la quantité de sang nécessaire. Elle en fabrique bien un peu, environ 10 %, mais pas assez. L'homme-État est donc obligé de faire appel en permanence à des transfusions sanguines-argentées **extérieures**.*

Extérieures, car, **quand une banque prête cent euros, elle n'a pas la totalité de cette somme dans ses caisses**⁴⁰. Il ne s'agit donc pas d'un argent-sang produit à l'intérieur de l'organisme social, mais bien d'un argent extérieur, totalement virtuel, inventé, écrit sur un ordinateur, un faux monnayage, en quelque sorte. En effet, lorsqu'une banque commerciale « achète » 1.000 euros sur le marché des changes, elle en prêtera une partie et placera une autre partie dans d'autres banques. À partir de ces dépôts, ces dernières disposent aussi du droit de création monétaire sous forme de crédit, et qui leur rapporteront des intérêts - encore de l'argent artificiel. Le rapport est actuellement de 6,5 (6.500 créés et productifs d'intérêts, pour 1.000 de dépôt ou d'emprunt central initial). C'est ce que l'on nomme « l'effet multiplicateur du crédit ». Pour vivre, notre corps-nation doit faire appel à cet apport de sang extérieur, comme un grand malade qui a besoin de transfusions sanguines en permanence, ce qui est totalement désastreux en termes de sécurité et d'indépendance. En plus, quand il emprunte 100 globules-euros, il est obligé d'en rendre 105, 120 ou plus, à cause du temps que nécessite le remboursement du crédit et des intérêts qui courent. Il s'agit là d'usure, même si le taux est inférieur à 20 %. C'est comme si notre malade était obligé de rendre un flacon et quart pour un seul flacon de sang reçu. C'est-à-dire qu'en retour de ce sang-argent prêté, il est obligé d'en rendre plus et donc de prendre dans sa substance même, en obligeant ses propres cellules à travailler jusqu'à épuisement, pour rendre les intérêts de ce sang prêté. Ceci est évidemment dramatique à moyen et à long terme.

Plus notre corps-nation a un besoin d'apports extérieurs d'argent-sang, plus il doit rendre de son propre sang et de sa vitalité en retour, pour payer les intérêts de ce prêt. En peu de temps, la dette d'intérêt dépasse les capacités de remboursement de l'organisme. Ainsi, la sous-production d'argent-sang par l'État implique immédiatement une dépendance extérieure, nuisible à la démocratie. À cause du déficit budgétaire, l'anémie monétaire pernicieuse devient dramatique et potentiellement létale.

Comme unique recette à ce problème, **au lieu de remettre en question la création monétaire**, nos dirigeants imposent l'austérité à tous les citoyens et exigent que nous travaillions toujours plus, comme des serfs, jusqu'à un âge avancé qui mériterait le repos, uniquement pour payer « la dette ». Nos régimes de retraite sont en grand danger, et nous perdons notre santé au travail dans une escalade sans aucune fin possible, **alors que la seule solution pour supprimer le déficit budgétaire est de supprimer l'intérêt et de se réapproprier notre capacité d'émission de la monnaie**.

La problématique de la dette monstrueuse qui affecte les « Pays en Voie d'Asservissement » ou la Grèce est exactement dans la même lignée. Ces pays ont déjà rendu plusieurs fois l'argent-sang qu'on leur a prêté. Là, littéralement,

40. Voir Annexes.

on peut parler de sang, car combien de millions de personnes sont malades ou morts de faim ou de désespoir du fait de la misère engendrée par la dette ?

Ces pays sont obligés de puiser dans la substance vitale même de leurs cellules ce qui entraîne malnutrition, semi-esclavage, remboursement de la Dette avec des matières premières vendues à bas prix, productions coloniales incapables de nourrir les populations locales d'où émeutes de la faim, obligation d'hébergement de déchets toxiques, vente de leurs îles, etc. Pire encore, ils sont obligés de faire une sorte de mutation génétique de leur propre système, pour se plier aux exigences du Fond Monétaire International (FMI) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui demandent, sous prétexte de restructuration, une privatisation totale et le dépeçage définitif des systèmes sociaux.

Joseph Stiglitz, ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, Prix Nobel partagé en 2001, explique qu'un pays en voie de développement est ravagé par l'arrivée du Capital, suivant un processus en quatre étapes, comparable à une véritable campagne de guerre économique :

1. *Privatisation des industries d'État avec pots-de-vin versés aux hommes politiques du pays.*
2. *« Libéralisation » du marché, avec spéculations « fébriles » et drainage de la monnaie nationale, en quelques jours.*
3. *Augmentation exigée par le FMI des denrées de base.*
4. *Troubles sociaux provoqués par ces augmentations et répressions. Mise en place d'états policiers.*

Il démontre que le lien entre déstructuration de l'économie nationale et émeutes par désespoir est systématique et établi. Pour lui, le FMI et la Banque Mondiale sont équivalents à des docteurs qui n'utilisent comme unique remède que la saignée à blanc, « *suçant jusqu'à la dernière goutte de leur sang* ». Il dévoile qu'il n'y a aucune rationalité derrière les décisions prises par ces organismes et que les bases idéologiques, dès le début, sont corrompues. Ce qui est traduit en ces termes par Gregory Palast⁴¹, économiste et enquêteur financier :

« Il n'y a aucune science économique légitime derrière ces pratiques et toute justification économique utilisée est une imposture »...

Si les citoyens savaient ce qu'est en réalité cette dette, combien elle est injuste et monstrueuse, sans doute arrêteraient-ils sur-le-champ de s'épuiser à la rembourser. Mais les postes des dirigeants de ces pays dépendent sans doute du bon paiement de la dette, et les pauvres gens n'y comprennent rien. Henry Ford en avait parfaitement conscience quand il disait : « *Si les gens de cette Nation comprenaient notre système bancaire et monétaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin...* »

41. « *Damnés en quatre temps, avec le FMI* », *Chronique de Gregory Palast sur Stiglitz (2001)*.

C'est aussi pour cela que la dette des pays occidentaux à l'égard des banques ne cesse d'augmenter. Ne paraît-il pas surprenant que des pays hautement développés, technologiquement avancés, soient aussi couverts de dettes ? Mais c'est la conséquence logique de l'intérêt : les intérêts bancaires s'entassent de manière exponentielle. Personne n'a plus, déjà, la capacité de rembourser.

Pour la France, par exemple, le 13 août 2007 à 10 h 54 la dette s'élève à 27.682.750 euros⁴², soit une dette de 366 euros par habitant, pour six mois seulement. Le 14 décembre 2016 à 17 h 54 la dette s'élève à 2.173.698.697.955 euros, soit une dette de 34.605 euros par habitant, ce qui montre l'effarant abysse qui se creuse à cause des intérêts. Mais se trompant totalement sur la cause réelle du déficit budgétaire - la perte de la souveraineté monétaire -, les économistes et les Européens n'ont que cinq solutions en tête : 1) maintenir une croissance totalement irréaliste, 2) augmenter les impôts des plus faibles, 3) donner toujours plus d'argent aux plus riches pour un hypothétique « ruisellement », 4) imposer l'austérité et 5) diminuer les dépenses publiques... autrement dit, **il s'agit de saigner le malade anémié qui est déjà à l'article de la mort**. C'est typiquement le programme de la majorité des candidats à la Présidentielle Française de 2017, dont l'un fut même capable de jeter à la face d'infirmières désespérées de fatigue qu'elles voulaient « creuser la dette » alors qu'elles demandent en pleurant une augmentation de leurs effectifs.

C'est aussi à cause de l'intérêt, toujours de l'intérêt, que les simples citoyens, au lieu d'emprunter au Trésor Public, remboursent aux banques privées leur petite maison - et encore, s'ils ont la chance de se voir accorder un prêt - largement plus d'un million alors qu'en réalité elle n'en coûte qu'un seul. Aucune pièce supplémentaire ne se fabrique, aucun garage ne vient s'y ajouter pendant les vingt ans de remboursement. Pourtant, ils payent leur maison « comme s'ils » avaient fait ces gros aménagements...

La crise qui nous submerge depuis 2007 montre exactement le même processus en quatre temps décrit ci-dessus par Joseph Stiglitz, mais à l'échelle de la planète entière :

- 1. Privatisation des industries d'État et des services publics initiés par les hommes politiques sous l'influence des lobbyings.*
- 2. Libéralisation du marché, déréglementation généralisée, avec spéculations « fébriles » et drainage de toutes les monnaies, en quelques mois.*
- 3. Augmentation des denrées de base, chômage, chutes des salaires, disparition des acquis sociaux.*
- 4. Troubles sociaux provoqués par ces augmentations et répressions. Mise en place d'états policiers : fichage type Edwige, caméras, surveillance des lanceurs d'alertes sur Internet, etc.*

42. <http://cluaran.free.fr/dette.html>. Le compteur tourne si vite qu'il est impossible de noter les chiffres sans faire une capture d'écran !

Tout ceci n'a qu'une seule finalité : la transformation de nos pseudo-démocraties en États policiers pour une mise en servage ou en esclavage de la majorité des humains, afin d'utiliser toute leur force de travail et de drainer tout l'argent du monde vers les coffres-forts des plus fortunés. Et ainsi nous sommes soumis, pieds et poings liés, aux directives financières de ceux qui détiennent le capital des nations.

« Nous prenons une décision, puis nous la mettons sur la table, et nous attendons un peu pour voir ce qui se passe. Si elle ne provoque ni tollé ni émeutes, parce que la plupart des gens ne comprennent rien à ce qui a été décidé, nous poursuivons - pas à pas, jusqu'au point de non-retour ». (Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, 1999).

Ainsi les électeurs s'étonnent que leurs espoirs soient déçus, à chaque élection. Ils s'offusquent de ce que les promesses ne soient jamais tenues. Ils n'acceptent pas que les gouvernements, de droite comme de gauche, bradent leurs acquis sociaux et les sacrifient au grand patronat. Ils s'interrogent sur le fait que les gauches classiques soient devenues des « sociales-démocraties » ultra molles et sans âme, usant systématiquement de solutions de droite. Ils ne comprennent pas non plus que, quelles que soient les mesures imposées, « cela ne marche pas » et que les choses vont de plus en plus mal. C'est parce que, dans la logique de cette dette, dans la mathématique folle de ce drainage économique, dans la ligne dictatoriale du « libéralisme », les députés n'ont plus le choix. Les électeurs accusent les politiques, sont prêts à suivre n'importe quel homme providentiel, populiste, fasciste ou ancien banquier, jusqu'à la prochaine désillusion, alors qu'en réalité, nous sommes en état de guerre permanente, de guerre économique sournoise et invisible, qui permet à certaines nations de saisir les biens d'une autre nation grâce à la manipulation monétaire. Le pouvoir occulte de l'argent est totalement en place. Nous subissons une dictature bancaire, une véritable « bancocratie », voilée, soft, mais bien réelle, solide, pernicieuse et parfaitement efficace.

Seuls, des panels de politiciens courageux, s'appuyant sur leur mandat démocratique, pourront remettre en cause l'accord 104 du traité de Maëstricht et ses dérivés et dire « stop » devant l'absurdité et la malhonnêteté de la situation.

Donc, pour résumer, on peut dire que la perte du pouvoir de création monétaire ne serait pas forcément ennuyante, si elle ne s'accompagnait pas obligatoirement de la présence de l'intérêt. C'est bien là le problème !

Pour la bioéconomie, l'emprunt avec intérêt est un fonctionnement totalement mortifère. Aucun système biologique ne peut le justifier, et la réalité de l'Humanité souffrante montre chaque jour ses incroyables méfaits.

On pourrait rétorquer que d'une certaine façon l'homme biologique utilise l'intérêt de manière naturelle, puisque, quand il mange, il stocke des réserves, pour s'en servir plus tard, en cas de besoin. Mais, si nous regardons bien, il n'y a aucun intérêt créé là : ce qui est préalablement stocké ne fait pas de petits, n'augmente pas et ne se multiplie pas. Il constitue juste une réserve. L'organisme ne fait pas de placement avec intérêts, mais simplement - en quelques bourrelés parfois disgracieux - l'équivalent d'un placement en caisse d'épargne.

En conséquence :

✓ **L'intérêt est strictement interdit.**

✓ **Pour la société humaine, les organes « argentopoïétiques »⁴³ créateurs de monnaie correspondent à l'ensemble des banques centrales de chaque État redevenues publiques.**

✓ **Ces banques centrales appartiennent à tous les citoyens qui ont donc tous droits de regard et de contrôle sur elles.**

✓ **Le droit de battre la monnaie nécessaire à la vie de ses concitoyens est un Droit Souverain et une Obligation indérogeable pour les États**

✓ **Chaque citoyen a le Droit Fondamental de vivre dans un pays où son gouvernement peut et doit battre la monnaie nécessaire à la bonne marche de son économie. C'est le Droit Citoyen Fondamental de Battre Monnaie.**

✓ **Cet argent est fabriqué pour répondre exactement aux besoins des cellules de l'organisme-Humanité, il doit correspondre à la capacité de travail de chaque pays et de l'ensemble des Nations, ni plus, ni moins.**

✓ **L'argent doit donc être créé par la banque centrale, citoyenne et nationale, de chaque pays en harmonie avec l'ensemble de toutes les autres banques étatiques.**

✓ **L'argent appartient à l'ensemble des individus, par nature :**

**l'argent est un bien public mondial,
appartenant à tous, il doit être au service de tous.**

43. Terme créé ici en comparaison avec le mot « hématopoïétique ». Hématopoïétique se dit d'un organe qui fabrique le sang (principalement moelle rouge des os et tissus lymphoïdes). Les banques centrales de chaque État, ou une unique banque centrale internationale, peuvent être considérées à l'identique, comme fabriquant l'argent pour les besoins du corps social.

Il faut noter combien la crise actuelle est une merveilleuse opportunité... de conscience. Quand Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) depuis 2011, exprime que « *les outils étaient devenus tellement sophistiqués que même les spécialistes arrivaient à s'y perdre* », cela nous indique bien que plus personne ne peut gérer la maisonnée sainement. Quand Alan Greenspan⁴⁴ lui-même se dit « *choqué et en grand désarroi* » devant ce qu'il nomme « *un tsunami du crédit* », c'est signe que nous arrivons au bout d'un cycle, et que nous devons passer à autre chose de toute urgence.

Bien sûr, n'importe quelle personne douée de compassion sait que la crise monétaire qui secoue le monde depuis 2007 s'accompagne partout de détresse, de mise au chômage, de dépôts de bilan, de famine. Pour les individus, les « petites gens », elle est une véritable catastrophe. Mais par ailleurs, on peut voir que cette crise est enfin l'occasion de se libérer de ce système, car, de plus en plus, la finance mondiale montre enfin son vrai visage. Nous sommes un peu comme dans ces films de science-fiction où le « méchant » - extraterrestre ou pervers narcissique en général - a mis un masque et que celui-ci craque, se fissure et laisse apparaître par éclair la véritable nature de l'envahisseur... La finance est en train de faire pareil.

D'un côté, le peuple est chaque jour plus déprimé, parce que les réformes lui tombent sur le dos avec une brutalité inouïe, parce « qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses » et de l'autre, pour sauver les banques ou le secteur automobile, on trouve des pactoles sortant comme par magie du chapeau d'un enchanteur. On voit fleurir au sein de nos gouvernements des plans de relance avec force milliards qui interpellent le quidam : pourquoi ces plans n'ont-ils pas été faits avant, si l'on peut les faire maintenant ? La crise n'aurait peut-être pas eu lieu ? Et pourquoi cet argent est-il donné aux banques et pas aux citoyens qui en ont besoin, directement ?

Le peuple s'interroge et commence à trouver la chose un « tantinet curieuse ». Pour lui, il « n'y a pas d'argent » et pour les banquiers, il coule à flots ! Il y a là quelque chose qui défie la raison. Qui submerge son entendement ! Quelques politiciens aux commandes, bien embarrassés, tentent d'expliquer que ce n'est pas tout à fait de l'argent réel... que l'État ne donne pas vraiment... Étrange... Étrange !!!! Et comme on entend aussi parler d'économie irréaliste ayant une influence sur l'économie réelle... cela commence à faire beaucoup ! L'esprit a besoin de comprendre, surtout quand l'on se retrouve privé d'un emploi que l'on sait rapporter par ailleurs moult dividendes à des actionnaires lointains. L'ouvrier, l'employé de mairie, le technicien de surface, lui ne connaît qu'un argent, un seul, réel. Celui qu'il touche - si petitement - à la fin du mois. Celui qu'il a tant de douleurs à gagner.

44. Alan Greenspan, économiste de formation, surnommé « l'économiste des économistes », ou encore le « Maestro », ancien président de la Réserve Fédérale, la banque centrale des États-Unis, de 1987 à 2006, devant la commission d'enquête sénatoriale sur la crise des subprimes, en novembre 2008.

Celui qui lui manque si souvent. Celui, dont il aimerait bien qu'il grossisse un brin pour qu'il puisse offrir un petit bouquet de fleurs à sa Géraldine... Et tandis que lui - Jo le plombier - sait ce qu'est l'argent, on vient lui dire que l'argent est parfois réel et parfois pas. Ah, oui, vraiment ? Et comment cela se fait-il ? Mais qu'est-ce que c'est que tous ces salmigondis ?

Ainsi, ce que nous montre la « magnifique » affaire Madoff (une perte de 347.222 années de SMIC français ou la moitié de la somme nécessaire à la résolution de la faim dans le monde !), ce n'est pas le travail d'un seul homme, mais l'exact reflet du monde de la finance. Ce n'est qu'un gigantesque système pyramidal, qui se comporte comme un véritable vampire en drainant vers le sommet toutes les économies et la puissance de travail des souffrants de la planète. Le « ruissellement » existe bel et bien, mais il n'est pas des plus riches vers les plus pauvres, il part des plus pauvres pour faire naître et grossir sans cesse les plus riches. Et c'est pour cela que le désastre planétaire va durer, sauf si nous avons la sagesse de passer rapidement à un autre système.

Cette crise est donc extraordinaire, car les gens commencent vraiment à se poser des questions et à se renseigner... et à comprendre.

Pour l'instant, l'argent a donc subi une curieuse mutation : comme la matière, il semble à la fois être *onde* et *particule*. Et c'est bien cela, fonctionnellement, qu'il est en réalité : il est onde, immatériel, irréel, sautant d'une banque à l'autre, chiffres et zéros juste inscrits sur des claviers d'ordinateurs, puis il devient particule, issu de la peine et de la fatigue quand il arrive sur les comptes des particuliers, ceux d'« en bas »... Le problème, évidemment, n'est pas que sa nature soit complexe, si chacun en tirait un bénéfice équitable, mais qu'elle profite uniquement à ceux qui ont de quoi placer en banque. Tous les autres, l'immense majorité des êtres humains, n'ont de l'argent que l'aspect « particule » et cet unique aspect, s'il permet les dépenses et le comblement des besoins quotidiens, ne se crée qu'aux prix des larmes et de la sueur...

En mettant en relief la si double nature de l'argent, la crise, porte en elle une chose inestimable : la lumière éclatante de la vérité sur ce qui se passe réellement. Le vers est dans le fruit et le fruit est tellement, tellement, mais tellement « pourri » que rien ne pourra plus arrêter sa décomposition, nous pouvons espérer dans un avenir proche, enfin, un véritable changement.

✓ L'argent doit redevenir quelque chose de simple que chacun peut comprendre et maîtriser.

✓ L'éducation à la compréhension de ce que sont l'argent et la création monétaire doit donc trouver une place dans les programmes scolaires.

6. La circulation monétaire

Pour que l'argent circule, il ne doit pas dormir dans des coffres forts, mais voyager partout dans la société, des différents individus-cellules aux entreprises-organes, apportant vivres et bien-être. Si la rétention modérée d'une quantité de sang-argent est ponctuellement utile (un organe ou une cellule doit pouvoir faire face à des besoins futurs), en revanche, une grosse quantité de sang-argent mis de côté n'est pas profitable, nous l'avons vu. Les échanges avec les organes périphériques ne peuvent se faire correctement. Il y a un rapport direct entre richesse et maladies dites de civilisation. Là où l'argent déborde, on souffre du cancer, du diabète et d'infarctus. Là où il manque, on meurt de malnutrition, de paludisme et de choléra. L'argent doit donc être mieux réparti sur la planète par une circulation efficace, cela semble une évidence.

✓ **La politique monétaire a pour mission de faire circuler correctement l'argent entre toutes les cellules-individus du corps social.**

Pour que l'argent circule, il faut que l'État ait assez de « force » pour envoyer cet argent dans toutes les directions de l'organisme social tout comme le muscle cardiaque fait circuler le sang dans le corps. Il doit donc jouer un rôle moteur incitatif. Dans l'absolu, l'argent mis à la disposition de ses administrés devrait circuler sans problèmes, ceux-ci ayant naturellement de nombreux besoins. Mais si l'on veut qu'il circule mieux, sans rétention ici où là, à cause des phénomènes de peur ou d'avidité, l'Organisme de Circulation Monétaire doit offrir des incitations à la circulation tout comme le cœur doit moduler son débit pour une oxygénation parfaite de tous les organes.

6.1. Circulation de la masse monétaire principale

La masse monétaire est principalement mise en mouvement au départ sous forme de revenus. C'est à l'État de créer l'argent nécessaire à la vie de sa population. Point ! Mais bien entendu, il ne doit pas faire tourner la planche à billets « juste comme ça » sans règles et sans logique.

**L'argent n'est qu'un signe d'échange :
les Ministères des Économies doivent donc créer l'argent
en stricte adéquation avec la force de travail qui existe déjà
dans leurs pays parce qu'il y a des adultes en capacité de travailler.**

**Il ne s'agit donc pas d'un argent qui sortirait du néant,
mais bien de celui qui correspond au temps de peine des travailleurs.
C'est en fait, l'argent du troc collectif de tous les citoyens.**

L'État (c'est-à-dire le représentant de l'ensemble des citoyens du pays) doit créer l'argent dont nous avons besoin pour obtenir la société que nous voulons avoir. Ceci est une évidence, mais qui pourtant n'est absolument pas reconnue.

Prenons l'exemple de deux frères jumeaux homozygotes, ayant donc le même patrimoine génétique, ce qui correspond à deux nations ayant le même nombre d'habitants en âge et en capacité de gagner leur pain. Le premier, Jack, est très sportif. À force de faire des activités physiques, ses muscles sont plus développés, ils ont besoin de plus d'oxygène pour fonctionner. Son organisme a donc créé plus de globules rouges, afin de subvenir aux besoins en oxygène de ses muscles travailleurs. Le second, Andrew, a la même stature, mais il déteste les activités sportives. Faute d'exercices fréquents, ses muscles sont moins développés, sa masse sanguine n'a pas besoin d'être aussi performante, il a donc moins besoin de globules rouges.

Pour une nation, c'est exactement pareil. Si nous voulons qu'elle soit active et concoure au bien-être général, il est impératif que sa masse monétaire corresponde à ce que nous voudrions qu'elle fasse.

Nous voyons aussi à quel point **l'émission de la monnaie précède la création de richesse, et non le contraire, comme on nous le fait croire habituellement.** Nous devons donc créer la masse monétaire correspondant à la civilisation que nous désirons : une masse monétaire minime pour un pays de petite ambition, qui développera une capacité de travail moindre, avec un temps de travail allégé et beaucoup de vacances, ou une masse monétaire plus importante pour un pays qui opte pour une quantité globale de travail plus grosse, donc travaillant plus d'heures ou effectuant par choix des activités socialement plus utiles, donc mieux payées.

Ainsi nous trouvons dans cette masse monétaire créée par l'État :

Les Revenus d'Activités (RA : salaires correspondant à un travail) :

- Les salaires des fonctionnaires
- Les salaires contractuels des travailleurs employés ponctuellement pour les grands travaux publics ou pour des missions limitées dans le temps
- Les salaires contractuels des associatifs⁴⁵

Les Revenus Vitaux :

- Le **Revenu Citoyen Vital (RCV : c'est un revenu de base inconditionnel pour tous, octroyé à tout individu, sans aucune condition de statut familial ou professionnel, proportionnel avec l'âge jusqu'à la majorité, puis stable après la majorité)**⁴⁶

45. Voir plus loin. *Le travail bénévole, le travail associatif.*

46. Voir plus loin. *Le Revenu Citoyen Vital et le Revenu d'Activités.*

- Le **Revenu Complémentaire d'Éducation** (RCE : c'est un complément salarial qui permet à un parent de rester à la maison pour éduquer les jeunes enfants)
- Le **Revenu Complémentaire d'Instruction** (RCI : c'est un complément au Revenu Citoyen Vital, pour pouvoir suivre des études sans avoir à travailler pour les financer)
- Le **Revenu Complémentaire de Handicap** (RCH : c'est le revenu donné aux personnes malades ou handicapées en plus du Revenu Citoyen Vital)
- Le **Revenu Complémentaire de Retraite** (RCR : c'est le revenu qui remplace le Revenu d'Activité)

6.2. Circulation de la masse monétaire secondaire : les prêts

Chaque cellule-individu, chaque organe-entreprise ou chaque collectivité peut avoir besoin d'argent-sang frais pour combler ses besoins, à un moment ou à un autre : **ils doivent donc pouvoir immédiatement accéder à un prêt sans intérêt, pourvu que l'emploi de cet argent soit compatible avec la bonne santé des cellules-individus qui l'entourent et de l'organisme corps social tout entier.** Cet argent circulant leur est facilement accessible grâce à des succursales d'État ou des agences bancaires agréées par l'État. Seul doit être perçu, en plus, ce qui correspond au salaire des employés qui mettent cet argent à disposition de l'emprunteur, soit des frais de dossier *réels*.

Ces prêts sans intérêts doivent correspondre strictement aux capacités de remboursement des emprunteurs, afin qu'il n'y ait pas une masse monétaire supérieure à sa correspondance en travail pouvant être effectuée par la population.

✓ **Chaque humain ou chaque organe de la société peut utiliser une fraction de l'argent appartenant à l'ensemble du corps social, en rapport avec ses capacités de remboursement. C'est un droit fondamental.**

✓ **Il dispose de cet argent par des prêts sans intérêt.**

✓ **Cet argent correspond biologiquement au sang qu'un organisme met en réserve dans la rate.**

✓ **L'argent est mis à disposition des citoyens par des Agences d'État ou par des Agences Bancaires Privées agréées par l'État.**

L'État fabrique la monnaie nécessaire à la mise à disposition des prêts sans intérêts et leur remboursement lui permet de récupérer la même somme : il a prêté 100 euros, on lui rend 100, les comptes sont parfaitement sains. Cet argent peut être réinjecté dans l'économie pour de nouveaux prêts. Au passage, il aura permis la satisfaction des besoins des cellules humaines, offert à nouveau du travail pour de nombreuses personnes et participé à la production de

richesses (bâtiments, routes, pont, rails...) qui participent à la vitalisation de la société tout entière. On estime que 100 globules-euros permettent ainsi de créer 400 à 800 globules euros de richesse, par le simple fait de la circulation et de la multiplication des échanges : c'est ce que l'on appelle « l'effet multiplicateur de richesse par la circulation monétaire ». Cela s'explique par le fait qu'un emprunt peut permettre des rentrées de salaire plus ou moins importantes. Par exemple, quelqu'un obtient de l'argent pour créer des chambres d'hôtes dans sa grande maison. Il va percevoir des nuitées qui vont l'enrichir pendant de nombreuses années, une fois l'emprunt remboursé. L'emprunt n'est pas juste consommé, mais au contraire il devient une source de profit durable.

On pourrait craindre que la généralisation des prêts sans intérêts entraîne une surconsommation effrénée, puisque ces prêts sont moins douloureux à rembourser que des prêts avec intérêts. Fin 2008 d'ailleurs, les États-Unis ont ramené leur taux d'intérêt proche du zéro, pour relancer leur économie et leur croissance. Mais leur système est particulier : ils sont totalement engagés dans un fonctionnement fondé sur l'emprunt. Dans d'autres pays, les citoyens n'ont pas le droit de prétendre à un endettement supérieur à x % de leurs revenus. Les Américains, au contraire, ont un taux d'endettement souvent supérieur à leur salaire : la baisse des taux d'intérêt est donc totalement indispensable pour eux, non pas pour faire « marcher la Croissance », mais tout simplement, pour que les gens mangent et continuent à se déplacer ! Ce n'est évidemment qu'une solution à court terme, car il faudra bien un jour ou l'autre que les Américains, dans leur ensemble, arrêtent de fonctionner à crédit, en particulier parce que la situation risque de devenir très difficile pour eux quand le pétrodollar perdra son hégémonie.

Pour ne pas tomber dans « l'empruntomanie » compulsive, il est judicieux d'encadrer le crédit avec intelligence, car dans notre civilisation « ultrabancraire », nous sommes arrivés à une dérive extrêmement malsaine : il devient *normal* d'emprunter.

Alors que nos Grand-Mères avaient la sagesse d'économiser pour acheter en sécurité et n'empruntaient qu'en toute, toute dernière extrémité, le recours aux prêts « instantanés » est devenu loi économique, pire, comportement encouragé : « il faut le faire entrer dans les mœurs ».

C'est ainsi, dans cette logique, que nous vivons à crédit, constamment, non seulement en ce qui concerne nos propres porte-monnaie, mais aussi en ce qui concerne les ressources d'un pays ou de la Terre, car cela crée dans les esprits une nouvelle forme de pensée, celle de se dire inconsciemment « *soyons insouciant, nous verrons bien plus tard, ne pensons pas aux conséquences* ». C'est en grande partie à cause de cet état d'esprit qui dit que « le crédit c'est bien » que nous n'hésitons pas à dévaster les océans pour nourrir nos estomacs, sans préserver les capacités de reproduction des animaux marins, que nous épuisons

nos sols et arrachons les forêts primaires pour faire des planchers ou des meubles de jardin. Le plus catastrophique sans doute de nos crédits sur l'avenir est la masse de poubelles nucléaires que nous créons : nous estimons normal de laisser à nos descendants des déchets pour *deux billions* d'années, sans une once de responsabilité. Si nous ne savons pas comment les rendre inoffensifs, nos arrière-arrière-arrière-arrière-arrière-arrière-petits -enfants y parviendront sans doute, pensons-nous bien commodément - en oubliant les risques de tremblements de terre, de chutes de météorites ou d'attentats terroristes. Dans notre inconséquence, ce n'est pas seulement l'argent que nous utilisons à crédit, mais la Vie même de nos descendants. Nous continuons à faire une multitude d'enfants, souhaitant leur offrir un avenir meilleur, mais nous leur laissons l'enfer comme seul héritage. Tout ceci est encouragé par le système bancaire : plus il met de crédits à disposition, plus il touche d'intérêts, plus il fabrique de l'argent ex nihilo, plus il peut ouvrir de succursales bancaires. Nous sommes tombés dans un piège, empruntant toujours plus, dans une cavalcade monétaire sans fin. C'est ainsi qu'en venant au monde, un tout petit bambin rose et nu, n'aspirant qu'à l'air et à la tendresse, a déjà une énorme dette sur le dos... c'est effarant. En réalité, ni lui ni ses parents n'ont signé cet emprunt qu'ils sont obligés de rembourser par des impôts, des taxes et la perte des acquis sociaux - et donc par de la sueur et de la souffrance.

Depuis que les États ont perdu leur Devoir de Création Monétaire, le recours systématique aux prêts est donc ce qui permet d'enrichir les servants de la Guilde des Prêteurs en alimentant leur système artificiel, générateur de monnaie. C'est pour cette raison qu'emprunter est encouragé périodiquement par la publicité... et que nous devrions éviter de le faire au maximum.

**La pratique exacerbée de l'emprunt implique tout un choix de société,
dramatique pour la planète et le bien-être
de l'ensemble des citoyens de la Terre.**

Dans la logique saine de « *on ne peut dépenser que ce que l'on possède* », il est urgent de réapprendre à nos enfants à dépenser avec sagesse, d'accepter la frustration du temps pour faire des économies avant d'acquérir, de refuser la multiplication des cartes de crédit, et surtout d'apprendre à user modérément des objets. Mieux consommer, consommer de manière éthique est humainement important, mais surtout **consommer moins d'objets** est vital et urgent pour l'avenir de tous les êtres vivants.

Le problème ne se pose évidemment pas dans les mêmes termes quand il s'agit de prêts sans intérêts pour des besoins véritables ou pour des services, puisqu'un individu peut recevoir de l'argent-sang ponctuellement sans aggraver sa situation, tout comme un muscle qui nécessite un apport de sang supplémentaire pour un effort véritable. Pour des achats importants, comme des maisons ou des voitures, l'État peut donc mettre des prêts à disposition, en

s'assurant que ceux-ci sont parfaitement adaptés aux ressources de l'emprunteur pour un remboursement minime, sans douleur et ajustable aux changements de situations de l'emprunteur. Pareillement, pour les entreprises, les modalités de remboursement des prêts doivent être étudiées afin que celles-ci ne conduisent pas à une dégradation des conditions de travail des employés ou une détérioration de l'environnement. **Les prêts doivent se faire impérativement en se fondant sur la capacité de remboursement mensuel des emprunteurs, citoyens, collectivités ou entreprises.**

6.3. Une politique de travaux publics

Pourquoi un pays nécessitant plus d'infrastructures, des routes, par exemple, ne les construit-il pas ? Pourquoi ne bâtit-il pas plus de salles de spectacle ? D'écoles ? De crèches ? De parcs ? Le besoin est bien là pourtant. Réponse classique des ministres des Finances : « *parce que cela coûte trop cher !* »

Si cela coûte trop cher, comment se fait-il qu'un pays d'un milliard d'habitants, ayant une main-d'œuvre considérable avec des salaires dérisoires n'ait pas les hôpitaux nécessaires, alors qu'un pays de cinquante millions, lui, en a autant qu'il lui en faut, ou presque, malgré un coût de main-d'œuvre beaucoup plus élevé ? Comment se fait-il que le travail d'un milliard d'individus rapporte à sa nation bien moins que ce que rapportent cinquante millions de personnes ailleurs ? Ces travaux publics devraient pourtant se faire bien plus facilement, vu les coûts salariaux, si attirants pour les entreprises friandes de dumping salarial.

Nous nous heurtons là, encore et toujours, au simple et basique problème de la monnaie. Dans un pays, il y a assez de pouvoir monétaire pour faire des centres de soins, dans le second, non. Ce n'est pas par manque d'argent - sous forme de puissance de travail possible - puisque nous avons vu que l'argent n'est que du travail échangé. Simplement, l'État ne met pas en correspondance sa monnaie avec la capacité exacte de travail de sa population.

L'État ne fabrique pas SON argent nécessaire à SES cellules travailleuses tout comme un malade leucémique ne fabrique pas ses propres globules rouges. C'est là tout le fond du problème. Le jour où les pays du monde en état de servitude auront compris qu'il leur faut refuser tous intérêts privés et fabriquer LEUR monnaie en correspondance stricte avec LEURS besoins et leur puissance de travail, la famine s'envolera comme par enchantement, conditions climatiques et dictatures mises à part.

Mais reparlons des travaux publics.

Observons une jeune femme. Un grand bonheur l'attend : elle est enceinte de quelques jours. Pour que l'enfant grandisse, son organisme, qui, jusque-là, fonctionnait sur un mode « ordinaire » va lancer « un vaste programme de travaux intérieurs publics » : il lui faut agrandir son utérus, développer des vaisseaux sanguins, créer de toutes pièces un énorme placenta rempli

d'éléments nutritifs, stocker quantité de liquide amniotique... Bref, il s'agit de mettre en place une activité extraordinaire pour la création non moins extraordinaire de son tout petit.

Ces travaux sont nécessaires, indispensables : elle les fait donc. Elle ne se pose pas la question de savoir si elle peut ou pas. À moins qu'elle ne soit pas capable de produire le sang nécessaire à la gestation, à cause d'une grave maladie, auquel cas la grossesse ne pourra avoir lieu, elle va débloquer l'argent-sang nécessaire. Celui-ci sera fabriqué au fur et à mesure des besoins. Le mécanisme est naturel. Pour cela que fait-elle ? Entre autres, elle stimule ses organes hématopoïétiques (la banque centrale) pour une émission supérieure de globules-argent. Elle renforce l'activité de son cœur (l'organe de mise en circulation de la monnaie) pour que les globules-argent soient généreusement distribués dans tout son organisme, et plus particulièrement dans les organes qui en ont le plus besoin, utérus, glandes, seins...

Poursuivant tranquillement sa grossesse, notre jeune femme sollicite sa moelle hématopoïétique afin qu'elle fabrique les globules rouges nécessaires, jour après jour, exactement, suivant les besoins de la gestation. Ni plus, ni moins. Juste ce qu'il faut. Ces globules rouges sont utilisés et consommés au fur et à mesure de l'avancement des travaux. La gestation arrive à son terme. Les travaux publics ont été gigantesques : un ventre énorme et rebondi enjolive sa silhouette. Au creux de ses reins, une production merveilleuse et adorable attend : l'enfant est prêt à naître. Vient la naissance. Les travaux publics de fabrication filiale ne sont plus nécessaires : la production des globules-argent n'a plus lieu d'être. Le sang en surplus a été consommé ou continue à être utilisé pour les besoins qu'entraînent les nuits blanches postnatales et l'allaitement. Puis tout revient à la normale.

En quelques semaines, le corps est revenu à un fonctionnement basique, mais la jeune femme s'est enrichie, outre d'une œuvre de grande qualité qui sourit en faisant « arrrrreuh », d'un utérus plus mature, de seins magnifiques et d'une psychologie plus ample. La richesse collective de son corps a ainsi été décuplée.

Quelques mois plus tard, un nouveau besoin se fait sentir : lors d'une chute malencontreuse, notre jeune maman se casse la jambe. Il faut réparer. Elle fait appel à une petite entreprise locale très performante, l'équipe de cellules spécialisée dans la fabrication des cals osseux.

À nouveau, une émission supplémentaire de monnaie-sang va aider cette production ponctuelle de tissus osseux, ce petit travail d'intérêt général. Le cal achevé, la fracture est consolidée. La production supplémentaire de sang peut cesser, mais dans l'organisme de la jeune mère se trouve une richesse toute nouvelle : quelques centimètres de matière osseuse qui permettront à son os de ne plus jamais casser au même endroit.

Ces deux épisodes montrent ceci :

✓ **Quand des travaux publics sont nécessaires, soit pour une création de richesse, soit pour une réparation, il est évident de les exécuter.**

✓ **L'organisme, pour réaliser ces travaux publics, doit mettre en circulation une quantité d'argent supplémentaire.**

✓ **L'argent a été utilisé au fur et à mesure par cette fabrication, mais quand les travaux publics sont terminés, l'organisme se retrouve avec de nouvelles richesses.**

✓ **L'organisme n'a donc rien perdu, au contraire.**

Nous voyons donc que rien n'empêche les travaux publics, si ce n'est, éventuellement, le manque de travailleurs. Et les travaux publics, il y a peu de chance pour que nous n'en ayons plus la nécessité ! Même si nous ne créons pas de nouvelles infrastructures - ce qui serait fort étonnant - l'entretien et la réparation des anciennes, des monuments ou des paysages ouvrent, à eux seuls, des chantiers illimités.

D'autres types de travaux publics peuvent naître : la construction de parc de loisir ou de découverte scientifique, la décoration des espaces publics, la restauration écologique, le nettoyage des rivières, la sauvegarde des massifs coralliens, entre autres, sont bien loin d'être superflus. Il n'y a donc pas de crainte à avoir : des travaux d'utilité publique seront toujours souhaités, souhaitables et bénéfiques à la collectivité comme à l'économie. **L'État doit fabriquer l'argent nécessaire à ces travaux publics et le mettre en circulation, tant qu'il a des travailleurs pour cela. Point.**

Quand l'argent débloqué pour les travaux réalisés a été « consommé » par les travailleurs sous forme de salaires, ceux-ci ont réinjecté la monnaie reçue en la dépensant dans le système pour combler leurs besoins. Cet argent en circulation a permis de nombreux et nouveaux échanges : les travailleurs ont pu s'offrir des loisirs, profitant aux salles de sport, par exemple, chose qu'ils n'auraient pu faire avec des salaires indécents. Enfin, loin d'être comptés en passif, les routes, les bâtiments, les infrastructures, etc., tous ces biens supplémentaires construits ont enrichi la nation et vont améliorer de ce fait l'état de vitalité générale de toute la société, en améliorant l'accueil des personnes, la circulation ou l'attractivité touristique, entre autres.

En fait, par sa circulation, l'argent des travaux publics a un effet multiplicateur de quatre, toujours par « l'effet multiplicateur de richesse par la circulation monétaire » dont nous avons parlé plus haut. **Ainsi une politique généreuse de travaux publics, loin d'appauvrir la nation, l'enrichit au contraire d'une multiple façon : par la baisse du chômage, par les échanges augmentés, par la production de biens collectifs et par les bénéfices d'usage ou monétaire que ces biens collectifs vont engendrer.**

Une parfaite illustration de ce gain collectif se trouve dans des temps plus anciens, quand les rois faisaient battre la monnaie pour les châteaux de la Loire (châteaux certes privés à l'époque, mais qui sont aujourd'hui un patrimoine national indiscutable). Croyez-nous que, sans une émission spéciale de monnaie liée à la découverte de l'or des Amériques, la construction de ces chefs-d'œuvre aurait été possible ? Pareillement, la Tour de Pise, le Palacio Arzobispal, la Sagrada Familia d'El Gaudi, l'Abbaye de Westminster, le Corcovado, ne représentent pas de l'argent perdu, mais de la fortune gagnée par chaque collectivité. D'ailleurs, la crise de 2007 n'a-t-elle pas suscité aux États-Unis le retour des grands chantiers pour « relancer la machine économique » ? C'est évidemment plus facile aux USA, puisqu'ils ne sont pas pieds et poings liés par l'article 104 du traité de Maëstricht et qu'ils peuvent faire tourner leurs planches à billets.

Afin qu'il n'y ait aucune déperdition dans le système, il est bien entendu et fondamental que :

✓ Les travaux doivent être réalisés par les entreprises locales si c'est la collectivité locale qui finance, par des entreprises nationales, si c'est l'État qui finance, par des entreprises internationales si c'est la communauté internationale qui finance.

Ainsi donc, une politique de travaux publics ambitieuse permet d'enrichir la collectivité, de procurer du travail, donc de lutter contre le chômage et l'insécurité sociale, et de faire circuler l'argent pour la bonne santé de l'économie tout entière. Il n'y a aucune raison de s'en passer, si ce n'est encore et toujours les clauses interdisant la Création Monétaire Citoyenne et un système économique qui fonctionne à l'envers.

6.4. Les impôts

À l'origine, les serfs versaient aux seigneurs une part de leur récolte contre protection. Quand l'argent fut instauré, cette ponction en nature fut remplacée par son équivalent en argent : des impôts furent versés au roi. À la disparition des royaumes, l'impôt, déjà ancré dans les mentalités, fut justifié par un nouveau rôle : permettre le fonctionnement des grands services de l'État, comme l'armée, l'éducation, la santé, etc. alors que c'est en réalité aberrant dans l'absolu.

Dans notre système actuel, les impôts servent à faire circuler l'argent ce qui pourrait être une excellente chose - a priori - s'il n'existait pas de solutions plus saines. Outre la stupidité conceptuelle de l'impôt, le problème est l'impact inégalitaire de certaines taxes : la TVA, par exemple, est profondément injuste puisqu'elle pénalise, en proportion plus importante, les plus pauvres payant une TVA sur des produits de première nécessité, tandis qu'elle est indolore aux plus riches, eux qui voient en plus l'impôt sur leur grande fortune baisser régulièrement. De plus, nous en arrivons à des absurdités incompréhensibles.

Pour ne donner qu'un exemple : l'État achète du matériel par le biais de ses fonctionnaires *avec une TVA*. C'est-à-dire que l'État se paye à lui-même des impôts ! Il est ainsi possible de débusquer de nombreuses incohérences de ce type dans les systèmes, dans tous les pays.

Quoi qu'il en soit, la multiplicité des impôts tels que nous les connaissons aujourd'hui est pratiquement inutile si l'État met en stricte adéquation les besoins de sa population et l'argent émis, s'il lance une politique saine de travaux d'intérêt général et une politique saine d'incitation à la circulation monétaire.

La proposition de la Bioéconomie est que :

✓ Les impôts sont inutiles si l'État émet strictement l'argent nécessaire aux besoins de ses citoyens, dans le respect de la capacité de travail de sa population.

✓ Il faut concevoir l'impôt uniquement comme un outil permettant la circulation de la monnaie et/ou la réorientation en douceur de l'économie, afin que chacun puisse vivre dans sa région et de gagner son pain en respectant la société et l'environnement.

✓ Seule devrait être perçue une Taxe BioÉcoSociétale (TBES) sur les produits finis et les services, pour permettre une orientation bénéfique des productions et participer à la circulation de la monnaie.

6.5. La Taxe BioÉcoSociétale (TBES)

En suivant le modèle bioéconomique, nous avons vu que les marchandises échangées dans le corps social contre de l'argent sont comparables aux nutriments circulant dans un organisme humain : si ces nutriments sont nuisibles à la santé du corps, celui-ci en payera un lourd tribut sous la forme de symptômes indésirables, ou, à long terme, de maladies. À l'inverse, des produits sains, vivants, riches en enzymes et en vitamines, permettent d'entretenir la vitalité du corps.

À l'identique, dans la société, des produits néfastes, polluants, détruisant les ressources naturelles, créent des pathologies sociales et environnementales importantes avec un coût secondaire très élevé. Il est donc évident que ces produits doivent être plus taxés et moins abordables, et par conséquent moins désirables, pour que leurs impacts négatifs diminuent au maximum.

La Taxe BioÉcoSociétale pourrait être un des outils majeurs d'aide au changement. C'est une proposition - comme toutes les propositions de ce livre d'ailleurs - à faire évaluer par des groupes de travail.

Aujourd'hui, peu de dispositifs incitent à un « meilleur comportement économique ». Le malus écologique sur les voitures polluantes en est un exemple parfait : grâce à cette petite taxe (que nous pourrions déjà caractériser de BioÉcoSociétale) les voitures polluantes se vendent un peu moins bien et les acheteurs se tournent plus volontiers vers des voitures moins génératrices de gaz à effet de serre. Les constructeurs trouvent donc moins d'intérêts à faire des voitures gourmandes et réorientent leurs productions. Ainsi, bien conçue, la TBES pourrait avoir - entre autres - l'avantage de lutter contre le changement climatique et les pollutions de toutes sortes, tout en préservant le pouvoir d'achat des individus les moins fortunés.

Principes généraux

La Taxe BioÉcoSociétale encourage naturellement un fonctionnement économique harmonieux, plus social et plus écologique. Elle remplace la TVA. Calculée correctement et réajustée périodiquement, elle peut devenir à terme le seul type d'impôt. Elle doit être mise en place progressivement pour remplacer sans heurts les impôts multiples existants, en attendant que les États retrouvent leur Droit de fabriquer leur monnaie.

✓ **Cette sorte de "TVA différentielle" implique simplement la mise en place d'Indices BioÉcoSociétaux sur les produits et services vendus : plus ces indices sont élevés, plus les produits ou services sont taxés. Et inversement.**

Cette taxe est donc variable en fonction des produits : elle sera faible sur les produits de première nécessité et répondant aux critères écologiques ou sociaux, mais elle sera forte sur les produits nuisibles à la société ou à l'environnement, puisque cette nuisance va entraîner des dégâts, des préjudices et nécessiter des réparations. **La taxe est donc proportionnelle à l'impact négatif du produit ou du service sur l'environnement et le tissu social.**

Cette taxation différentielle permet aux consommateurs de rediriger leurs choix vers des produits plus éthiques et plus respectueux de l'environnement (car moins chers, puisque moins taxés), elle pousse les industriels, les producteurs et les marchands de services à proposer sur le marché des produits de plus en plus écologiques et socialement utiles (car mieux vendus puisque moins chers, plus écologiques et plus éthiques). **Ces produits à TBES basse remplacent progressivement des produits ou services aux fabrications plus contestables, ce qui permet de réorienter en douceur toute l'économie mondiale en influençant naturellement les achats des consommateurs.**

Détails techniques

Chaque produit reçoit un indice calculé en faisant la somme des différents sous-indices ci-dessous et en prenant en compte tous les éléments qui le composent. Un indice final de 0 donne une taxe nulle, un indice 10 donne une taxe de 10 %, un indice 23 donne une taxe de 23 %, etc.

Ont les **plus lourds** indices...

Pour leurs aspects écologiques :

- des produits ou services qui pour leurs fabrications, stockages, destructions, etc. dégradent l'environnement (**Indice Environnemental** : indice prenant en compte la préservation de l'environnement, la participation ou non au changement climatique, l'utilisation de matières renouvelables ou non, la pollution engendrée, l'économie et le type d'énergie, etc.)

- des produits ou services empruntant des transports polluants ou aggravant l'effet de serre (**Indice de Distance Écologique** : indice prenant en compte la distance parcourue entre le lieu de production et le lieu de vente, ainsi que les moyens de transport utilisés, polluants ou non, en regardant en pourcentages les différentes composantes des produits. Cet indice est allégé pour les aliments ne pouvant pousser dans la contrée où ils sont vendus)

- des produits aux durées de vie les plus courtes, par rapport à des objets semblables, en raison de leur obsolescence programmée et d'un plus grand gaspillage de matières premières et de dépenses en énergie grise (**Indice de Durée de Vie**).

Pour leurs aspects sociétaux :

- des produits ou services faits dans des conditions insuffisamment ou pas éthiques... (**Indice Sociétal** : indice prenant en compte les salaires les plus bas, l'écart des salaires dans l'entreprise, l'organisation démocratique de l'entreprise, le partage équitable des bénéfices, les conditions de travail, les conditions syndicales, la sécurité et la santé des travailleurs, les services offerts aux travailleurs, cantines ou crèches par exemple, l'engagement dans la communauté ou le territoire, etc.).

- des produits ou services inutiles, de dernière nécessité, luxueux, dangereux, nuisibles... (**Indice d'Intérêt Collectif**, à déterminer démocratiquement).

- des produits fabriqués avec des machines plutôt qu'avec des humains, quand le travail humain est souhaitable pour le tissu social local. Cet indice a aussi pour but de favoriser la créativité, l'art et l'artisanat (**Indices de Fabrication Manuelle**).

La Taxe BioÉcoSociétale a pour objectif

- de rendre la globalisation plus humaine, respectueuse de toutes les populations, sans nier les avantages du progrès ;
- de lutter efficacement contre le changement climatique en aidant le développement des produits ne contribuant pas à l'effet de serre, tant au niveau de la fabrication, du recyclage que du transport ;
- d'inverser les problèmes environnementaux (disparition des espèces, pollutions, destruction de l'environnement, etc.) en les transformant en gisements d'emplois ;
- de permettre la réparation des préjudices humains ou écologiques causés par des produits dangereux ou polluants ;
- de relocaliser naturellement l'économie partout sur Terre en taxant moins les produits locaux et d'empêcher les délocalisations et les phénomènes négatifs de la globalisation sans pour autant mettre en place un protectionnisme qui n'est plus possible et ni désirable aujourd'hui ;
- de lutter contre les causes des migrations liées à la pauvreté puisqu'avec l'indice de distance écologique, chaque pays a intérêt à acheter d'abord ses propres produits, ce qui permet naturellement à chacun de vivre décemment sur sa terre natale. Ce système permet donc de privilégier l'économie locale, tout en offrant un jeu normal à l'exportation ;
- d'annuler la destruction des services publics, tout en améliorant les rapports sociaux avec des produits et services de première nécessité moins taxés ;
- de participer aux financements de mesures sociales de confort, telles que des offres de voyage ou de loisirs, etc. ;
- d'offrir aux plus démunis l'accession facile aux produits de première nécessité, qui deviennent moins chers ;
- de faire en sorte que les plus riches contribuent sans douleur aux financements des mesures sociales et qu'ils participent naturellement à la circulation monétaire et à la redistribution de la richesse. Les objets luxueux, par excellence, sont des objets, certes plaisants, mais non vitalement nécessaires. Leur fabrication nécessite parfois des industries polluantes, ayant un impact non négligeable sur l'environnement. La recherche de l'or, par exemple, pour des objets n'ayant qu'une utilité relative, s'accompagne d'un déversement sauvage de mercure dans les rivières amazoniennes par les prospecteurs, empoisonnant la flore, la faune et les humains natifs. Les produits luxueux peuvent donc être taxés aussi, si leur impact n'est pas neutre, ce qui permet de mettre dans le circuit monétaire l'argent des personnes les plus riches et de réparer les atteintes à l'environnement causées par ces fabrications.

- d'améliorer les conditions de travail, sur un plan éthique, comme sur un plan matériel, en taxant moins les produits ou services socialement respectueux. À l'usage, il devient plus intéressant pour l'entreprise de respecter ses employés, d'accueillir des syndicats, puisqu'elle y trouve un net avantage financier, en plus d'une image améliorée aux yeux du public ;

- de permettre l'établissement des biens publics mondiaux, tels l'eau, l'énergie et les transports ;

- de redonner de la valeur au travail humain, aux artistes, aux petits artisans ;

- de réorienter en douceur l'économie, actuellement tournée vers des biens de consommation non durables, polluants et souvent inutiles, vers des biens durables et des services socialement utiles.

Comment la mettre en place ?

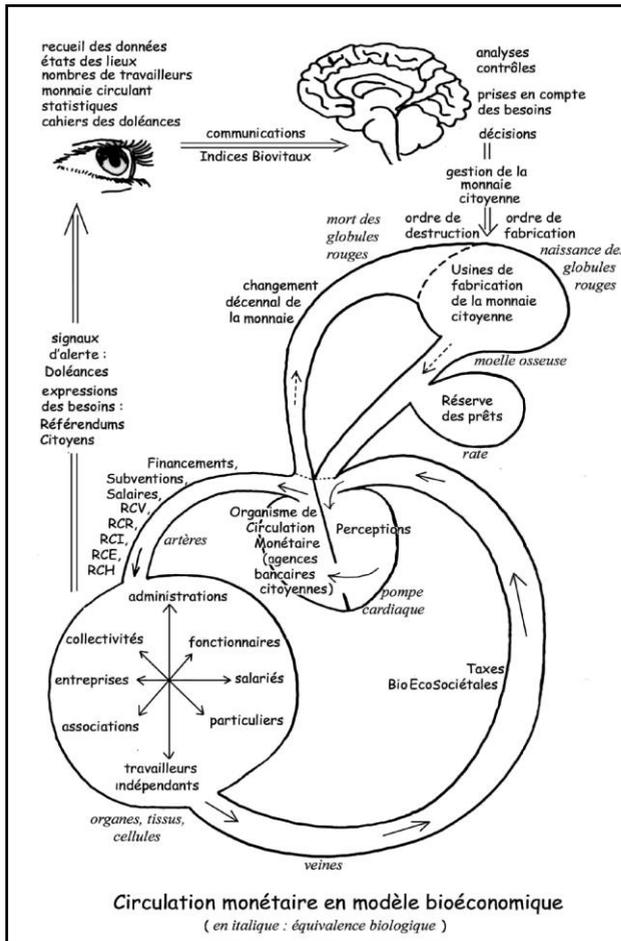
En attendant la disparition des autres impôts, il est possible de mettre en place tous les indices en même temps ou les uns après les autres. Par exemple, à cause de l'urgence climatique, on peut n'établir que l'Indice de Distance Écologique dans un premier temps, afin de diminuer le plus vite possible la production des gaz à effet de serre. Il est possible d'établir pour chaque catégorie de biens un plan décennal de mise en place de ces indices, pour que l'évolution, globalement, se fasse en douceur. Tout est envisageable, à condition d'établir la Taxe BioÉcoSociétale progressivement, **en concertation véritable avec les acteurs concernés et avec tous les ajustements nécessaires, afin que chaque catégorie sociale puisse s'adapter**. On peut aussi travailler d'abord sur l'alimentaire, puis passer à un autre secteur, etc.

Pour l'établissement de l'indice d'Utilité Sociétale, il s'agit de faire choisir par les citoyens les biens et services qu'ils jugent les plus nécessaires, utiles ou indispensables, afin d'établir une échelle de valeurs, à réajuster périodiquement et démocratiquement, grâce à un vote populaire multiple.

C'est ainsi que nous pouvons passer d'une société hypermarchande, dévorant la Terre de ses productions polluantes et souvent inutiles, à une société où les objets et services vendus sont respectueux des êtres vivants et de l'environnement, société où les services deviennent prépondérants et humanisants.

7. Détruire la monnaie, amorcer et entretenir le cycle monétaire

Les globules rouges dans un corps humain ont une certaine durée de vie, pendant laquelle ils accomplissent leur fonction d'oxygénation. Puis, au bout d'un moment, les globules rouges « fatigués » sont détruits et le corps recycle les composants. En permanence, il fabrique quantité de nouvelles cellules sanguines qu'il met en circulation une fois parvenues à maturité. Ces nouveaux



globules, à leur tour, vont permettre des échanges et l'enrichissement des différents tissus.

Pour avoir une économie vitaliste, il est indispensable encore une fois de prendre exemple sur le vivant : les globules rouges sont fabriqués, ils accomplissent leur fonction, puis sont détruits et recyclés. De même, l'argent doit être émis, il permet les échanges économiques, puis au bout d'un certain temps, il faut le récupérer pour son renouvellement. Par conséquent, dans la société, s'il y a création monétaire, il faut bien qu'à l'autre bout du phénomène il y ait décréation, donc destruction, si l'on veut garder la vie et le mouvement dans la circulation monétaire sanguine planétaire.

RCV : Revenu Citoyen Vital

RCR : Revenu Complémentaire de Retraite.

RCH : Revenu Complémentaire de Handicap.

RCE : Revenu Complémentaire d'Éducation.

RCI : Revenu Complémentaire d'Instruction.

Création, circulation, destruction et re-création doivent se fondre en un tout continu pour que l'argent puisse vitaliser tous les organes et sous-organes de l'Humanité dans un cycle harmonieux. Le renouvellement de l'argent par l'Organisme de Circulation Monétaire est donc indispensable afin qu'une partie de l'argent ne stagne pas dans certaines cellules ou dans certains organes.

Le schéma ci-dessus montre le cycle de la circulation monétaire, depuis sa création jusqu'à sa destruction et à son renouvellement. Nous pouvons voir l'importance de collecter les données et de prendre en compte les demandes

des citoyens, pour que la quantité de monnaie circulante soit exactement adaptée à la capacité de travail et à la résolution des besoins de la population, ce qui garantit la paix et l'épanouissement social de l'Organisme Planétaire Humain. Ce schéma permet de percevoir, en négatif, toute l'erreur de l'économie « moderne » qui ne tient compte ni de la puissance de travail ni des besoins réels des citoyens, mais qui se base uniquement sur des dogmes moyenâgeux et sur des indices et des principes détachés de la réalité.

Avantage, et non des moindres, le renouvellement de l'argent permet de vérifier aisément la manière dont l'argent a été gagné. En effet, l'argent obtenu par des comportements répréhensibles est une source de souffrances pour le corps social tout entier qui se doit de corriger ce problème. Actuellement, avec la passivité ou la complicité des États, le système monétaire gratifie et encourage l'argent malhonnête et la grande délinquance financière, en protégeant les paradis fiscaux⁴⁷ et les sociétés-écrans. Il ferme ainsi les yeux sur l'évasion fiscale, les pavillons de complaisance et le blanchiment d'argent. C'est le cœur même des dispositifs de la softdictature bancaire. Véritable paradis de criminalité, ce sont comme des poches de pus dans le corps sociétal humain. Alors qu'autrefois on disait « bien mal acquis ne profite jamais », aujourd'hui l'argent mal acquis profite au centuple, grâce au système. Les politiciens s'insurgent régulièrement contre les paradis fiscaux, ceux-ci seraient extrêmement faciles à fermer avec une résolution internationale votée à l'ONU, et pourtant, pas un pays n'enclenche le processus de leur fermeture : ceci montre sans doute le verrouillage de tout le système.

Un système économique bioprotecteur doit donc veiller à ce que son système monétaire n'encourage pas l'argent illicite.

✓ **Seul un système monétaire simple permet une économie simple elle aussi et humainement respectueuse.**

✓ **L'ultra simplicité d'un système monétaire est une condition indispensable pour éviter les dérives, les outils et les malversations financières.**

✓ **Les paradis fiscaux ne peuvent exister en bioéconomie.**

✓ **Pour une bonne circulation monétaire, l'argent émis doit être récupéré, détruit, et remis neuf en circulation, périodiquement.**

Une proposition serait, par exemple, de mettre l'argent en **circulation pour une période donnée, de dix ans pour commencer. La onzième année, l'argent serait converti dans une monnaie de valeur strictement identique, mais de nom différent.**

47. *Entre 20 et 30.000 milliards de dollars échappent ainsi au fisc des États. (La Tribune.fr, 2013)*

Ainsi par exemple, la monnaie planétaire unique pourrait se nommer Sol 3 de l'année 2030 à l'année 2039 (3 comme troisième dizaine du siècle), Sol 4 de l'année 2040 à l'année 2049 (4 comme quatrième dizaine), Sol 5 de l'année 2050 à l'année 2059 (5 comme cinquième dizaine), etc.

Ayant strictement la même valeur, ces monnaies peuvent coexister pendant la période de conversion. Pendant cette année particulière, la monnaie doit être échangée dans des succursales d'État. Passée l'année du recyclage, seule la nouvelle monnaie peut être employée. Ainsi, l'argent circule, il est recyclé et l'origine des fortunes est vérifiée. Le fait de changer de monnaie périodiquement permet d'obtenir la justification de sa provenance.

Pour l'argent dont l'origine est saine, il n'y aura aucune raison de se précipiter à le dépenser - comme cela se ferait si la monnaie était fondante⁴⁸ - puisque la nouvelle monnaie a strictement la même valeur.

Le problème ne se poserait que pour le possesseur d'argent douteux, mais il est possible de surveiller des mouvements importants de fonds qui traduiraient des tentatives de blanchissement entre un compte déjà vérifié et un compte en attente de vérification.

La monnaie fiduciaire actuelle (pièces et billets) est échangée contre une monnaie fiduciaire équivalente, enregistrée nominativement.

La monnaie scripturale (monnaie des comptes bancaires) est échangée par l'Organisme de Circulation Monétaire, seul habilité à récupérer l'argent et à le verser sur un nouveau compte, identique, mais en nouvelle monnaie. Puisqu'il n'y a plus d'intérêts, il n'y a plus de faux-monnayage, l'argent est donc parfaitement traçable.

Les biens, de type voitures, propriétés, yachts, entreprises, etc. sont enregistrés, et la conversion établie lors de l'enregistrement. L'origine de l'acquisition de ces biens importants est vérifiée à ce moment-là.

Pendant l'année de conversion, en harmonie avec les autres pays, chaque État réajuste très exactement la quantité d'argent qui doit être émise ou retirée du circuit pour correspondre à la capacité de travail de sa nation, et donc de la planète. Le budget est établi chaque année en tenant compte des options choisies par les citoyens, lors de votes multiples référendums.

48. La monnaie fondante, conceptualisée par Silvio Gesell est une monnaie qui perd de sa valeur au fil du temps. Elle permet d'accélérer la vitesse de la circulation monétaire, et fait sortir l'argent des « bas de laine », ce qui a pour effet de relancer la machine économique de manière efficace. Mais son effet est gravement pervers : psychologiquement, personne ne peut supporter de voir son argent se dévaluer, il faut donc se précipiter pour tout dépenser le plus vite possible. C'est un véritable désastre pour la planète, puisqu'elle pousse à une surconsommation exacerbée. De plus, si elle ne pose pas de problèmes aux personnes qui n'ont pas peur des lendemains, elle plonge les petites gens dans une insécurité angoissante puisqu'elle les empêche de faire des économies ce qui est un besoin archaïque fondamental à respecter.

8. Les produits monétaires

Grâce aux globules rouges qui sont chargés d'hémoglobine, le sang transporte l'énergie-oxygène nécessaire au fonctionnement des cellules.

De la même façon, grâce à des « signes » conventionnels que l'on voit écrits sur des chèques ou que l'on touche sous forme de pièces et de billets, l'argent transporte l'énergie-travail (« l'oxygène social ») utile à la bonne marche de la société en permettant le travail des cellules-individus ou des tissus-entreprises.

Quand nous plaçons de l'argent sur un compte en espérant qu'il nous fasse des petits, c'est exactement comme si nous mettions du sang dans une fiole et que nous attendions que sa quantité augmente. C'est totalement infantile ! À la rigueur, le sang peut pourrir, se détruire, mais se multiplier... jamais ! Les globules ne sont pas équipés d'une fonction de reproduction. L'argent non plus, dans sa nature fondamentale : une heure de travail ne peut pas se transformer en une heure trente, du moins en restant sur la Terre ! Pourtant, par un jeu de passe-passe, « on » est arrivé à nous faire croire que c'était possible. L'argent confié aux banques « fait des petits » et en général, pourvu que les intérêts grossissent, nous ignorons parfaitement ce que cela implique de l'autre côté : quelqu'un travaille dans des conditions difficiles ou y perd son emploi.

Des milliers de personnes jouent à la bourse sans se douter le moins du monde que c'est une sorte de vol. Parfois, sans le savoir, **elles se mettent elles-mêmes à la porte de leur propre entreprise**, obligée de délocaliser après une prise de contrôle étrangère. Ceci, simplement, parce que quand elles laissent aux banques la gestion d'un portefeuille d'actions, celui-ci peut très bien contenir les actions de leur lieu de travail. Pareillement, accepter, souvent sans en avoir connaissance, de participer à la spéculation sur une monnaie étrangère implique qu'un jour ou l'autre ces personnes soient elles aussi à leur tour victimes d'un krach sur leur propre monnaie.

L'argent ne fait pas de petits, jamais ! Il est juste aspiré par des voies détournées dans des pays pauvres, grâce à des spéculations sur les monnaies, ou dans des entreprises qui sont « obligées » de pressurer toujours plus leurs personnels pour donner cet argent en se vidant de leur substance propre, grâce à des spéculations sur les actions. Pour cela, sous chantage de mise au chômage, les employés subissent des plans de restructuration ou sont obligés d'augmenter leur temps de travail, avec baisse de salaire.

Actuellement, les intérêts que rapportent des placements légers comme les plans d'épargne-logement correspondent à l'augmentation du coût de la vie. Mais cette augmentation n'a pas lieu d'exister en bioéconomie, puisque, par définition, l'argent n'est plus n'importe quoi, fluctuant : il est indexé sur une mesure étalon universelle, le temps de travail. Donc **un produit ne peut valoir que son coût juste, en rapport avec le temps de travail qu'a nécessité sa fabrication.**

S'il paraît logique que de l'argent prêté à une entreprise rapporte à son investisseur, cela ne doit pas se faire à un coût exorbitant pour l'entreprise. En particulier, que l'entreprise perde le contrôle de ses décisions parce qu'elle est soumise à des actionnaires est inadmissible. Qu'une entreprise, gagnant plus de 5 milliards de bénéfice par an, soit « obligée » de licencier des employés, pour que ses actionnaires reçoivent toujours plus d'argent, nous montre que ces actionnaires se comportent globalement comme des vers solitaires, des ténias affamés, qui se nourrissent de la nourriture qui devrait revenir aux cellules-travailleuses. S'il y a un actionnariat externe, la direction doit être à l'abri de toute prise de pouvoir tant pour ses décisions que pour la gestion du personnel.

✓ **L'argent ne peut permettre QUE l'échange auquel il correspond, pas plus, pas moins.**

✓ **Les produits bancaires qui démultiplient l'argent (comptes rémunérés, actions...), de quelque manière que ce soit, ne peuvent pas exister en bioéconomie.**

✓ **Il est logique et naturel en bioéconomie que l'investissement nécessaire à la bonne vie des entreprises soit fait principalement par les Banques Citoyenne grâce à des prêts sans intérêts, garantis par la collectivité.**

✓ **Si, cependant, l'investissement provient du privé, la rémunération de l'investissement ne doit se faire que sur contrat limité et fixé d'avance, en proportion avec les bénéfices réalisés en toute indépendance, les investisseurs n'ayant pas à siéger au conseil d'administration, sauf s'ils sont employés dans l'entreprise.**

Seul un dispositif de cette sorte peut garantir à l'entreprise l'indépendance et la maîtrise dont elle a besoin. Cela éloignera le risque d'une OPA destructrice et lui évitera de satisfaire ses actionnaires en appliquant des conditions de salaires et de travail à la baisse ou en prenant des décisions contraires à l'intérêt social et environnemental.

9. Les banques et l'intérêt

Regardons un individu se promener dans une forêt. Pour marcher, chacun des organes de son corps va recevoir exactement la quantité de sang nécessaire à « l'opération déplacement » : les yeux pour voir le paysage et le chemin, l'oreille interne pour gérer l'équilibre, les os pour garder la rigidité indispensable, les muscles pour activer les membres, le cœur pour faire circuler le sang dans les artères, les poumons pour chercher le souffle vital, le cerveau pour appréhender les pierres sur le chemin et la direction à prendre...

C'est donc ainsi que, recevant une juste quantité de sang, tous les organes de notre homme l'aident à se déplacer pour accomplir les actes de sa vie.

Petit à petit, juste à côté des petites artères, étroitement imbriquées en elles, des cellules malignes captent les flux sanguins. Pour chaque paquet de 100 globules captés, elles en exigent dix pour leur seul usage. Ces dix globules vont leur permettre de croître, d'augmenter leur nombre démesurément : centilitre après centilitre, tout le sang du corps est détourné de la circulation générale et drainé vers ces cellules malignes. Bientôt, notre homme n'est plus capable d'avancer. Les jambes qui le faisaient marcher sont blanches, anémiées, elles n'ont plus de force. Le cerveau, qui avait besoin pour réfléchir d'une grande et juste quantité de sang, se trouve sous-irrigué : les pensées ne s'élaborent plus clairement, notre homme n'est plus capable de prendre les bonnes décisions. Il risque de tomber dans un ravin ou de se faire renverser par une voiture.

Lentement mais sûrement, la multiplication des cellules cancéreuses s'accroît encore. Les flux sanguins captés sont de plus en plus importants, car les cellules malignes se sont disséminées partout, dans les moindres vaisseaux sanguins, jusqu'à l'intérieur des organes, allant même directement à la rencontre des jeunes cellules-souches... Non seulement leur nombre devient démesuré, leurs imbrications extrêmement serrées, leurs dispositifs multiples, mais en plus, elles ont mis au point des techniques diverses et imparables : jour après jour, leur manière de prélever des globules est plus performante. Il n'est plus possible à une simple cellule de base d'échapper à ces ponctions d'oxygène, carburant qui lui est pourtant indispensable. Toute l'énergie dont elle a besoin, à un moment ou à un autre, se trouvera piégée par le système de captation mis au point par les cellules malignes embusquées partout. Le corps se traîne, malade, malheureux, souffrant, incapable de vivre correctement.

En réalité, c'est exactement ce qui se passe sur Terre. Les banques se comportent comme de véritables cellules cancéreuses : ce ne sont plus aujourd'hui que des « pompes » à drainer l'argent. Elles sont bien huilées, permanentes et performantes. Ces cellules bancaires cancéreuses se sont arrangées pour se situer sur le passage des vaisseaux sanguins de la société, son système monétaire. Chaque globule-sang qui passe dans leur tissu-agence-bancaire va se trouver capté et rendu contre intérêt ou frais de gestion. Ou alors, grâce à des dates de valeur, l'argent détourné va avoir le temps de « travailler » sur les marchés des changes. Cette expression est évidemment fort mal venue, car ce qui travaille en réalité, ce n'est pas l'argent, mais l'ouvrier dont l'entreprise est la cible des spéculations, à l'autre bout de la chaîne.

L'objectif des ganglions bancaires est de faire passer tout l'argent de la nation entre leurs mains, tout, sans exception : la multiplication des cartes bancaires, des porte-monnaie électroniques n'existent que dans ce but. Les banques font tout pour faire passer des systèmes comme Monéo dans les mœurs. Pour elles, l'argent fiduciaire, pièces et billets, est un vrai cauchemar,

car cet argent ne génère ni intérêts, ni droits d'utilisation de cartes, ni dates de valeur. De plus, il ne le fabrique pas lui-même à partir de rien. C'est de l'argent qui leur échappe complètement ou presque, et ça, c'est intolérable pour elles : elles rêvent d'un monde 100% informatique. Par contre, une carte bleue est une véritable aubaine pour les banques : chaque transaction est taxée aux commerçants et chaque utilisateur est mis en fiche pour se voir offrir des produits correspondant à son profil d'acheteur, afin qu'il s'endette davantage.

Pour certains observateurs, l'élimination totale de la monnaie fiduciaire permettrait aux banques d'avoir la mainmise absolue sur la monnaie. Ce qui veut dire qu'elles pourront, si elles le désirent, bloquer tous les comptes de ceux qu'elles jugeront indésirables, comme les opposants politiques, les journalistes d'investigations ou les personnes de certaines nationalités, religions ou couleurs de peau. Que l'on enquête un peu trop sur certaines pratiques et l'on se retrouvera totalement impuissant. Cette mainmise ne sera donc pas uniquement financière, mais aussi politique, totale, dictatoriale. Au-delà du servage permanent dans lequel l'intérêt nous maintient, il faut donc, vigoureusement, éviter au maximum d'utiliser tout argent dématérialisé, dès aujourd'hui, pour notre liberté et pour empêcher la mutation irréversible du système monétaire.

Les cellules bancaires, comme les autres cellules de l'Humanité, ont parfaitement le droit de vivre et de combler leurs besoins fondamentaux, bien entendu. L'argent-sang leur est donc absolument nécessaire, comme à n'importe quelle autre cellule, mais il faudrait qu'elles accomplissent un rôle social utile, complètement bénéfique et que leur appétit en oxygène-argent ne se fasse pas au détriment des autres cellules-citoyennes. Aujourd'hui, elles font plus que simplement vivre et combler leurs besoins : l'excès du système conduit à ce qu'elles vivent aux dépens de la communauté et elles lui rendent plus de mauvais services que de bons. **Ce que les banques font d'indispensable, l'État peut parfaitement le faire en tant que service public, sans intérêt et beaucoup plus simplement.** En réalité, une banque est totalement improductive, elle ne donne aucun bien véritable à la nation. Pensons que les actifs des banques anglaises représentent 450 % du PIB en Grande-Bretagne⁴⁹... alors qu'elles ne fabriquent strictement rien ! Il faut quand même se rappeler avec bon sens que l'argent permet la richesse mais n'en est pas une : on ne mange pas de l'argent, on ne se vêt pas avec, on ne se chauffe pas avec non plus. C'est juste un moyen d'échange parmi tant d'autres.

*« Ce n'est que quand il aura fait tomber le dernier arbre,
contaminé le dernier ruisseau, pêché le dernier poisson,
que l'homme s'apercevra que l'argent n'est pas comestible. »⁵⁰*

49. Les échos.fr, source décembre 2014.

50. Proverbe attribué à MOHAWK, Amérindien Wayana de Guyane Français.

Le problème est que les banques sont de plus en plus nombreuses. Leur nombre augmente de manière incroyable. L'agence bancaire, c'est LE lieu à la mode pour faire de l'argent. Si un jeune aujourd'hui veut faire une bonne carrière, c'est dans la banque qu'il cherche de l'embauche. Il suffit de comparer, pour une ville de cinq cent mille habitants, le nombre d'infirmières avec le nombre d'employés des agences bancaires, sur les vingt dernières années. Alors que le nombre d'infirmières reste stable ou même diminue, le nombre d'employés bancaires ne cesse de s'accroître : cela donne une parfaite idée de ce qu'est une prolifération cellulaire pathologique, de ce qu'est le cancer. Et plus elles prolifèrent, plus leur mainmise sur le système augmente.

On peut rétorquer qu'elles assument un service sociétal, celui de mettre à notre disposition l'argent que nous désirons utiliser. Ce n'est pas entièrement faux, mais en réalité, le contre-service que les banques rendent est sans commune mesure avec cette pauvre petite mise à disposition, puisque nous payons ce service très très cher, parfois en larmes de sang à cause des intérêts ou en cas de faillite. Et encore, cette mise à disposition n'est accessible que si notre « crédibilité bancaire » est suffisante, crédibilité de plus en plus difficile à obtenir d'ailleurs pour les entreprises comme pour les gens modestes.

Globalement, la somme des maléfices bancaires, sur la planète, est mille fois supérieure à la somme de leurs bénéfiques. Pour s'en convaincre, il suffit de se rendre en Asie ou en Argentine après un krach monétaire ou de regarder de près pour qui nous travaillons en réalité. De plus, le service de mise à disposition de l'argent peut être parfaitement rendu par l'État, de A à Z, à peu de frais, avec des employés non stressés, décemment rémunérés et correctement traités. Sans les accords de Maëstricht, nous pourrions accéder à l'argent citoyen facilement et sans aucun intérêt.

C'est réellement incroyable, mais d'après Margritt Kennedy, pour les salaires les plus bas :

**l'intérêt bancaire plombe tellement, mais tellement les prix,
du début à la fin des opérations,
que nous pourrions travailler une à deux fois moins, s'il n'existait pas.
Autrement dit,
quand nous travaillons 40 heures par semaine,
nous avons passé 10 à 20 heures
à engraisser indirectement le système bancaire !
Donc, quand nous avons travaillé 40 ans,
nous avons oeuvré 10 à 20 ans pour ce même système ⁵¹.**

51. « Libérez l'argent des taux d'inflation et de l'intérêt » Margritt Kennedy, Ed Vivez Soleil. « En moyenne - pour toute l'échelle des salaires -, nous remboursons trente à cinquante pour cent d'intérêts dans les prix des produits et des prestations de services qui nous sont nécessaires lors de notre vie quotidienne. S'il y avait ainsi une possibilité de remplacer l'intérêt par un mécanisme de circulation plus

Ceci paraît surprenant, mais en fait, c'est très simple à comprendre : quand on achète un chou, un tabouret ou un massage, le cultivateur, le fabricant de meubles ou le masseur a eu besoin d'emprunter à une banque pour établir son activité. Ce faisant, il doit payer des intérêts qu'il répercute sur ses prix. Cela concerne tous les produits et presque tous les services, pour le paiement des locaux, des matières premières, des outillages, etc. Ainsi **quel que soit le produit ou le service, il y a toujours caché en dessous une grosse quantité d'intérêts emboîtés et cachés que le consommateur paye dans le prix final.** Et surtout, fait remarquable, plus on est pauvre, plus l'intérêt est pénalisant, tandis qu'il rapporte à ceux qui ont les moyens de placer.

**Plus on est pauvre, plus l'intérêt coûte,
plus on est riche, plus il rapporte,
ce qui accroît ainsi toujours plus les inégalités.**

C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches (Victor Hugo)

Il est frappant de constater que les partisans de l'intérêt et détestant l'inflation se trouvent toujours chez les personnes qui ont ou auront de quoi placer des économies pour qu'elles rapportent, tandis que les opposants à l'intérêt, eux, y sont soumis. En réalité, il suffit d'observer le monde, en ce début du XXI^{ème} siècle : il n'est plus qu'une gigantesque « pompe à fric » - expression peu élégante, mais techniquement exacte -, drainant tout l'argent des plus pauvres, citoyens ou États, vers des actionnaires privés. Pire, plus on est pauvre, plus on est obligé d'acheter à bas prix, dans des discounters : ce sont donc les plus pauvres qui deviennent, malgré eux, les artisans les plus efficaces de leurs propres salaires discounts. **En réalité, le système n'est pas en crise, contrairement aux apparences, il marche parfaitement bien pour les dominants et pour leurs défenseurs : pour eux, il fonctionne idéalement... il est conçu pour.... mais cela n'est pas le cas pour tout le monde, suivant qui l'on est dans l'échelle sociale. C'est évident : un système qui « crise » depuis trente ans n'est pas « en crise » : c'est sa nature même d'être instable, c'est sa conception même qui veut cela.**

Autrefois, les premières « banques » prêtaient l'argent qu'elles possédaient. Pour ce geste, elles recevaient une rétribution pour service rendu, ce qui en soi, est parfaitement normal - à condition que cette rétribution soit éthiquement juste -, puisqu'en prêtant elles se démunissaient provisoirement du droit de jouir de cet argent. **Mais, et c'est là le début du problème, elles se sont mises, discrètement, à prêter de l'argent qu'elles ne possédaient pas. Cela n'a pas été connu : la multiplication des opérations et l'habitude du secret**

efficace, la plupart d'entre nous pourraient élever leur pouvoir d'achat d'environ 25%, ou ils devraient travailler proportionnellement moins tout en gardant leur niveau de vie actuel. »

ont caché ce phénomène pourtant fondamental, car amorçant toute la pathologie du système économique « moderne »⁵².

Aujourd'hui, l'utilisation de l'informatique achève de rendre la manipulation opaque, grâce des transactions effectuées à la vitesse de l'électronique :

« À l'origine, le système bancaire reposait en principe sur une couverture intégrale des dépôts à vue. Ce n'est que vers le milieu du dix-septième siècle qu'aux Pays-Bas et en Angleterre les banques abandonnèrent progressivement ce principe. Mais ce fut dans le plus grand secret et à l'insu du public. C'était en réalité un abus rendu possible par le fait qu'aucun rapport public n'était exigé de la banque. Le système est aujourd'hui resté le même, sauf que ce qui était secret et considéré comme répréhensible est aujourd'hui considéré comme normal et justifié ». (Maurice Allais, prix Nobel d'économie 1988, La réforme monétaire, 1976.)

Cette course sans fin ne peut pas s'éteindre puisque les banques n'ont plus l'obligation d'avoir autant d'argent qu'elles en prêtent. C'est une sorte de jeu de dupe, sans espoir de le voir un jour terminé, auquel tout consommateur participe, involontairement, dès qu'il possède un seul centime dans une succursale.

« Or la banque ne met l'argent en circulation qu'en le prêtant et en le grevant d'un intérêt. Ce qui veut dire que tout l'argent en circulation est venu de la banque et doit retourner à la banque un jour, mais y retourner grossi d'un intérêt. L'argent en circulation, en définitive, représente la différence restant entre le total des crédits alloués (création d'argent) et ce qui a été remboursé (destruction d'argent). Mais ce qui a été remboursé est amputé des intérêts. Le compte n'y est jamais. D'où une course folle aux réemprunts jusqu'à la chute finale, ou à la guerre, etc. Le « génie » (bientôt à court?...) des financiers est de tenter sans cesse de reculer les crises pour perpétuer ce mensonge silencieux tellement juteux pour les moins nombreux. La création d'argent ex nihilo, soit à partir de rien, du néant, correspond exactement à une « pratique magique », aveugle de surcroît. L'on connaît trop les ravages de tels procédés ! La banque reste propriétaire de l'argent. Nous n'en sommes que des locataires. S'il y en a qui gardent l'argent plus longtemps, ou même pour toujours, d'autres sont nécessairement incapables de remplir leurs engagements de remboursement.

Lorsque la banque fait saisir les biens de ceux qui n'ont pu rembourser, elle fait un bénéfice quasi absolu et s'approprie progressivement le monde.

52. Pour tous comprendre sur la mise en place du système monétaire, lire ce livre exceptionnel, d'une lecture aisée : « les 10 plus gros mensonges sur l'économie », Philippe Derudder & André-Jacques Holbecq. Édition Dangles.

Multiplicité des banqueroutes de particuliers et de compagnies..., hypothèques sur hypothèques, et croissance continue des dettes publiques, sont les fruits naturels d'un tel système.

Cette manière de faire l'argent des pays, en endettant gouvernements, particuliers et entreprises, établit une véritable dictature sur les gouvernements, les entreprises, les particuliers. (Louis Even)

Tout ceci nous éclaire parfaitement sur l'apparent mystère qui s'étend sur le monde : alors que la connaissance scientifique technique se développe, alors que nous avons TOUS les moyens et l'intelligence pour régler les problèmes de la planète, la misère et l'exploitation se développent de manière dramatique.

« Nous voyons nos difficultés s'amonceler, la misère s'étendre, alors qu'elles pourraient être résorbées rapidement par nos techniques modernes de production. Nous subissons une réalité douloureuse alors que nous pourrions accéder à l'âge d'or. Manifestement, quelque chose « coince » au plan économique. Ce quelque chose est d'ordre monétaire et concerne plus particulièrement la mise en circulation de la monnaie. » (Denis Gauci, A.D.E.D.)

De tout temps, le faux-monnayage a été considéré comme le crime des crimes contre l'État. Égorger son voisin coûtait moins d'années de prison que de fabriquer des petits trucs ronds en métal ou des rectangles de papier, sanctionné par la prison à vie. L'on rouait de coups ou l'on brûlait immédiatement le coupable en place publique s'il était pris sur le fait, il y a quelques siècles.

Pourtant maintenant, chaque minute, les banques fabriquent de l'argent par NOTRE intermédiaire, NOTRE fatigue, NOTRE peine et NOTRE travail quand nous achetons quelque chose ou remboursions un prêt. Quand elles prêtent 100 euros, nous leur en rendons 105 ou 120. Pour eux, ces 100 euros sont uniquement représentés par 9 euros de caution qui sont dans leur caisse, le reste est fait de nombres inscrits sur des écrans qui sautent de compte en compte, de banque en banque sans jamais atterrir sous forme réelle. Mais nous, nos 105 ou 120 euros, nous le leur donnons à la sueur de notre front, en des milliers d'heures de travail. Ces 5 ou 20 euros d'intérêts n'ont aucune contrepartie réelle pour les banques, mais nous nous épuisons à les donner par un travail plus ou moins pénible.

Nous sommes, véritablement, leurs petites planches à billets.

Ce monnayage se fait en toute tranquillité, chaque jour dans le monde. Il est étrange - ou révélateur - que ces petites phrases que beaucoup ont vues dans leur enfance et qui avertissaient les faux-monnayeurs d'un emprisonnement à vie, aient disparu des nouveaux billets :

« L'article 139 du Code Pénal punit de la réclusion criminelle à perpétuité ceux qui auront contrefait ou falsifié des billets de banque autorisés par la loi, ainsi que ceux qui auront fait usage de ces billets contrefaits ou falsifiés.

*Ceux qui les auront introduits en France seront punis de la même peine.»*⁵³ Sans doute, serions-nous bien plus vigilants si nous la voyions encore chaque jour en manipulant nos billets...

Quelque chose ne va pas dans nos beaux pays modernes et c'est le germe véritable de notre démenche économique :

Comment diable peut-on prêter quelque chose que l'on ne possède pas ?

Comment puis-je prêter un œuf à ma voisine de palier, si je n'ai pas cet œuf dans mon frigo ? Comment puis-je donner à manger à mon enfant, si je n'ai rien dans mon placard ? Et bien ce qui semble impossible à la « ménagère de moins de cinquante-huit ans », ne pose pas l'ombre d'un problème à quiconque quand il s'agit d'argent !

C'est quand même étonnant : y aurait-il là une magie qui nous échappe ?

Une banque peut parfaitement prêter une somme qu'elle n'a pas ou prêter la même somme à deux personnes différentes, sans que la mathématique y trouve à redire. Il n'est pas étonnant alors de voir le pays le plus riche du monde crouler sous les dettes, avec des habitants dans l'impossibilité de se soigner à un coup raisonnable. Il n'est pas étrange de subir toutes les mesures antisociales que nous imposent les ministres des Finances pour faire rentrer de l'argent dans les caisses trouées de nos États. Il n'est pas surprenant non plus de voir tous nos acquis sociaux, chèrement gagnés, régresser les uns après les autres... Ce n'est pas choquant, avec une "science" aussi fantaisiste, que les retraites soient prétendues sauvées, alors qu'elles sont détruites et que les systèmes de santé soient prétendument préservés, alors qu'ils sont démantelés.

Pour le comprendre, il faut juste savoir comment ce processus morbide a commencé : ceci est fondamental pour connaître l'étendue de la pathologie monétaire actuelle.

Afin de n'être pas volés par les bandits de grand chemin, les riches voyageurs laissaient de l'or sur le comptoir (les *banks*) des orfèvres, contre un reçu. Puis, arrivés au terme de leur périple, les voyageurs récupéraient leur bien avec ces reçus chez le dépositaire ou bien retiraient la somme inscrite au recto chez un autre orfèvre. Mais neuf personnes sur dix se mirent à échanger ces reçus, plus pratiques et plus sûrs, plutôt que d'utiliser leur or. **Les orfèvres remarquèrent bientôt qu'il était très facile d'émettre dix fois plus de reçus pour de l'or prêté que la quantité d'or réelle entreposée dans les coffres-forts.**

53. Code Pénal de 1810 (LIVRE III. Des crimes, des délits et de leur punition. Titre Premier Crimes et Délits contre la chose publique. Crimes et délits contre la paix publique. Section première. - Du faux. §1er. - Fausse monnaie.)

Tant que la proportion de personnes voulant récupérer leur or restait d'une personne sur dix, pas de problème.

Par contre, l'orfèvre faisait banqueroute si deux personnes sur dix se présentaient, le système s'écroulant alors brutalement.

C'est exactement pareil aujourd'hui : **pour une personne désirant être payée en papier-monnaie, dix personnes environ ne font que transférer des chiffres d'un compte à un autre, sous forme de virement ou de chèque : c'est de l'argent complètement dématérialisé.** Cet argent passe de banque en banque juste sous forme informatique. Ainsi, sans problèmes, les banques prêtent-elles bien plus d'argent qu'elles n'en ont en réalité.

Il suffirait que 15 % des clients d'une banque décident de retirer en même temps leur argent de leurs comptes pour que celle-ci fasse banqueroute. Pareillement, si les clients retiraient leur paye en liquide dès que versée, les banques ne pourraient pas survivre, tout simplement parce que la somme des comptes clients est largement supérieure à la somme que possède réellement la banque dans ses coffres.

De tragiques illustrations de ce fait ont eu lieu en Amérique du Sud, ces dernières années. La confiance dans la monnaie étatique ayant été brisée par la spéculation, les gens se sont précipités pour retirer leurs économies. Les banques n'ont pas pu leur rendre leur argent, et les clients se sont retrouvés ruinés. Pour se prémunir contre ce risque, les banques encouragent les placements à long terme en tout genre, grâce, par exemple, à des placements rémunérés, des placements à durée obligatoire, des plans d'épargne logement, etc. En cas de problème, elles pourront désormais bloquer les comptes des particuliers ou pire en ponctionner une partie.

Ceci nous éclaire parfaitement sur la crise monétaire que traverse la planète depuis 2007, et pourquoi, malgré les sommes astronomiques qui ont été débloquées pour « sauver » le système bancaire, celui-ci, de soubresaut en soubresaut, continue à passer de sommet en abysse comme un train pris de folie.

Ceci nous explique aussi pourquoi les gouvernements tentent à tout prix de prévenir l'affolement populaire, qui jetterait les clients dans leurs agences pour retirer l'agent de leur compte en monnaies sonnantes et trébuchantes, au lieu de laisser les banques se débrouiller entre elles et compenser leurs propres pertes. **Nous sommes enjoint à la raison, à la mesure, parce que l'affolement collectif créerait des banqueroutes en cascades et une panique généralisée, alors que de simples reconnaissances de dettes pourraient parfaitement faire office de monnaie de remplacement.**

Pour la bioéconomie, le système bancaire actuel est comparable à un cancer qui rend malade tout le sang des nations et qui est en train de détruire toute l'Humanité.

**Il suffirait donc d'une loi,
d'une seule petite loi,
pour que tout le système soit remis à plat :**

✓ **Les banques ont l'obligation de respecter un taux de couverture de leurs prêts de 100 % : une banque ne peut prêter que l'argent qu'elle a dans ses caisses : elle doit rendre des comptes sur cet équilibre.**

✓ **Les crédits bancaires doivent être équilibrés par des emprunts équivalents.**

✓ **Les liquidités bancaires immédiatement disponibles sont toujours égales ou supérieures au montant des dépôts.**

✓ **Les banques doivent prêter sans intérêts, juste avec des frais de gestion pour mise à disposition, aux particuliers ou aux entreprises qui ne désirent pas emprunter à l'État.**

Est-il compréhensible que ces lois si simples ne soient pas écrites par les ministres des Finances, qui sont normalement compétents pour cela ?

Soyons clairs, il ne s'agit pas de dire « c'est de la faute des banquiers si le monde va mal », de dire « ce sont eux les méchants » et de les traiter comme des boucs émissaires. Il y a tant et tant de raisons matérielles, psychologiques et biologiques à la folie du monde ! Il serait absurde de vouloir charger les banquiers de tous les maux, alors qu'ils font partie du corps social, comme tout humain. Ils ne sont tous, chacun à leur place, qu'un des rouages du système que nous faisons vivre par notre passivité ou notre ignorance générale. Nous sommes tous quelque part consentants de cette folie. Et pourquoi devraient-ils agir autrement puisque toutes les lois leur permettent de faire ce qu'ils veulent ?

De plus, à part sans doute quelques hauts dirigeants, peu d'agents de banque ne savent réellement ce qui se passe. Certains sont aussi mal payés que des petits employés. Formatés par des doctrines commerciales qui n'ont qu'une approche incomplète de la réalité, ils n'ont qu'une idée parcellaire des choses. Beaucoup seraient sans doute très étonnés en étudiant à fond les imbrications complexes du système monétaire. Combien n'y a-t-il pas d'ailleurs d'économistes intelligents, cultivés, qui n'ont du crédit, par exemple, qu'une image positive ou qui ne croient pas à la faculté de création monétaire ex nihilo, malgré toutes les preuves ? Qui sont persuadés que le « marché » est le moins mauvais système que nous ayons inventé ? Que nous pouvons continuer longtemps dans la même voie ? Le système s'est créé ainsi au fil du temps, grâce à l'histoire et à notre ignorance. Mais nous sommes, chacun d'entre nous,

d'une certaine manière, responsable de notre ignorance. C'est à nous, citoyens, de nous rendre savants des contraintes que nous subissons.

Le système bancaire est d'une certaine manière, aussi comme un système vivant : qu'il cherche à grandir et à se perpétuer est tout à fait normal. Peut-on en vouloir à un organisme vivant de chercher à assurer sa pérennité ? C'est aux citoyens de l'accompagner dans une mutation utile à tous : juste, simplement, parce que sinon, nous en mourrons tous comme des imbéciles sur une planète dévastée.

10. La bourse et l'investissement

Imaginons que le corps de monsieur Lefèbvre joue son foie, son pancréas et sa vessie à la bourse. Ceci dans le but de recevoir un peu plus de sang pour le développement et le fonctionnement de ces organes.

À 10 heures, le foie de monsieur Lefèbvre a une valeur X, c'est-à-dire que son foie doit recevoir X globules-sang pour assurer son service. Très bien. Dix minutes plus tard, ou bien trois jours après, suivant le jeu des boursicoteurs, cette valeur X est divisée par cinq ou multipliée par deux. Puis à nouveau, arrive une chute vertigineuse des actions, car un boursicoteur richissime d'un pays lointain a décidé une OPA. Bref, le foie va recevoir de minute en minute un apport pouvant aller de dix à un tiers. Il risque fort ne pas tenir le choc bien longtemps, gonflant et dégonflant comme une éponge. Comme il n'est pas le seul organe à subir le même régime, chacun peut aisément imaginer dans quel état le corps de ce pauvre monsieur Lefèbvre va être !

C'est exactement ce qui se passe pour les entreprises quand elles vont chercher de l'investissement. Aujourd'hui, quand une entreprise a besoin d'argent, elle ne peut pas l'obtenir auprès des États.

Nous sommes arrivés à un point de l'histoire où de manière inconcevable, aucune entreprise n'a la possibilité de s'améliorer sans faire appel en quasi permanence à des capitaux externes au lieu de fonctionner avec ses propres bénéfices. Ce qui paraît quand même économiquement malsain : une entreprise devrait pouvoir grandir tranquillement, à son rythme, être autonome et adulte. Mais poussée par la concurrence, soumise à la folie de la compétition permanente, elle est comme une plante qui a besoin d'engrais pour pousser constamment plus haute que la voisine, sans jamais pouvoir s'arrêter. Donc, dans cette logique, toutes les entreprises se trouvent dans la nécessité d'emprunter, encore et toujours. Le monde de l'entreprise ne repose plus que sur cela, le besoin de capitaux. En soi, ce pourrait ne pas être un problème si les capitaux venaient de l'État, **ce qui est un problème c'est d'où viennent ces capitaux et qu'est-ce que cela entraîne pour les employés.**

La question fondamentale, le nœud gordien du problème, la démence achevée du « libéralisme » reposent aujourd'hui principalement sur cette aberration :

**Fondamentalement nécessaires à tout le tissu social,
les entreprises ou les administrations
ne peuvent pas trouver l'investissement dont elles ont besoin
auprès de leur État, facilement et sans intérêt,
alors qu'elles en sont la substance même.**

Comment cela se fait-il ?

Nous l'avons vu plus haut, c'est parce que ce droit fondamental a été confisqué à l'insu des populations par la loi de 1973 puis quand les accords européens ont été approuvés : il faut s'en rappeler, l'État a l'interdiction de prêter de l'argent à ses citoyens « grâce » à l'article 104 du traité de Maëstricht ou à d'autres accords suivants équivalents. Ailleurs, dans d'autres pays non verrouillés par ce genre de traités, c'est le même problème, juste parce que les États ne prêtent pas non plus, alors qu'ils devraient le faire.

L'État, les entreprises et les particuliers sont donc obligés de se tourner vers les banques (d'où un endettement insupportable lié aux intérêts) ou bien vers l'investissement privé (d'où la mainmise des prêteurs sur l'entreprise) ou vers la bourse (avec la perte de l'autodécision, des actions qui jouent au yo-yo et des risques d'OPA, entre autres). Et donc, c'est la crise permanente, avec plus ou moins des hauts et des bas, simplement parce que le système est devenu complètement vicieux. Il est toujours fascinant d'entendre, mois après mois, les économistes invités dans les médias noter 1973 comme date de début des problèmes, sans qu'ils ne fassent JAMAIS JAMAIS JAMAIS le lien pourtant direct avec la spoliation du Droit Fondamental des États de Battre leur propre Monnaie ! Ils négligent complètement le fait que l'argent n'est plus disponible aux entreprises, sauf contre force intérêts, et que **c'est uniquement ce genre de traité qui crée la dette abyssale des États et le chômage de masse**. Ils discourent sur la responsabilité de telle ou telle option politique alors que **la démence économique « moderne » est juste due au fait que la création monétaire est passée des mains des citoyens aux mains du privé**. *Sur un plan biologique, cette situation se verrait comme une asphyxie volontaire ou comme un garrot posé trop serré sur les quatre membres !*

Plus grave, alors que certaines entreprises sont parfaitement viables, leurs activités se voient détruites quand les banques refusent de leur prêter : elles sont donc prises au piège, et de l'accord de type Maëstricht, et de la nouvelle frilosité des banques. Les entreprises ne pourront s'en sortir que lorsque, solidaires, elles mettront elles-mêmes sur pied un système collectif d'investissement sans intérêt, en retrouvant à leur échelle l'équivalent de la solidarité qui existait autrefois dans les campagnes, en attendant l'établissement d'un système monétaire sain.

Pour pouvoir trouver le capital-oxygène dont elles ont besoin, beaucoup d'entreprises se voient obligées d'entrer en bourse. Elles le font pour avoir un apport de globules-sang d'investissement, nécessaire à leur développement. Le problème est que leurs actions-globules se dévaluent ou se surévaluent pour un oui ou pour un non, du fait des spéculateurs. Comment certaines entreprises pourraient-elles survivre sans fracas ? Pour peu qu'elles aient mal maîtrisé leurs chiffres, qu'une bulle spéculative éclate ou qu'un mouvement boursier décide de s'attaquer à un continent... et c'est la catastrophe. Brutalement exsangues, leurs actions ne valent plus rien, les entreprises s'écroulent, entraînant un véritable désastre pour leurs milliers de cellules-employés.

On raconte au public que seul « Le Marché » est capable de déterminer le prix des marchandises dans une espèce d'autorégulation magique qui serait toute naturelle et qu'il faut donc le laisser faire jusqu'à une stabilisation qui va forcément se produire... un jour... ou l'autre. « Vous comprenez, les prix vont finir par s'équilibrer, il faut laisser faire... » Mais l'attente est toujours vaine et la réalité - dont la Crise avec un grand C - montre, au contraire, une aggravation des choses et une bourse hystérique, totalement irrationnelle, guidée seule par la spéculation et par la recherche des profits particuliers. En réalité, la bourse est une malade psychiatrique maniaco-dépressive. Il suffit de regarder les cours des actions pour le constater, et de regarder ses cycles d'humeur, entre euphories, enthousiasmes, affolements et dépressions profondes...

*« Il n'y a rien de rationnel dans la tendance du marché.
80 % des décisions d'achat ou de vente d'actions sont émotionnelles. »
(Ted Weisberg, 68 ans, plus vieux broker de la bourse de New York.)*

**En fait, le marché ne régule rien du tout,
mais parvient dans sa démence à imposer au monde ses crises de folie :
ce n'est plus l'Homme qui gouverne l'économie,
mais l'économie qui gouverne le monde.
Ceci est totalement inadmissible.**

**Pour être maître de son destin,
seul l'Homme doit dicter sa loi au marché, et non l'inverse.**

Le problème est exactement le même quand il s'agit de monnaie étatique. Que l'argent-sang d'une nation ou d'un sous-continent entier puisse du jour au lendemain ne plus rien valoir à la suite d'un krach boursier et c'est le chômage, la misère, voire le suicide pour des millions de cellules-citoyens. En fait, faisant fi de toute démocratie, la démence boursière prend en otage des millions de citoyens non consentants : c'est absolument antidémocratique. Si l'on n'était pas convaincu de la malfaisance du système boursier, il suffit de se rendre en Afrique ou en Amérique du Sud après une chute artificielle du cours des matières premières comme celui du cacao ou du coton.

Il suffit aussi de regarder les répercussions de la crise des subprimes pour comprendre les désastres à venir, quand la seconde vague de prêts à risques arrivera, celle des prêts étudiants par exemple, ou encore quand le collapsus généralisé de l'économie mondiale interviendra, à cause de l'éclatement de la bulle des cryptomonnaies, à cause d'autres inventions monétaires délirantes, à cause de la dégénérescence achevée du système ou simplement à cause d'une révolte généralisée de tous les opprimés.

✓ **La bourse, dans son fonctionnement hystérique, est devenue une institution dangereuse et gravement pathogène, entraînant la planète entière dans une logique de mort. Il est urgent de la supprimer.**

Le vrai réalisme, c'est, de fermer la bourse, saisir les banques, et de ne pas payer la dette. (Frédéric Lordon)

Ceci semble a priori impossible : on imagine déjà l'affolement absolu s'emparer de tous les économistes et des gouvernants, prévoyant des faillites en cascades, des krachs continentaux, des paniques... La pieuvre boursière semble une machine impossible à arrêter parce que c'est un organisme qui s'auto entretient à la vitesse des connexions internet et parce qu'elle a inséré ses tentacules dans les moindres rouages de l'économie. **De plus, comme elle existait avant notre naissance, nous lui accordons inconsciemment une existence aussi inaltérable et véridique que celles des montagnes ou des mers, parce que nous y sommes neuropsychologiquement habitués. Nous n'avons même pas idée d'imaginer le monde sans elle. Pourtant, est-elle là depuis la nuit des temps ? Non, n'est-ce pas ? ... mais l'on a tellement, tellement convaincu les citoyens de sa nécessité !**

**Pourtant, en réalité, elle peut parfaitement être supprimée :
pour cela, rien de plus simple !
Il suffit de figer son temps.**

Par exemple, après un accord secret⁵⁴ entre les gouvernements des pays qui abritent des places spéculatives, un jour, à la même heure, un jour férié, au moment où de nombreuses places boursières sont fermées, on « coupe l'électricité » des ordinateurs, on stoppe les transactions. Point. Celles-ci resteront en l'état. Tout simplement. On ne rétablit pas le courant : cette milliseconde s'allonge pour quelques minutes, quelques heures, quelques jours, quelques mois : le monde ne s'écroulera pas dans un trou noir, la Terre n'arrêtera pas sa course dans l'espace, le ciel n'en sera pas plus sombre, l'air n'en sera pas plus lourd, l'herbe pas moins verte.

Et l'on part sur cette nouvelle base.

54. Voir la technique de la Politique Simultanée décrite dans la conclusion.

Tranquillement, les actions se revendent devant un organisme d'État, à un coût véritable fondé sur une vraie évaluation de l'entreprise, par une loi-cadre internationale. Quelques boursicoteurs y perdront sans doute ? Et bien, pour quoi avoir joué à la loterie sur le dos des travailleurs et des États ? Les employés du système boursiers se retrouvent au chômage ? Que les États financent leur reconversion et les réemploient dans de nouveaux métiers. Les entreprises auront besoin d'investissements ? Et bien que les États évaluent encore leur valeur véritable, leur intérêt sociétal et leur prêtent l'argent voulu à taux zéro ! Ces entreprises nuisent à la société et elles n'obtiennent pas de prêts ? Et bien que l'État embauche leurs travailleurs en créant des entreprises d'utilité publique ou qu'il aide au développement d'entreprises existantes socialement utiles, grâce à la Création Monétaire Citoyenne.

En attendant la suppression de la bourse, il est déjà possible prendre des mesures pour la cadrer et faire en sorte qu'elle soit moins versatile, par exemple en limitant les variations des actions, en limitant le nombre d'actions en vente chaque semaine, en ouvrant les places boursières un nombre de jours restreint par an, ou en votant des lois internationales sur les bénéfices et le pouvoir de l'actionnariat au sein des entreprises.

Plus rapide et plus simple, les entreprises pourraient se fédérer, créer leurs propres fonds d'investissement, sans intérêts, stables, à l'abri des soubresauts de la bourse pour trouver collectivement et solidairement les liquidités dont elles ont besoin pour leur développement. Par ailleurs, les entreprises doivent s'interroger : sont-elles vraiment obligées d'entrer en bourse ? Est-ce vraiment indispensable ? Lactalis et Auchan par exemple, ne sont pas cotées en bourse : cela ne les a pas empêchées de devenir première entreprise mondiale de produits laitiers ou grand groupe international.

Il est par d'ailleurs intéressant de constater que les États sont en train de mettre ou de remettre en place des « fonds souverains » pour faire des prêts d'investissement pour les entreprises les plus en difficulté. Par là, les États ne font que reprendre leur rôle, qu'ils n'auraient jamais dû quitter !

Revoyons notre homme. Celui-ci s'apprête à faire une course en montagne. Il va donc avoir besoin d'un apport supplémentaire de sang dans les muscles de ses jambes, pour recevoir, notamment, une dose d'oxygène supplémentaire et quelques sucres pour nourrir les faisceaux musculaires. Les globules sanguins vont lui être utiles aussi pour évacuer le gaz carbonique et les déchets métaboliques dus à l'effort. Pour cela, il fait appel au cœur, qui va accélérer son débit pour lui permettre de recevoir l'afflux nécessaire.

*Ce sang est déjà préexistant dans l'organisme, il ne vient absolument pas de l'extérieur : notre homme ne reçoit pas de transfusion avant sa randonnée. Le corps ne peut mettre à la disposition de l'organe **que ce qu'il a en stock,***

que ce que sa moelle osseuse a été capable de fabriquer, tout comme la société doit mettre en circulation l'argent qui correspond au travail de la nation.

Pour donner un surplus d'énergie aux jambes, le sang ne vient pas de l'extérieur, juste en claquant des doigts : il est déjà à l'intérieur du corps, en réserve. Une fois la course achevée, le sang va se retirer des vaisseaux, se répartir à nouveau dans l'organisme et être en partie restocké dans la rate pour de futurs besoins ponctuels.

Quand le groupe musculaire ou l'organe rend le sang qu'il a reçu en plus, il ne le fait pas au détriment de ses propres cellules, en s'épuisant : il rend juste le surplus, le sang dont il n'a plus besoin en fonctionnement basique.

Par comparaison, une entreprise a besoin d'un apport d'argent-sang frais pour développer un projet, tout comme un muscle a besoin de sang pour un effort particulier. Elle doit pouvoir trouver cet argent facilement auprès de succursales bancaires publiques, et rendre cet argent quand elle n'en a plus besoin. L'argent a déjà été créé ou prévu par la Banque Centrale (Institut d'Émission de la Monnaie) qui puise dans sa réserve (équivalent de la rate) puis le met en circulation. Le corps social garde donc une partie de l'ensemble de l'argent qu'il fabrique (la Réserve de l'Investissement) pour des prêts **sans intérêts** à disposition des entreprises et des particuliers. **Il s'agit donc de passer d'un capitalisme privé à un capitalisme d'État, juste et performant.**

✓ Le remboursement de l'argent d'investissement ne peut se faire au détriment de la cellule-individu, de l'entreprise ou de la communauté locale.

✓ Il ne peut donc y avoir remboursement que sur la base de la somme prêtée et sur les réels bénéfiques secondaires⁵⁵ s'ils existent et si cela a été contractualisé.

✓ En aucun cas, une entreprise ayant emprunté ne peut payer moins ses travailleurs, diminuer des acquis sociaux ou détruire les conditions de travail pour le seul profit des actionnaires.

À l'identique, un individu empruntant pour des raisons privées ne peut rembourser que l'argent prêté (un prêt pour un logement par exemple) sans intérêts, augmenté juste des frais de mise à disposition.

55. Les bénéfiques primaires sont les bénéfiques nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise (paiement des salaires et des matières, amélioration des locaux, investissements basiques, etc.). Ce sont les bénéfiques absolument indispensables : si l'entreprise ne les réalise pas, la vie de l'entreprise est en jeu. Les bénéfiques secondaires sont les bénéfiques souhaitables, mais non indispensables à la survie et au fonctionnement normal de l'entreprise : ils viennent en plus. Si l'entreprise ne les obtient pas, elle n'en est pas pour autant en danger et peut continuer à produire et à remplir son rôle fondamental : permettre à ses employés de gagner leurs salaires pour subvenir à leurs besoins.

Il peut donc y avoir deux types de prêts :

- **Un prêt classique fait auprès de l'État** (qui va puiser dans sa réserve de prêts comme un corps vivant puise dans sa rate).

✓ **L'entreprise ou le particulier qui a besoin d'argent pour ses investissements s'adresse à l'État.**

✓ **L'État fabrique la monnaie nécessaire à son fonctionnement immédiat et aux prêts qu'il doit mettre à la disposition des ménages, des entreprises et des collectivités.**

✓ **Cet argent est prêté dans la limite des capacités de remboursement des emprunteurs. Il est garanti par la collectivité.**

✓ **Le stock de l'argent des prêts est auto renouvelable : dix euros prêtés seront rendus, puis prêtés à nouveau, rendus et encore prêtés, etc.**

✓ **La condition de l'obtention des prêts est l'utilité sociétale ou, au minimum, la non-nocivité sociétale.**

- **Un prêt privatif** auprès d'organismes privés, employés de l'entreprise, particuliers, autres entreprises ou banques privées.

Ce prêt doit être également sans intérêts. Seuls peuvent être perçus une part des réels bénéfiques secondaires s'il y en a, **par contrat fixé à l'avance**, pour service rendu et les frais éventuels de mise à disposition. Les rémunérations sont encadrées, afin que les conditions de travail et les emplois soient préservés et que la vie de l'entreprise puisse se poursuivre sereinement. Pour cela, notamment, les prêteurs n'ont droit d'intervenir dans les prises de décision de l'entreprise que dans la mesure où ils appartiennent eux-mêmes au personnel de l'entreprise. Les prêteurs ont l'obligation de respecter un taux de couverture de leurs prêts de 100%.

11. Les multinationales

Les organes ne peuvent se développer qu'en respectant l'harmonie globale du corps social tout entier. En effet, peut-on imaginer un individu avec un pancréas qui doublerait de volume tous les printemps ? Le corps aurait en quelques années un ventre tellement énorme qu'il en exploserait inévitablement. Ou bien pourrait-on voir un autre individu avec une main si lourde qu'elle pèserait à elle toute seule dix-huit fois le poids du reste du corps ?

Si l'on observe la communauté planétaire, c'est pourtant bien ce que l'on constate : certaines multinationales, en « poids de pouvoir », en niveau de vie, en développement technologique, « pèsent » bien plus lourd que certains États, rendus totalement faméliques. Comment le corps social planétaire peut-il bien se porter avec de tels déséquilibres ?

Une partie du problème repose sur le mythe du « Progrès ». L'adoration du confort et de la facilité, la fascination pour la science et le dernier gadget, poussent à faire croire que le progrès matériel est toujours désirable, et surtout possible, même si la terre en meurt, toutes ressources épuisées. Certains humains sont fascinés par la science, par l'avancée technologique, comme s'ils vénèraient un nouveau Dieu. Il ne s'agit évidemment pas de renier la science, qui nous apporte tant de bienfaits et de confort, mais de faire attention à ce qu'elle ne soit pas notre unique religion, et, sans éthique, notre unique maître.

**Notre civilisation n'a pas encore compris
qu'un progrès ne valait que s'il était :
premièrement, viable pour l'environnement,
deuxièmement, partageable entre tous.**

*Le mot progrès n'aura aucun sens
tant qu'il y'aura des enfants malheureux. (Albert Einstein)*

La course-poursuite au prêt-à-consommer conduit directement à l'exploitation et à la destruction de notre biosphère. Au nom du mythe du progrès, les États capitalistes optent pour une voie unique, le développement matériel forcené, sans se préoccuper si les États voisins peuvent y arriver ou si la planète même peut le supporter. Pire, la compétition seule est utilisée, plutôt que la coopération. Conséquence, nous assistons au développement d'entreprises multinationales démesurées. De plus en plus, elles sont hors de contrôle des pouvoirs politiques, tellement leur puissance financière est grande.

Pour un corps humain, cela équivaut à une hypertrophie d'un organe non assujéti au pouvoir décisionnel du cerveau biologique chargé d'assurer la survie. L'organe, devenu fou, déséquilibre toutes les fonctions physiologiques. L'hyperthyroïdie par exemple, avec une glande produisant trop d'hormones, met en péril la santé tout entière. Par le non-respect de la loi biologique générale, elle met en danger la survie du corps à plus ou moins long terme.

Certaines multinationales ou certaines industries engrangent des bénéfices supérieurs aux budgets nationaux. Plus puissantes que les États, elles détruisent le droit de chacun à décider de sa vie. L'imposition de l'alimentation industrielle, de l'agrobusiness génétique, du tout pétrole automobile, du nucléaire, de la fracturation hydraulique ou de la médecine allopathique en sont des exemples. Au lieu de muter, les industries du pétrole continuent à participer massivement au réchauffement planétaire. Elles se comportent comme des agents cancérigènes pulmonaires qui vont asphyxier tous les êtres vivants, à cause de la pollution et du changement climatique. La fonte des glaciers risque d'entraîner de monstrueux tsunamis des montagnes en Asie ou une glaciation sur l'Europe par arrêt puis inversion du courant Atlantique Nord. Ailleurs, les forêts brûlent sous les vents desséchants et les déserts s'étendent. Quant aux

merveilles de la nature, c'est juste pour ces entreprises transnationales un butin à piller jusqu'au dernier arbre ou jusqu'au dernier caillou. Chaque année qui passe bat tous les records d'élévation des températures et de catastrophes naturelles sans que des mesures efficaces soient réellement prises après les discours de bonnes intentions.

Malgré la volonté populaire manifestant un vigoureux rejet, en lâchant partout leurs OGM, les traficoteurs de génomes se placent au-dessus de la loi et du respect global et de la démocratie. En déversant leurs pesticides sur le monde pour leur seul profit, les industries de l'agrobusiness se mettent au-dessus de l'intérêt général : on sait que les pesticides nous empoisonnent, que partout la couche arable, fertile, indispensable, diminue, mais on laisse vendre en toute impunité. Si demain, des millions d'enfants s'empoisonnent en prenant une plante alimentaire, toxique et allergisante, c'est le corps social tout entier qui en souffrira. Par contre, si un grand-père donne la recette de son purin d'ortie utilisé depuis soixante ans dans son jardin, il risque 2 ans de prison et 75 000 euros d'amende à cause de lois écrites sous la pression des lobbys !

Par leurs moyens financiers, les multinationales ont toute la puissance voulue pour manipuler les décideurs et pour faire passer en force leurs produits hautement dangereux, grâce à un lobbying acharné auprès des décideurs et grâce à la publicité. Pourtant un référendum international, fondé sur une information véritable et impartiale, obligerait à annuler leurs tentatives d'invasion.

Le problème est donc la puissance et les moyens que ces entreprises ont acquis grâce à leur gigantisme, avec pour conséquence un pouvoir souterrain absolu, totalement antidémocratique. Elles organisent le marché national comme international pour que tout fonctionne uniquement sur le mode de la concurrence. Or la concurrence est souvent insupportable pour les petits patrons : nombreux la trouvent humainement inacceptable. Ils aimeraient simplement faire tourner leur entreprise, la laisser grossir à son rythme, en permettant à leurs employés de vivre correctement, mais ils sont pris dans une logique implacable, celle du profit à tout prix, de la compétitivité et donc de la concurrence. On les entend, avec consternation, dire qu'ils sont obligés de devenir *agressifs* pour se développer davantage, comme s'ils n'avaient d'autres choix que de détruire l'autre pour ne pas l'être eux-mêmes.

Normalement, une entreprise est un sous-organe du corps social juste chargé de faire vivre l'ensemble de ses employés en aidant la population à résoudre des besoins précis.

**C'est ça la fonction première d'une entreprise :
permettre aux patrons comme aux employés de gagner assez d'argent
pour combler décemment leurs besoins
et concourir au bien-être général de la société.**

Pourquoi l'entreprise doit-elle concourir au bien-être de la société ? Tout d'abord parce qu'elle en fait partie et ensuite par logique de survie : une société

harmonieuse et fonctionnant correctement est de permettre à l'humanité de perdurer et de s'élever. Mais dans le jeu sinistre de la « philosophie libérale », les entreprises sont prises au piège de la financiarisation à outrance de la société. Elles ne sont plus des machines à faire vivre, mais des machines à sous. Coûte que coûte, il faut surpasser ou disparaître. Le phénomène est accentué dramatiquement dès qu'une cotation boursière intervient. Là, il n'y a plus de pitié possible, les actionnaires réclament du sang. En 2016, 50 % des bénéfices des entreprises du Cac 40 ont été versés aux actionnaires (comptant à peine 9 % de particuliers, le reste étant des fonds financiers). Pour cela, il faut absorber le concurrent le plus fragile, et restructurer au passage - entendons par cette élégante expression : licenciement. Ce phagocytage effréné conduit à la disparition massive des petites et moyennes entreprises, détruisant un peu plus le lien social. Déshumanisées par leur gigantisme et ne voyant plus que l'intérêt de leurs actionnaires donneurs d'ordre, les multinationales n'hésitent plus à mettre à la porte des milliers d'employés, à la louche, sans aucune conscience, sans états d'âme, sans remords pour les dépressives et les suicides que les pertes d'un emploi peuvent provoquer. Aujourd'hui, on reçoit « élégamment » son avis de licenciement par texto. Les humains ne sont plus que de la chair à produire, à produire encore et encore, ce qu'ils vivent ou ressentent importe peu... Aux informations télévisuelles ou radiophoniques se crée une nouvelle rubrique, celle des licenciements massifs, juste avant la météo.

Considérant les pays comme des entreprises et non comme des communautés vivantes, nos chefs d'État se transforment en patrons impitoyables, imposant par leurs députés ou par ordonnances des lois entraînant insécurité, précarité et servage généralisé, au lieu d'être des pères bienveillants et bienfaisants pour leurs administrés. Dorénavant, les politiciens n'en sont plus vraiment, ce sont des cadres issus directement des multinationales ou des banques. Celles-ci se comportent comme des super-organes, grossissant de manière incontrôlable et occupant tout l'espace du corps, petit à petit. Pour grossir encore, elles n'hésitent pas à absorber et à détruire d'autres organes, pourtant indispensables, ceux des organes des services publics chargés des fonctions vitales : transport, médecine, poste, enseignement. À cause de l'absence de lois-cadres, leur direction est totalement autonome, fixée uniquement sur leur intérêt égocentrique à court terme.

Ces énormes entreprises ne voient plus du tout le fonctionnement de l'être vivant qui les héberge, l'Humanité, et encore moins ce qui permet à celle-ci de vivre, la biosphère. C'est un problème absolument majeur. Au début simples organes, elles se transforment au fil du temps en des animaux parasites monstrueux qui le laisseront pour mort, quand ils auront absorbé toute la substance vitale de leur hôte, tuant la Planète en même temps.

De plus, pour atteindre leurs objectifs financiers il leur est commode de sous-traiter. Pour les grandes marques, sous-traiter, c'est vraiment LE remède idéal : aucune responsabilité à endosser puisque ce ne sont ni leurs usines, ni leurs salariés, ni leurs pollutions. C'est ainsi que se pratiquent des conditions de travail abominables, que des enfants sont employés, terrorisés. Qu'importe si l'acheteur trouve dans les poches d'un pantalon bon marché des mots de désespoir, appels au secours, écrit par de petites mains du textile ! On ferme les yeux sur le travail des mineurs, sur l'esclavage moderne des parents, et sur la destruction de l'environnement local. C'est tellement pratique ! Les droits syndicaux sont inexistantes. Si d'aventure un syndicat se monte, les syndicalistes sont assassinés ou les dirigeants de l'usine emportent les cadres, les moules et les machines en quelques heures, courant vampiriser un peu plus loin une main-d'œuvre plus soumise. Ainsi, de proche en proche, comme un nuage de sauterelles, les multinationales s'abattent sur le monde en détruisant les cultures vivrières et les civilisations anciennes. Certaines entreprises parviennent à gagner des sommes considérables tout en évitant de payer les impôts dans l'État où ces sommes sont gagnées grâce à des optimisations fiscales qui défient l'entendement du simple citoyen. Ainsi une société peut-elle déclarer 80 % de son chiffre d'affaires pour *zéro* employé dans un paradis fiscal complaisant, sans qu'on ne puisse y trouver à redire, puisque ce n'est pas illégal. C'est le miracle de l'optimisation fiscale.

C'est comme cela que notre corps social est de plus en plus encombré par ces hôtes incontrôlables, ces sortes de ténias cannibales logés dans le creux de notre propre ventre collectif et qui dévorent notre nourriture et notre chair même. Certains de ces hôtes, en raison même de leur gigantisme, implorent parfois sur eux-mêmes, entraînant au passage la destruction et le désespoir de millions de cellules-travailleurs. Ce qui fera le bonheur du parasite concurrent, pour quelque temps, jusqu'à la destruction finale du corps planétaire.

Il est évident que cette situation ne peut pas durer. Avant qu'il ne soit définitivement trop tard, seule une législation internationale peut mettre fin à ce cauchemar en limitant la taille des entreprises. Une solution possible est de scinder les multinationales en autant d'entreprises nationales ou continentales qu'elles couvrent de territoire, afin que leurs bénéfices soient surveillés et taxés dans les États ou continents où ces bénéfices sont faits. Elles peuvent garder leur logo, leur identité, mais leur fonctionnement doit être contrôlé dans les territoires où elles vendent afin que le droit puisse s'exercer partout en toute démocratie.

La limitation de la taille des entreprises, le prix juste des objets indexés par une Taxe BioÉcoSociétale bien conçue et un salaire de base universel, planétaire, peuvent permettre une concurrence saine, une reconstitution du tissu social, une relocalisation du travail : c'est la condition pour que chacun puisse vivre et travailler en toute sérénité sur la terre de ses ancêtres.

✓ **Le développement d'un État, d'un groupe social, d'un organisme, d'une entreprise est nécessairement limité. Cette limite est celle de l'équilibre et de l'harmonie générale du corps social.**

✓ **Par conséquent, la taille des entreprises est strictement limitée à leur territoire d'exercice, comme leur puissance financière.**

✓ **Aucune entreprise ne peut s'affranchir des lois du territoire où elles font leurs bénéfices.**

✓ **Elles doivent travailler pour le bien commun, dans le respect de l'organisme planétaire.**

✓ **La responsabilité des entreprises s'étend verticalement, de la première main-d'œuvre travaillant aux composants de base jusqu'au produit fini, toutes sous-traitances comprises.**

12. Des indices économiques intelligents et biovitalisants

Un corps vivant dispose d'indicateurs internes pour savoir s'il va bien. La douleur lui indique s'il est malade ou blessé. Ses capteurs thermiques le renseignent sur sa température corporelle. La soif est détectée, la faim également. Il est capable de percevoir l'invasion virale par un malaise et une montée de fièvre, etc. Ces signaux indispensables lui permettent d'ajuster ses comportements pour rester en vie et en bonne santé.

Pareillement, le corps social doit avoir des indicateurs efficaces lui permettant d'appréhender son état général, l'état de ses cellules (moral et santé des citoyens), l'état de ses organes (services publics), la circulation de ses fluides (accès à l'argent, à l'énergie) et de ses nutriments (accès à la nourriture, aux biens, aux services...), etc. pour ajuster sa conduite et ses choix politiques ou économiques.

Un thermomètre permet au corps humain de connaître sa température. Si elle se situe aux environs de 37°C, c'est un signe de bonne santé. Si la température monte, nous savons que la maladie est là.

Pour le monde actuellement, c'est tout le contraire : nous avons des indicateurs qui disent que tout va bien... quand tout va mal. Ils nous indiquent que nous n'avons pas la fièvre, alors que nous sommes en crise. En effet, les décisions politiques se prennent sur des indices économiques tels le PIB (Produit Intérieur Brut). Or celui-ci mesure de manière positive non seulement une croissance qui serait normale et saine, mais aussi tout ce qui participe à la reconstruction. Par exemple, si l'on doit reconstruire une ville après à un tragique tremblement de terre, l'indice va monter, car nombre d'entreprises vont trouver du travail sur le chantier. Un pétrolier s'échoue et dévaste des centaines de kilomètres de littoral, tuant des milliers d'oiseaux ? Les équipes de nettoyage

vont pouvoir acheter des pelles et faire grimper l'indice. Un cyclone détruit nos maisons que nous nous obstinons à construire carrées ? Cela devient une merveilleuse perspective pour les entreprises de construction et donc pour le PIB.

C'est exactement comme si le corps estimait se sentir en grande santé parce qu'il est en train de reconstruire ses tissus endommagés. Mais s'ils ont été endommagés, ces tissus, n'est-ce pas à cause d'une blessure, d'une atteinte, d'une maladie grave ou d'une attaque, qui en réalité fragilisent l'organisme ?

« Nous avons en revanche la preuve permanente que notre représentation actuelle de la richesse et l'usage contre-productif que nous faisons de la monnaie aggravent les problèmes auxquels nos sociétés sont confrontées au lieu de nous aider à les résoudre. Dans la plupart des dossiers qui ont été au cœur des débats publics de ces derniers mois, de la vache folle à l'Erika, de l'amiante aux accidents de la route, des conséquences de la grande tempête de décembre 1999 à la crise des carburants de l'automne 2000, il y a toujours un élément commun que l'on oublie curieusement de rappeler : ces catastrophes sont des bénédictions pour notre Produit Intérieur Brut, ce chiffre magique dont la progression s'exprime par un mot qui résume à lui seul la grande ambition de nos sociétés matériellement développées et éthiquement sous-développées : LA CROISSANCE !

Plus de destructions = plus de PIB.

Car les centaines de milliards que coûtent à la collectivité ces destructions humaines et environnementales ne sont pas comptabilisés comme des destructions, mais comme des apports de richesse dans la mesure où elles génèrent des activités économiques exprimées en monnaie. À supposer que nous n'ayons aucun accident matériel ou corporel, ni morts ni blessés sur les routes de France l'année prochaine, notre PIB baisserait de manière significative, la France perdrait une ou plusieurs places dans le classement des puissances économiques et l'on verrait nombre d'économistes nous annoncer d'un ton grave que la crise est de retour. (...)

Il est temps de changer de représentation.

Il est donc plus que temps de nous atteler à ce chantier considérable du changement de représentation de la richesse et de la fonction que joue la monnaie dans nos sociétés. Définir l'évaluation comme une délibération sur les valeurs, la question des « indicateurs » qui relève des outils ne peut donc être dissociée de celle des « critères » qui relèvent du débat sur les fins. « Oui à l'économie de marché, non à la société de marché ». Il s'agit, on l'a compris, de retrouver, à l'aube de ce siècle, la force originelle du principe associatif, celle qui cherche, à travers et au-delà de l'économie, à substituer la logique coopérative des jeux gagnants/gagnants à la logique guerrière des jeux gagnants/perdants. » (Viveret Patrick⁵⁶)

56. Rapport au secrétaire d'État à l'économie solidaire (France) remis en mars 2002 - publié aux Éditions de l'Aube sous le titre « Reconsidérer la Richesse »

Notre système économique est quand même « curieusement » inefficace : alors que nous pouvons aller sur la lune et piéger l'infiniment petit dans des supermachines, près de 3 milliards de personnes - la moitié de l'Humanité - vivent avec moins de 2 euros par jour. Tandis qu'en 2012 le salaire mensuel moyen d'un Norvégien est de 8 238 \$, il est à peine de 20 \$ au Burundi ! Est-ce que c'est normal ? Non, mais c'est logique, car ce système qui broie tant d'existences dans ses mains d'acier comme un géant sans âme n'est pas fondé sur la solidarité : du coup, il utilise des indices économiques parfaitement inadaptés. En effet, pour fonder leurs options politiques, les décideurs ne se basent pas sur la Vie ou sur des indices qui exprimeraient la vitalité de la nation, le bonheur des gens, la richesse de l'art, mais sur son ARGENT. Uniquement focalisés par cet objet devenu sacré, ils ne peuvent prendre en compte ni les êtres humains, ni les autres espèces de la Terre, ni les paysages :

**Plus on dévastera l'environnement,
et plus il y aura de travail de réparation, plus le PIB grossira.**

Autrement dit :

« il faut continuer à détruire notre planète, c'est notre salut ! »⁵⁷

Un autre exemple : ces indices nous disent que notre économie se porte plutôt bien, alors que le nombre de personnes se rendant aux restos du cœur augmente chaque année et que les sans-logis sont de plus en plus jeunes. D'autres prétendent que le coût de la vie a baissé, alors que, manifestement, les petits salaires ne parviennent plus à boucler leurs fins de mois et que la ménagère voit le prix de son caddy doubler. Ainsi nous sommes censés ne dépenser que 14 % de notre budget pour notre logement ! Les statistiques arrivent à prétendre que le nombre de chômeurs diminue, simplement parce les demandeurs d'emplois sont sortis des listes. On nous fait croire que certains pays anglo-saxons vont bien, alors que les gens n'y ont pas de systèmes de santé efficaces, que les trains s'accidentent faute d'entretien et que l'école est hors d'atteinte des moins fortunés. À moins d'appartenir aux nantis, nombre d'enfants ne peuvent aller à l'université et ne peuvent se soigner dans le pays le plus riche du monde ! Bref, la liste est longue de ces chiffres contradictoires de l'économie.

Ne donnant qu'une partie de la situation réelle, nous avons donc des indicateurs incomplets et incompetents qui indiquent que tout va bien alors qu'en réalité le peuple ne se sent pas bien du tout et même que tout va de plus en plus mal, dans tous les domaines.

Nous n'avons pas non plus d'indicateurs chargés de mesurer la souffrance - ou, si nous en avons, nous ne les utilisons pas. Et pourtant, comme nous avons mal !

57. L'économie américaine semblait repartir : son PIB remonte. C'était normal, car sont comptabilisés les coûts des reconstructions liées aux ventes d'armes, aux tornades, aux inondations, aux incendies, etc.

Nos adolescents boivent et se droguent, nos enfants souffrent d'illettrisme, mais nous diminuons le nombre d'enseignants. Notre santé se dégrade, le taux de cancer n'a jamais été aussi élevé, les burn-out se multiplient, nous consommons des montagnes de tranquillisants, mais nous déremboursions les médicaments, interdisons les médecines nouvelles et continuons d'utiliser des produits toxiques partout.

La télévision et les jeux vidéo apprennent à nos enfants à tuer⁵⁸ et nous déversons émissions-poubelles et meurtres en série, toute l'année, devant leur psychisme en construction. Bref, nous ne prenons pas en compte notre douleur. Pire, pour alimenter la machine folle de notre économie perverse, nous faisons collectivement des choix qui l'augmentent chaque jour davantage. Nous sommes pris dans une spirale morbide et toutes les décisions mises en place ne font qu'aggraver la situation.

Pourtant, il serait simple d'avoir des indicatifs parlants et utiles : un être vivant est mu par deux choses fondamentales, la recherche du plaisir, lié à l'assouvissement de tous les besoins fondamentaux, et l'évitement de la douleur, potentiel de destruction. Il suffirait simplement de mesurer bien-être et douleurs rencontrées par les citoyens, mais au lieu de chercher à connaître ces deux états, nos indices économiques sont des chiffres froids et inefficaces.

Il est donc urgent de changer d'indicateurs économiques.

✓ Pour voir si le corps social est en bonne santé, des indices bioéconomiques vitalistes sont utilisés : ils mesurent l'état de vitalité du corps social, le bien-être de chacune des cellules, l'harmonie fonctionnelle des différents organes entre eux et les possibilités de perpétuation de la vie de la société.

✓ Ils doivent montrer :

- le bien-être de chaque cellule-citoyen
- le bien-être de chaque organe-État

et par conséquent le bien-être de l'organisme social entier.

13. De l'état de santé basique vers l'état de santé optimum

Un corps n'est pas seulement un morceau de viande animé dont il suffirait de respecter strictement les besoins biologiques par un air de qualité, une nourriture saine, de l'exercice, etc. pour le maintenir en bonne santé. C'est aussi un organisme global qui a besoin de ressentir l'état de bonheur et l'absence de conflits graves, qui a besoin de visions et d'espoirs.

L'homme peut vivre des émotions comme la peur, la joie, la tristesse... Ces émotions le conduisent à trois humeurs de base : le malheur, l'indifférence et le bonheur. Ce sont des états plus ou moins intenses, plus ou moins passagers.

58. « Comment les jeux vidéos apprennent à nos enfants à tuer. » (Grossman, Blind & Pool, Ed. Jouvence)

Ces états de malheur ou de bonheur, on le sait maintenant, ne sont pas anodins, mais sont au contraire la source d'une santé resplendissante ou d'une maladie grave. Le malheur conduit à la pathologie par dépression, par baisse des défenses immunitaires. Le bonheur, lui, entraîne une amélioration de ces défenses, donne des yeux brillants, une vitalité soutenue, une meilleure résistance aux infections.

C'est la même chose pour une société. Son état d'humeur lui garantit - ou non - santé optimum, enthousiasme et créativité. Si les cellules-citoyennes vivent dans le malheur, dans des conditions matérielles ou politiques terribles, de proche en proche, l'humeur collective de l'Humanité résulte de la somme de ces états individuels. Ainsi certaines nations sont-elles désespérées, inquiètes ou en attente. Certaines, effrayées, élisent des hommes forts, censés les protéger et qui vont se révéler de terribles dictateurs. D'autres deviennent paranoïaques au dernier degré et n'ont qu'une solution pour supprimer leur angoisse : semer la guerre et la peur aux quatre coins de la planète, accuser l'autre civilisation de faire partie de l'Axe du Mal ou d'être un suppôt de Satan, alors qu'il suffirait simplement de faire un monde juste et de prendre en compte le droit de chacun à vivre paisiblement pour supprimer les causes du terrorisme ou de la guerre.

Il semble qu'aujourd'hui les groupes sociaux sereins et optimistes se raréfient à la surface du globe. Le changement climatique terrifie. Il est encore plus rapide et plus inquiétant que les prévisions les plus pessimistes ne l'avaient annoncé. Les perspectives du capitalisme n'ouvrent plus d'avenirs radieux. Les alternatives sont mises sous le boisseau par tous les pouvoirs en place. Le droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes est sans cesse bafoué pour ne pas affoler les marchés. L'avenir économique global apparaît terrifiant. Quelques individus restent viscéralement optimistes, mais l'humeur globale de l'espèce humaine est très sombre en ce moment. Tous les hypersensibles pressentent qu'un avenir terrible peut advenir. Nous sommes loin de l'état de bonheur nécessaire à notre créativité, celle qui a fait la gloire de notre espèce et permis sa marche en avant. Il est par ailleurs intéressant de constater que ce ne sont pas les pays les plus riches économiquement qui se disent les plus heureux, nouvelle preuve que la fixation sur les indices financiers n'a aucun sens. Ainsi, selon le 4^{ème} rapport annuel de l'ONU sur le bonheur mondial, le Japon n'est classé qu'au 53^{ème} rang alors que son PIB est le 3^{ème} de la planète.

*« À quoi sert-il d'avoir un PIB par tête très important si vous vivez dans un pays où la démocratie n'existe pas ? À quoi sert-il de vivre dans un pays riche si l'air que vous respirez est complètement pollué et si la majorité des habitants du pays voisin vivent dans le dénuement le plus complet ? »⁵⁹
(Pierre Le Roy, Directeur de GLOBECO⁶⁰)*

59. Du bonheur national brut à l'indice du bonheur mondial. <http://www.melchior.fr/>

60. GLOBECO, revue trimestrielle fondée en 1995, dont l'objectif est d'expliquer aux « décideurs » de notre pays les enjeux de la mondialisation : « Ce monde est de plus en plus mondialisé : la mondialisa-

Le désespoir qui hante le cœur de nos jeunes est particulièrement frappant quand on compare avec les générations précédentes. Nos adolescents se demandent s'ils auront encore une planète viable à parcourir, certains disent vivre déjà « en mode fin du monde ». Au mieux, ils savent que nous leur laissons un monde à demi dévasté, un véritable dépotoir, avec des océans de plastiques et des décharges nucléaires à ciel ouvert, au pire, que nous avons déjà détruit leur avenir, à trop surchauffer notre atmosphère.

✓ Si nous voulons survivre, il n'y a pas d'autre choix : l'économie doit enfin se mettre à gérer la demeure d'une manière humaine et apporter le bonheur à sa maisonnée. Seuls des indices basés sur le bien-être et le bonheur peuvent nous permettre d'ajuster notre économie globale pour le maintien en excellente santé de notre corps social planétaire.

✓ L'état de bonheur d'une société naît de la somme des bonheurs ou des bien-être individuels.

✓ L'état de bonheur de la population est l'indice prioritaire qui doit guider les décisions politiques.

✓ L'état de bonheur de la société et de bien-être de l'ensemble des êtres vivants est le but fondamental de la bioéconomie.

✓ Cet indice doit prendre en compte, au minimum et de manière non exhaustive :

- l'espérance de vie à la naissance (qui donne une idée de l'état sanitaire de la population du pays),
- le niveau d'instruction mesuré par la durée moyenne de scolarisation, l'éducation primaire universelle, la parité entre les sexes, l'alphabétisation et qualité de cette instruction.
- la condition enfantine (respect, protection contre la prostitution, les violences et le travail)
- l'accès à la contraception
- la pauvreté ou la richesse
- la possibilité d'accès aux ressources pour une vie décente
- la sécurité individuelle, le risque nucléaire civil et militaire
- l'égalité entre hommes et femmes
- la démocratie, les droits humains et des travailleurs, notamment syndicaux
- le niveau et la qualité de la vie
- la vie culturelle et l'état de l'intelligentsia
- la possibilité pour les artistes de vivre de leur art

tion est en marche, et rien ne pourra l'arrêter ; il faut donc l'organiser et l'humaniser pour qu'il s'agisse non d'une menace, mais d'un progrès ».

- l'état de l'environnement, la capacité le défendre ou le restaurer
- la part des ressources et énergies renouvelables
- le droit et la possibilité de participer aux décisions économiques et politiques. etc.

Il est sans doute difficile d'appréhender et de manier statistiquement ce que peut être « l'état de bonheur » et comment nous pourrions bien faire pour le « calculer ». Mais un questionnaire simple, que les citoyens peuvent remplir le jour d'une élection, renseignerait les gouvernements sur cet état et donc sur la politique à tenir. Citons par exemple :

- *Dans votre pays, vous sentez-vous heureux ou malheureux ?*
- *Êtes-vous optimiste ou pessimiste pour votre avenir ?*
- *Êtes-vous optimiste ou pessimiste pour de vos enfants et petits-enfants ?*
- *Êtes-vous optimiste ou pessimiste pour l'avenir de votre pays ?*
- *Êtes-vous optimiste ou pessimiste pour l'avenir de votre planète ?*
- *Êtes-vous satisfait de vos conditions de vie ?*
- *Sur quels points désirez-vous une amélioration des conditions sociales ?*

<i>Prioritairement</i>	<i>Secondairement.....</i>
------------------------------	----------------------------
- *Demandes :*

Les trois dernières questions ouvertes pourraient permettre d'avoir de véritables données sur les priorités des citoyens.

Nous pourrions, avec sagesse, suivre l'exemple du Bhoutan, qui a mis en place un indice humanisant : le **Bonheur National Brut** (BNB). C'est un indice englobant le PIB et l'IDH (Indice de Développement Humain). Il repose sur quatre piliers d'égale importance : la croissance et le développement économique, la conservation et la promotion de la culture, la sauvegarde de l'environnement et l'utilisation durable des ressources et la bonne gouvernance responsable.

14. Encourager financièrement les activités solidaires

Pour rester le plus vivant possible, un organisme doit avoir des comportements lui apportant bien-être et santé. Monsieur de La Palisse pourrait nous le dire. Pourtant, c'est tout le contraire dans la société moderne.

Concourant au bien-être général, les activités solidaires ou sociales sont méprisées par des salaires indécents. Les comportements les plus répréhensibles comme l'exploitation du corps d'autrui, la culture du pavot, la vente d'armes, etc. rapportent des sommes énormes. Les trafics en tout genre engrangent des profits colossaux. Or, les activités solidaires sont indispensables, tandis que les activités répréhensibles, elles, sont hautement toxiques à tous les niveaux de la société. Notre système économique actuel encourage pourtant en permanence les secondes par son fonctionnement même. Pour cela, sa structure s'est

adaptée année après année, au point qu'elle paraît maintenant impossible à dé-mêler. La possibilité de fabriquer des sociétés-écrans, par exemple, est une simple incitation à les utiliser : pourquoi s'en priver puisque tout est possible ? Équivalents à de véritables furoncles, les paradis fiscaux permettent tous les montages financiers. Les « affaires » sont étouffées dès qu'il s'agit de grandes entreprises ou de hauts politiciens. Certes, ce n'est pas nouveau, mais le nombre et l'importance des sommes n'ont jamais atteint de tels niveaux.

**Le « libéralisme » n'a plus aujourd'hui
qu'un seul credo, l'appât du gain, qu'une seule loi, le profit,
qu'un seul outil, l'austérité,
qu'une seule finalité, la mise en servage généralisée.**

Comment voudrions-nous que cela marche ? Comment pourrions-nous espérer que notre société sorte du chaos où elle s'enfonce chaque jour un peu plus ? Comment pourrions-nous exiger de nos jeunes des comportements sociaux acceptables, respectueux, avec constamment de tels modèles sous les yeux ? À longueur d'année, les cinéastes et les fabricants de jeux vidéo ne savent plus quoi inventer dans l'horreur, la violence et le mépris de toute Humanité... Les informations sont toujours centrées sur les événements négatifs. Les actualités montrent sans cesse de nouvelles affaires où les PDG sortent miraculeusement blanchis et des petites gens broyées. D'anciens ministres, qui ont fait de leur enrichissement personnel avec l'argent des citoyens un mode de vie, se présentent aux élections alors qu'ils auraient dû perdre leurs droits civiques à vie depuis longtemps. Pendant que des présidents européens, tranquillement, se donnent l'immunité, des militants syndicaux vont en prison, pour avoir tenté de sauver l'agriculture biologique contre la démence OGM. Les licenciements se comptent par milliers tandis que les grands patrons s'offrent des salaires et des parachutes en or massif. Etc... Etc...

Il faut être logique. Si nous voulons vivre dans un monde agréable, il faudrait commencer par vider nos poubelles.

L'organisme social doit inverser les choses, c'est-à-dire faire en sorte qu'il devienne **beaucoup, beaucoup, beaucoup, beaucoup plus intéressant** financièrement et socialement pour l'individu de se comporter en se respectant lui-même et son entourage, que d'adopter des conduites contraires à l'intérêt public. Cela paraît évident, pourtant nous faisons tout le contraire. La grille des salaires que nous pratiquons est une totale aberration : ce sont les métiers les plus utiles à leurs concitoyens qui sont les moins rémunérés ! Un exemple parmi d'autres, celui des enseignantes de l'école maternelle française : plus elles ont d'élèves, plus ils sont petits, plus ils demandent de patience et de tendresse, d'écoute et d'attention, plus ces enseignantes font d'heures et moins elles sont payées, ceci sans doute parce que c'est une profession majoritairement féminisée. N'est-ce pas une logique économique totalement à l'envers ?

Des exemples de ce genre, il y en a des milliers dans chaque pays... Les éboueurs débarrassent les villes de leurs déchets malodorants, travaillent la nuit, portent des centaines de kilos chaque semaine au mépris de leur dos, mais ils reçoivent un salaire dérisoire. Pourtant, quand ils sont en grève pendant quelques semaines, le citoyen s'aperçoit bien de leur extrême utilité. Pourquoi ne sont-ils pas payés en conséquence ? À l'identique, le milieu associatif, qui s'occupe des personnes handicapées, des enfants malades, de la restauration de l'environnement, ne reçoit souvent aucun salaire. Les gouvernements diminuent ou suppriment une à une les subventions des associations ou les contrats aidés. Vraiment, il y a quelque chose qui ne va pas.

**Si nous voulons d'urgence stopper notre décadence,
il faut arrêter nos encouragements aux comportements biocides
et valoriser sciemment les comportements biogéniques.**

Les salaires sont la meilleure mesure pour cette incitation positive. Psychologiquement, c'est très important : la reconnaissance sociale commence par la reconnaissance monétaire.

Par la loi, nous avons bien mis en place des minimums salariaux. Rien n'empêche, de mettre en place une grille de salaires en fonction de l'utilité sociale. Cette grille, bien entendu, est à décider démocratiquement, grâce à un vote multiple. Par référendum, établissons par exemple une grille de 1 à 10, 1 pour les activités les moins utiles ou les moins solidaires, et 10 pour les métiers les plus solidaires.

Ainsi, risquant gravement leur vie sur le front des incendies, les pompiers sont au service véritable de la collectivité : la reconnaissance par le salaire doit être en adéquation avec l'inestimable service qu'ils nous rendent et les risques incroyables qu'ils prennent. Les infirmières dont le travail demande également un dévouement, une grande qualité d'écoute et une technicité importante, qui supportent des risques de contamination, une fatigue importante, une station debout permanente, doivent être mieux payées que des voyageuses ou des agents immobiliers.

Il est donc nécessaire, pour encourager les comportements « socialement » utiles, que cet encouragement soit ajouté au salaire horaire de base. Ainsi un travailleur recevra pour une heure de travail 60 unités monétaires de base plus sa Prime ÉcoSociale. Cette prime peut être déterminée, entre autres, par les « critères de Holbecq ». Ces variables permettent de déterminer un complément au taux horaire de base pour une production en biens matériels ou immatériels⁶¹ :

61. Voir Annexe et bibliographie.

1. Utilité sociétale ou collective de la production
2. Pénibilité et dangerosité du travail (car pour que la société fonctionne, il existera encore assez longtemps la nécessité de réaliser des travaux pénibles, ou insalubres, ou plus fatigants que d'autres)
3. Âge de la personne (à travail strictement égal, la tâche est plus pénible à un homme de cinquante qu'à un homme de vingt ans), ceci d'ailleurs correspond à l'ancienneté, qui doit être cumulée, non sur le dernier emploi, mais sur la carrière globale du travailleur
4. Gain écologique pour l'ensemble de la société
5. Demande plus ou moins grande de ce métier (si personne ne veut faire tel travail, la demande sera très forte, le métier sera mieux payé)
6. Niveau de formation
7. Compétence particulière reconnue
8. Productivité artisanale ou artistique
9. Heures supplémentaires
10. Adaptation aux besoins locaux
11. Part des bénéficiaires de l'entreprise qui revient au salarié

Les « coefficients » attachés à chacune de ces variables devront faire l'objet, préalablement à leur détermination, d'un large débat de société réunissant des économistes, des politiques, des syndicalistes, des sociologues, des représentants associatifs, etc.

15. Le Revenu Citoyen Vital et le Revenu d'Activités

Ce qui est le plus terrible dans le système économique actuel c'est de voir que, malgré d'immenses richesses nationales, malgré la présence de fortunes privées incalculables, des milliards d'individus n'ont pas de quoi simplement survivre. Le capitalisme justifie cela par de savants calculs mathématiques, remettant à la sagesse du Dieu Marché un traitement de ce problème par une auto régularisation qui, évidemment, n'aura jamais, jamais, jamais lieu, *puisque l'injustice est justement* ce qui permet de faire fonctionner et perdurer son mécanisme. La « théorie » voudrait qu'il faille arroser de milliards et de milliards les plus riches afin que ceux-ci, débordants et bienveillants, « ruissèlent » comme un génie salvateur sur les « gens qui ne sont rien ». Évidemment, cela n'a jamais marché et ne marchera jamais.

Pour éviter la déflagration sociale, les États mettent en place ça ou là quelques aides, revenus minimums, indemnités chômage, allocations familiales, crédits d'impôts, aides à la rentrée scolaire, prêts et bourses aux étudiants, congé parental, allocation de ci ou de ça... mais rien au plan global qui permettrait à chaque citoyen de la Terre de combler ses besoins vitaux de base dans la dignité. Quand elles sont assez chanceuses pour vivre dans un pays qui en dispense des aides, pour en obtenir, les personnes en détresse sociale sont obligées de quémander, de pleurer, alors qu'il est pourtant légitime de partager dans une société normalement civilisée.

Le capitalisme pleure à l'idée de déboursier le moindre centime pour le social, comme une perte insupportable, comme un gaspillage inadmissible, alors que **l'entraide est l'essence même des relations humaines.**

**À partir du moment
où l'on ne considère pas le facteur humain en économie,
c'est bien signe que cette économie
a complètement perdu le sens de sa mission,
qu'elle est devenue « extra-terrestre » en quelque sorte.**

Une cellule-humaine, comme n'importe quelle autre cellule est très très très importante : c'est peut-être elle qui détient les clefs de la survie future de l'Humanité. Elle est susceptible de trouver un vaccin pour sauver la population d'un virus destructeur, d'alerter sur la venue d'un météore exterminateur ou de concevoir la composition d'une énergie inépuisable et non polluante. Chaque cellule est donc à protéger comme une pierre précieuse tout comme chaque groupe social.

Dans le cas extrême, si de nombreuses cellules meurent en même temps, d'une pénurie grave et prolongée en oxygène et nutriments, nous encourrons une gangrène, une défaillance organique irréversible ou un infarctus.

Le risque vital est maximal pour le corps entier, car il peut perdre là une richesse hormonale ou fonctionnelle indispensable. Il est donc essentiel que chaque cellule puisse en permanence accéder à ce dont elle a besoin pour vivre. Donc toutes, quelles qu'elles soient, ont besoin d'un revenu minimum.

Une cellule reçoit une dose vitale d'oxygène pour son fonctionnement basique même si elle n'est pas en activité, sinon elle meurt. Sa survie est nécessaire pour un travail futur, pour que le corps puisse fuir ou se défendre, pour l'instant où le corps aura vitalement besoin de ses services. Quand elle est en activité, elle reçoit une dose supplémentaire d'oxygène pour son travail actif, en plus de sa dose vitale basique. Le Revenu Total en oxygène (dose vitale + dose supplémentaire d'activité) permet à chacune de vivre soit en fonctionnement basique soit en fonctionnement actif (effort musculaire, production de chaleur, production endocrine, etc.).

De même, un individu doit recevoir **un Revenu Citoyen Vital et un Revenu d'Activités**. Comme dans un corps vivant, certaines cellules-citoyennes travaillent moins que d'autres, certaines travaillent à certaines périodes uniquement, d'autres ayant longtemps travaillé ont besoin de se reposer.

Ceci est parfaitement justifié par la biologie.

Regardons une Femme se promener au bord d'un chemin. Les barbelés n'existent pas, naturellement. Déméter, la déesse des moissons, a fait pousser pour le bonheur de tous de magnifiques arbres fruitiers. Des abricots caressés par le soleil, dorés, parfumés, mûrissent tranquillement. La Femme tend la

main. Avec délicatesse, elle porte le fruit à sa bouche et s'en régale. Elle ingère les sucres du fruit, ses vitamines, des minéraux. Après une digestion facile, le sucre et les principes vitaux du fruit vont circuler dans tout son organisme, apportant à celui-ci l'énergie et la vitalité dont il a besoin.

La nature lui a offert un merveilleux dessert. Pour qu'elle puisse le décrocher de l'arbre et que cette matière première (le fruit) se transforme en produits finis (les sucres et les oligo-éléments assimilables qui vont enrichir son patrimoine corporel), certaines de ses cellules ont dû accomplir un effort particulier. Les cellules des muscles du bras se sont contractées, celles des muscles des mâchoires et de la langue ont mâché le fruit, celles de la gorge ont acheminé le fruit vers l'estomac. Lequel a commencé la digestion, suivi par l'intestin grêle... Bref, c'est un long et intéressant voyage pour qu'à la fin l'objet « cellulofracturé » soit transformé en petites briques élémentaires assimilables, les « nutriments de l'abricot », et qu'il devienne une véritable richesse pour la collectivité globale des cellules. Verrions-nous la main revendiquer une quantité deux cents fois supplémentaire de sang, pour avoir été la toute première à toucher l'abricot ? Absurde n'est-ce pas ? Son salaire, pour avoir décroché le fruit, consiste en sa part de fructose et de sels minéraux, celle qui lui est nécessaire pour accomplir sa fonction basique habituelle **plus sa juste part de sang pour l'effort musculaire fourni précisément pour cet acte, la préhension du fruit.**

Chaque cellule, pour sa peine, a reçu sa part de salaire nécessaire à l'action précisément accomplie (l'énergie supplémentaire) et sa part de la richesse collective ainsi créée (l'oxygène transporté par les globules rouges, les nutriments...). **Mais le reste du corps, qui n'a pas travaillé directement à la transformation de l'abricot, reçoit AUSSI une part de cet abricot (la richesse publique), puisqu'il va recevoir automatiquement une part des nutriments circulants.**

Si cela paraît totalement opposé à toutes les habitudes de pensée de notre monde, c'est au contraire d'une logique biologique irréfutable. Riche de ces nutriments, le reste du corps peut accomplir d'autres fonctions nécessaires à la survie du corps, fonctions susceptibles d'être mises à contribution en cas de nécessité ou de danger, sur le moment même ou un peu plus tard. **Ce n'est donc pas uniquement les cellules concernées qui ont reçu un salaire organique, mais bien L'ENSEMBLE DU CORPS, condition essentielle pour qu'il puisse répondre sans défaillance à toutes les circonstances qui pourrait le mettre en péril.**

✓ Pour qu'une nation puisse survivre, il faut que tous ses membres, ses organes, ses infrastructures soient constamment en bon état de fonctionnement, prêts à répondre aux défis posés.

✓ **La richesse produite doit donc revenir aux cellules citoyennes actives et à l'ensemble des autres cellules par le biais d'un revenu citoyen de base. C'est ce revenu qui permet aux organes de l'État d'être en mesure de remplir leur mission, quoi qu'il arrive.**

✓ **Un Revenu Citoyen Vital est donc la base évidente d'un fonctionnement vital performant.**

✓ **Les citoyens reçoivent un Revenu Citoyen Vital (RCV) et un Revenu d'Activités (RA)**

✓ **Pour l'ensemble des produits manufacturés, les citoyens doivent donc recevoir un salaire correspondant à leur travail et À LA PART DE RICHESSE COLLECTIVE que ces objets manufacturés représentent pour la nation.**

✓ **Le Revenu Citoyen Vital correspond à cette partie de richesse collective.**

Examinons par une illustration négative ce que peut entraîner l'absence d'un revenu citoyen vital. La nation X est très performante dans la fabrication de matériels électroniques, ce qui lui assure un important PIB et un niveau de vie appréciable. Dans la logique « moderne », seuls ceux qui ont travaillé à cette industrie doivent en toucher des bénéfices. Quelques agriculteurs, performants, nourrissent l'ensemble de la population, mais ils n'ont pas le droit à avoir une part de cette richesse collective. Si une terrible et interminable sécheresse intervient, les agriculteurs, n'ayant pas touché cette part, n'ont aucun volant de secours et sont ruinés, leurs plantes desséchées sur pied. Les uns après les autres, ils sont obligés d'abandonner leurs champs et de poser leurs outils... et il n'y a plus personne pour nourrir la nation X, qui se retrouve pieds et poings liés à un pays voisin, qui, n'ayant pas eu elle de sécheresse, pourra vendre ses denrées des prix exorbitants, ce qui ruinera notre nation non solidaire.

✓ **Nous voyons donc qu'un revenu citoyen permettant d'assurer les besoins fondamentaux de tous est non seulement logique, mais indispensable pour assurer la cohésion biologique sociale.**

✓ **Ce maintien en cohésion du corps social ne peut se faire, constamment, que par une péréquation globale des richesses, chaque secteur d'activités étant susceptible à un moment ou à un autre d'avoir une fonction à accomplir, nécessaire à la survie de l'organisme global.**

✓ **Le Revenu Citoyen Vital n'est donc pas un vœu pieux, une proposition utopique, mais au contraire une logique de survie irréfutable.**

De plus, puisque nous sommes citoyens d'un État, nous sommes propriétaires des ressources renouvelables du territoire de cet État, des progrès qui s'y sont accomplis, des savoirs issus de nos pères et mères et de la monnaie circulante. Les biens de la nation sont dus au travail et aux impôts des personnes qui nous ont précédées. Les technologies ont été mises au point grâce aux investissements de nos parents, qui ont permis recherche et développement, via l'impôt. La capacité productive d'une société est donc le résultat de tout le savoir scientifique et technique accumulé par les générations passées. Ainsi les fruits de ce patrimoine doivent profiter à l'ensemble des héritiers de ces anciens, sous la forme d'un revenu de base inconditionnel.

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que les services sociaux nécessaires ». (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : Article 25)

Au-delà de cet idéal bienveillant qui n'a jamais été atteint, il s'agirait peut-être de s'y mettre, juste par pure logique économique et par logique surviva- liste ! Le Revenu Citoyen Vital doit être d'un montant suffisant pour permettre l'acquisition des biens de première nécessité utiles au respect de soi-même et au rôle de citoyen. Il permet, comme le plein-emploi, l'objectif de pauvreté zéro. Les individus sont égaux en droits, le RCV est donc inconditionnel. Le montant est égal pour tous. Cumulable avec des revenus de travail ou d'autres res- sources, l'ensemble permet de participer à la circulation monétaire par l'achat de biens et de services, pour la prospérité de tous.

Le Revenu Citoyen Vital remplace tous les systèmes d'aide actuels, mis en place petit à petit pour régler un problème universel, celui de l'accès aux biens fondamentaux. Il restaure la dignité des personnes, aujourd'hui dans l'obligation de quémander. Il annule l'énorme coût social de la misère.

Contrairement à ce que l'on pourrait dire, ces mesures ne coûtent rien, car leur financement se retrouve dans l'économie réalisée sur le traitement des problèmes, puisque ces problèmes sont supprimés à la racine par la prévention.

***Comment financer le revenu citoyen ?** Ce qui coûte cher c'est de laisser les talents en friches ; c'est l'exclusion, la pauvreté. Mais le manque d'intel- liguence et de leadership politiques et la comptabilité gouvernementale ar- chaïque (par exemple le calcul du PIB, dans lequel entrent les dégâts d'une marée noire ou d'une tempête) ne tiennent pas compte des coûts cachés provoqués par l'absence du traitement intelligent des problèmes d'exclusion d'aujourd'hui lesquels se traduiront par des coûts réels décuplés dans les années futures. Il faut rompre avec l'image simpliste du gâteau à partager, car l'élimination de la pauvreté, la fin de la précarité, l'éducation, la santé, le logement ont justement cette faculté de grossir le gâteau, si bien que tous auront plus en fin de compte.*

L'amélioration de la position des mal lotis n'implique pas nécessairement la détérioration de la position des biens nantis. Le programme de revenu citoyen s'autofinancerait probablement, si l'on veut bien calculer correctement en soustrayant le coût des multiples programmes actuels qui seraient remplacés, les recettes fiscales découlant de l'activité économique supplémentaire (relance de la consommation) occasionnée par le revenu citoyen et les coûts indirects de l'exclusion. Il entraînera une hausse dans la demande de biens essentiels. Il permettra aussi une croissance remarquable des activités non marchandes qui ont une valeur économique certaine même si la comptabilité nationale ne les codifie pas comme du travail. (André-Jacques Holbecq)

Le Revenu Citoyen Vital, ainsi que les autres revenus vitaux sont financés en partie par la Taxe BioÉcoSociétale (TBES) et par la création monétaire. À leur tour, ces revenus sont dépensés en biens et en services, et alimentent les taxes bioéconomiques. Le Revenu d'Activités se cumule au RCV. Personne n'a intérêt à demeurer inactif afin de recevoir ce seul minimum vital, alors que grâce à un fonctionnement social bioéconomique, chacun peut trouver une activité épanouissante, bien rémunérée et utile.

✓ **Le Revenu Citoyen Vital (RCV) est un revenu de base inconditionnel attribué à tous les citoyens dès leur naissance, progressif avec l'âge jusqu'à la majorité, sans aucune condition de statut familial ou professionnel.**

✓ **Les jeunes cellules-souches humaines ont des besoins vitaux : un RCV proportionnel à leurs besoins, donc à leur âge, doit leur être accordé.**

✓ **L'éducation et le soin des jeunes enfants étant primordiaux dans une société évoluée, le parent qui le désire peut recevoir un Revenu Complémentaire d'Éducation (RCE) en plus de son Revenu Citoyen Vital pour s'occuper de ses jeunes enfants.**

✓ **Si besoin, les étudiants peuvent recevoir eux un Revenu Complémentaire d'Instruction (RCI) pour s'instruire, afin de ne pas avoir à travailler en même temps que leurs études.**

✓ **Les personnes malades ou handicapées reçoivent un complément au Revenu Vital, le Revenu Complémentaire de Handicap (RCH).**

✓ **Le Revenu d'Activité (RA) est remplacé par le Revenu Complémentaire de Retraite (RCR), pour les personnes âgées.**

16. Conclusion du livre II

Nous avons donc pu voir combien l'argent est devenu pathologique, en ce début du XXI^{ème} siècle. Alors que, fondamentalement, **il n'est que la trace et la possibilité d'un échange**, il devient, avec les effets pervers du fonctionnement « libéral », un véritable paradoxe, une chose folle, un outil asservissant.

D'un côté, l'argent n'est rien du tout. Une illusion.

Un mirage fluctuant. Un truc de prestidigitateur.

Je peux parfaitement acheter trois kilos de tomates avec un vulgaire morceau de photocopie, un faux billet, pourvu que le vendeur ne s'en aperçoive pas. Cette fausse monnaie, tranquillement, peut servir de nombreuses fois.

Banquier, je prête de l'argent que je ne possède pas dans mes coffres.

Consommateur, il m'est possible d'acquérir un canapé avec des économies que je n'ai pas encore mises de côté.

Milliardaire, je ne sais même pas quoi faire de ma fortune.

Boursicoteur, je peux en une minute engranger ou perdre des millions.

Actionnaire, mon portefeuille d'actions gonfle ou dégonfle comme un ballon, au gré des humeurs de la bourse.

Ouvrier, je peux perdre en une minute mon emploi et mon outil de travail pourtant largement bénéficiaire.

Patron, mon entreprise parfaitement opérationnelle est susceptible de perdre les trois quarts de sa valeur, lors d'un krach boursier.

Retraité, je peux perdre en quelques clics informatiques les économies de toute une vie et ma retraite chèrement payée.

Citoyen, ma monnaie étatique peut s'effondrer ou dominer les autres, au gré de l'hystérie boursière...

Producteur de cacao, je peux vivre de ma culture ou sombrer dans la misère, au fil des fluctuations du marché des matières premières.

Etc.....

Cet argent n'est donc rien.

Rien.

Et, en même temps, ce « rien » est tout...

Car, si je n'ai pas ce « rien », je sombre dans la misère, je ne peux me procurer un toit et je ne peux me soigner.

À cause de ce « rien », les pays du Tiers Monde, ayant pourtant remboursé plusieurs fois leur dette, continuent cependant à payer un argent qui n'est que virtuel.

À cause de ce « rien », chaque minute, des êtres sont humiliés, exploités, prostitués, pollués.

Si nous voulons enfin passer de l'économie de mort à une économie de Vie, c'est ce paradoxe qu'il faut casser, d'urgence : il n'est plus possible que cet argent vital manque ou soit « n'importe quoi ». Ce sont nos grands-mères qui avaient raison avec leur sagesse et leur bon sens populaire quand elles disaient :

« Un sou est un sou ».

« Si on n'a pas, on ne prête pas ».

« Un sou payé est un sou enfui ».

« Si on ne peut pas rembourser, on n'emprunte pas ».

« Un sou ne peut être dans deux bourses à la fois ».

« Les bons comptes font les bons amis ».

« Rien de plus éloquent que l'argent comptant ».

Elles avaient compris que l'argent était un objet fini, inébranlable, inaltérable, correspondant à de la sueur, à de la peine, à de la fatigue, à du temps. Elles connaissaient le prix et le sens du travail, et savaient sa correspondance naturelle avec l'argent. C'est cette sagesse, cette évidence, que nous devons retrouver de toute urgence.

Fin du Livre II

(...)

**Si une majorité d'entre nous prend conscience
que nous vivons dans un monde féodal,
avec un système économique organisé
pour drainer tout l'argent des plus pauvres
vers quelques familles fortunées,**

**si nous parvenons à unir nos forces
pour exiger des lois bioéconomiques,**

**si nous arrêtons d'alimenter l'appétit insatiable
du monstre consumériste,**

**si nous élisons de décideurs politiques
soucieux du bien-être de l'Humanité
et non pas serviteurs du sommet de la pyramide,**

**alors il n'y a aucune raison que nous ne puissions enfin avoir
un système économique et social plus harmonieux.**

(...)

S'il vous en plait, partager le modèle décrit dans ce livre, imaginer chaque jour ce que sera notre monde avec quelques changements : plus nous serons nombreux à l'espérer, à le dessiner, à l'imaginer en détail, à l'approfondir, à lui donner corps, à transmettre la connaissance, plus vite un monde plus doux et plus juste adviendra pour nous, pour nos enfants et pour tous les êtres sensibles de notre si belle planète.

Il n'a pas été possible de mettre le reste du livre ici,
 car ce fichier PDF aurait été trop lourd
 et n'aurait pas pu passer par les messageries,
 mais si la suite de ce livre vous intéresse,
 si vous voulez comprendre
 ce qu'il y a dessous les mythes de l'économie dominante,
 si vous voulez voir toutes les propositions de la bioéconomie...
 vous trouverez ce texte en entier dans sa version papier,
 à commander dans n'importe quelle librairie
 ou sur quelques vendeurs en ligne,
 ou peut-être dans certaines bibliothèques universitaires.

Voici le sommaire des Livres III et IV :

Intermède.....	153
Livre III. Mythes de l'économie dominante et contre-propositions bioéconomiques.....	157
1. « Il faut gérer l'État en bon père de famille ».....	157
2. Le mythe de la Croissance.....	158
3. « Il faut augmenter notre natalité ».....	164
4. Le mythe du Développement Durable et du Progrès.....	167
5. « Les matières premières ont un coût ».....	169
6. Une étrange « libre » concurrence.....	172
7. « Il faut baisser les coûts de production... » ou une logique de pénurie au lieu d'une logique de surabondance.....	175
8. « Les marchés sont transparents ».....	179
9. « La mondialisation va apporter la prospérité à tous ».....	181
10. « Le « libéralisme » offre la liberté à l'homme ».....	184
11. « Le « libéralisme » est naturel ».....	186
12. « Le « Libéralisme » offre un accès à la médecine pour tous ».....	189
13. « L'entreprise est la seule source des richesses de la nation ».....	193
14. Fausse et vraie richesse.....	195
15. « Nationaliser serait une folie absolue ».....	197
16. Beaucoup plus de fonctionnaires au contraire !.....	200
17. « L'état doit vendre ses entreprises et ses aéroports ».....	204
18. L'entreprise et les charges patronales.....	205
19. Le chômage : un vrai-faux problème créé de toutes pièces.....	207
20. Autre faux problème : des retraites toujours plus étriquées.....	210
21. « Il faut travailler plus, diminuer le temps libre et les vacances ».....	214
22. « La Terre nous appartient ».....	218

Livre IV. Propositions bioéconomiques	223
1. Politique de survie et unité Locale de Vie	223
2. Se préparer à l'effondrement monétaire.....	224
3. Le travail bénévole, le travail associatif.....	226
4. L'art.....	227
5. L'éducation.....	229
6. L'invention.....	232
7. Une interaction harmonieuse avec notre environnement : ressources et politique énergétique.....	235
8. L'énergie en général.....	237
9. Cas particulier de l'énergie nucléaire.....	241
10. La privatisation de l'énergie	244
11. L'énergie grise	245
12. Les transports	246
13. La publicité	250
14. L'habitat.....	254
15. La santé, l'alimentation	258
16. L'élevage industriel, l'agriculture, la pêche.....	259
17. L'eau.....	265
18. Une politique de paix	269
Conclusion. Sortir de la démente : d'un monde « libéral » à un monde libéré.	281
Postface	295
Tous mes remerciements chaleureux	299
Annexes	301
Annexe 1. L'utilité sociétale de la production, en biens matériels ou immatériels	301
Annexe 2. Tour de passe-passe avec l'argent.....	303
Annexe 3. Le mécanisme de la dette.....	304
Annexe 4. La Simplicité Volontaire (SV).....	307
Annexe 5. J'accepte le contrat tacite de notre monde libre	307
Annexe 6. Les véritables comptes du « libéralisme ».....	310
Bibliographie.....	315

Bibliographie

- ALEXIEVITCH Svetlana : « *La supplication. Tchernobyl, chroniques du monde après l'apocalypse* », Jean-Claude Lattès, Paris, 1998.
- ALLAIS Maurice : (prix Nobel d'économie 1988) « *La crise mondiale aujourd'hui* », Clément Juglar, Paris, 1999.
- ANGER Didier : « *Nucléaire : la démocratie bafouée, La Hague au cœur du débat* », Yves Michel, Gap, 2002.
- ARNAULT Bernard & MESSAROVITCH Yves : « *La passion créative.* », Plon, Paris, 2000.
- ARTAC (Association française pour la Recherche Thérapeutique Anti-Cancer) : « *Appel De Paris* » à l'UNESCO, 2004.
- ATTAC Association : « *Une autre Europe pour une autre mondialisation* », Luc PIRE, Namur, 2001.
- ATTALI Jacques, propos recueillis par SALOMON Michel : « *L'Avenir de la vie* », Seghers, Paris, 1981, p.268-274.
- AUNAC Pierre : « *Une économie au service de l'homme* », L'Harmattan, Paris, 2001.
- BARTLETT Albert : « *Arithmétique, population et énergie* », Université du Colorado, Global Public Media, 2003.
- BELBEOCH Roger & Bella : « *Sortir du nucléaire, c'est possible avant la catastrophe* », L'Esprit frappeur, Paris, 1998.
- BERNARD Michel & CHARTRAND Michel : « *Manifeste pour un revenu de citoyenneté* », l'Aut'Journal, 1999.
- BRESSON Yoland : « *Le Revenu d'Existence ou la Métamorphose de l'Etre Social* », L'esprit frappeur, Paris, 2000.
- BRESSON Yoland : « *Une clémente économie : au-delà du revenu d'existence* », L'esprit frappeur, Paris, 2008.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL : « *Child Labour Surveys, results of methodological experiments in four countries* », 1992.
- CFIA (Centre des femmes d'ici et d'ailleurs) : « *Guide de mise sur pied d'un réseau d'échange de services* », (514) 495-7728, Montréal, juin 1997.
- CHEYNET Vincent : « *Pub, la machine à casser* », Dossier de Casseurs de pub, Lyon, 2003.
- CLERC Loly : « *Je dépense donc je suis !* », J'ai Lu, 1994.
- CLUB DE ROME : « *Quelles limites ?* », Réponses de D.H. Meadows, le Club de Rome et Georg Picht, Le Seuil, Paris, 1974.
- COLBORN Theo, DUMANOSKI Dianne & MYERS John Peterson : « *L'homme en voie de disparition ?* », Terre Vivante, Mens, 1998.
- COLLECTIF : « *L'argent : monnaie de singe ? Monnaie de sage ?* », Colloque l'argent au III^{ème} millénaire, Le Souffle d'or, Gap, 1996.
- COOPÉRATION GLOBALE POUR UN MONDE MEILLEUR : « *Vision d'un monde meilleur* », (Publication parrainée par l'Unesco), Brahmakumaris World Spiritual University, Madhuban, 1992.
- DARNIL Sylvain & LE ROUX Mathieu : « *80 hommes pour changer le monde : Entreprendre pour la planète* », éditions Jean-Claude Lattès, Paris, 2005.
- DELORME Jacques : « *Simplicité volontaire et vie de famille : vivre ses valeurs et respecter les besoins de ses enfants* », Colloque du RQSV tenu à Montréal, printemps 2003.
- DERRUDER Philippe : « *Les Aventuriers de l'abondance* », Gap, 1999.

DE SAINT-EXUPÉRY Antoine : « *Terre des hommes* », Éditions Folio, Paris, 1938, Grand Prix du roman de l'Académie française et National Book Award (USA), 1939.

DOMINGUEZ Joe & ROBIN Vicki : « *Votre vie ou votre argent ?* », Logiques, Montréal, 1997.

DRAKE John D. : « *Ralentir - Travailler moins, vivre mieux* », Écosociété, Montréal, 2001.

DUBOIN Marie-Louise : « *La grande relève* », N°103, <http://www.economiedistributive.fr/La-Grande-Relève>, Le Vésinet, 2006.

DUMONT René : « *L'utopie ou la mort* », Le Seuil, Paris, 1973.

EHRlich Paul R. : « *La bombe P. 7 milliards d'hommes en l'an 2000* », Fayard, Les Amis de la Terre, réédition J'ai Lu, Paris, 1972.

EISENHOWER Dwight D. : « *Discours sur les relations futures entre les États-Unis, la Communauté Européenne de Défense (CED) et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)* », Archives Nationales du Luxembourg, 1953.

ELGIN Duane : « *Voluntary Simplicity* », Bantam Books, London, 1981.

EVEN Louis : « *L'île des naufragés* », ainsi que ses textes, sur Internet ; « *Pour régler le problème de la pauvreté* », revue Vers Demain, août-septembre 2002 ; « *Sous le signe de l'abondance, une conception nouvelle de l'économie : crédit social* », autoédition 1946, réédition actualisée en 1988.

FACTEUR 4 : « *Deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources* », Terre Vivante, Mens, 1997.

FLAMENT Jean-Marc : « *Le Robin : la garantie d'une société plus humaine* », L'aube des temps nouveaux, 1998.

FORRESTER Viviane : « *L'horreur économique* », Fayard, Paris, 1996.

FROMM Erich : « *Avoir ou être ?* », Du Rocher/Laffont, Paris, 1978.

FUKUOKA Masanobu : « *La révolution d'un seul brin de paille. Une introduction à l'agriculture sauvage* », Guy Trédaniel, Paris, 1983.

GÉLINAS Jacques B. : « *La globalisation du monde, laisser faire ou faire ?* », Écosociété, Montréal, 2000.

GEORGESCU-ROEGEN Nicholas : « *La décroissance. Entropie-Écologie-Économie* », Sang de la Terre, Paris, 1995.

GOLDSMITH Édouard & al. : « *Changer ou disparaître* », Plan (The Ecologist), Fayard, Paris, 1972.

GOLDSMITH Édouard & HILDYARD Nicholas : « *Rapport sur la planète terre* », Stock, Paris, 1990 ; « *Le défi du XXI^e siècle. Une vision écologique du monde* », Le Rocher, Paris, 1994.

GRIMM Hans-Ulrich : « *Arômes dans notre assiette, la grande manipulation* », Terre Vivante, Mens, 2004.

GROSSMAN Dave A., Blind René & Pool Michael : « *Comment les jeux vidéos apprennent à nos enfants à tuer* », Édition Jouvence, Genève, 2003.

GRUBER Herbert & Astrid : « *Construire en paille aujourd'hui* », Terre Vivante, Mens, 2003.

HAWKEN Paul : « *L'économie de marché* », Le souffle d'Or, Gap, 1997.

HOLBECQ André-Jacques : « *Un regard citoyen sur l'économie* », ed. Yves Michel, Gap, 2002.

HOLBECQ André-Jacques : « *Une alternative de société : l'écosociétalisme* » (préface de Patrick Vive-ret), ed. Yves Michel, Gap, 2005.

HOLBECQ André-Jacques & Philippe Derudder : « *Les 10 plus gros mensonges sur l'économie* », éd. Dangles, Escalquens, 2007.

HOLBECQ André-Jacques & Philippe Derudder : « *La dette publique, une affaire rentable* » (préface d'Étienne Chouard), éd. Yves Michel, Gap, 2008.

HUGO Victor : « *L'Homme qui rit* », Albert Lacroix, Bruxelles, 1876.

HUXLEY Aldous : « *Brave New World* », Chatto and Windus, London, 1932.

- ILLICH Ivan : « *Énergie et équité* », Seuil, Paris, 1975.
- INSTITUT POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE : « *Indicateurs pour un développement durable* », n° 98-4, sept.-oct. 1998.
- JACQUARD Albert : « *Cinq milliards d'hommes dans un vaisseau* », Seuil, Paris, 1987.
- JACQUARD Albert : « *Voici le temps du monde fini* », Le Seuil, Paris, 1991.
- JACQUARD Albert : « *J'accuse l'économie triomphante* », Calmann-Lévy, Paris, 1994.
- KENNEDY Margritt : « *Libérez l'argent des taux d'inflation et de l'intérêt* », Vivez Soleil, Thônex, 1996.
- KLEIN Naomi : « *No logo - La tyrannie des marques* », Leméac/Acte Sud, Arles, 2001.
- KRUISSEL Patric : « *Imaginer une autre société* » Dossier d'analyse et de réflexion sur le chômage. », Association pour l'Économie Distributive, Le Vésinet, 2003, <http://economiedistributive.free.fr/>
- LAFARGUES Paul : « *Le droit à la paresse* », Réfutation du droit au travail de 1848, sur Internet.
- LANGLOIS Richard : « *Pour en finir avec l'économisme* », Boréal, Montréal, 1995.
- LATOUCHE Serge : « *La déraison de la raison économique* », éd. Albin Michel, Paris, 2001.
- LE BERRE Nicolas & QUEINNEC Hervé : « *Soyons moins lait* », Terre Vivante, Mens, 2000.
- LÉCUYER Philippe (sous la direction de) : « *Guide des alternatives, France et Belgique. 12 000 références et adresses pour sortir de la pensée unique* », Fraysse, Monclar-de-Quercy, 1998.
- LÉVI-STRAUSS Claude : « *L'origine des manières de table* », Mythologiques ***, VII, 3, Plon, Paris, 1968.
- LOVELOCK James E : « *La Terre est un être vivant. L'Hypothèse Gaïa* », Réédition : Flammarion, Paris, 1993 ; « *Les âges de Gaïa* », Robert Laffont, la Fontaine des sciences, Paris, 1990.
- MAMOU-MANI Alain : « *Au-delà du profit. Comment réconcilier Woodstock et Wall Street* », Albin Michel, Paris, 1995.
- MARTIN-PECHEUX Marie : « *Embarquement pour Citerre* », Édition Interkeltia, Jouy-en-Josas, 2009 ; Réédition Copali, Paris, 2018.
- MARTIN-PECHEUX Marie : « *Manifeste du Citerrien* », <http://solutions-bio-economie.net>, 1996.
- MELCHIOR Arne & GRINSRUD Bjørne : « *Child labour and international trade policy* », O.C.D.E.-D.N.M.E, Cornell University, 1996.
- MONGEAU Serge : « *La simplicité volontaire, plus que jamais...* », Écosociété, Montréal, 1998.
- NOZICK Marcia : « *Entre nous, rebâtir nos communautés* », Écosociété, Montréal, 1995.
- OÏKOS Association : « *Les clés de la maison écologique* », Terre Vivante, Mens, 2009.
- ORGANISATIONS des NATIONS UNIES : « *Rapport mondial sur le développement humain* », 1998.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL : « *Le travail des enfants : L'intolérable en point de mire* », Rapport de mars 1997.
- PALAST Gregory : « *Damnés en quatre temps, avec le FMI, Chronique sur Stiglitz* », The Guardian, London, 2001.
- PARADIS France : « *Le petit paradis (Tout ce que vous devez savoir pour vivre bien avec presque rien)* », de l'Homme, Montréal, 1995.
- PEARSON David : « *Architecture naturelle en quête du bien être* », Terre Vivante, Mens, 2003.
- PELT Jean-Marie : « *Le tour du monde d'un écologiste* », Fayard, Paris, 1990.
- PERKINS John : « *Les confessions d'un assassin financier - Révélation sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis* », Alterre, 2005.
- RABHI Pierre : « *Parole de Terre* », récit didactique, Albin Michel, Paris, 1996.

RABHI Pierre : « *Manifeste pour des Oasis en tous lieux* », ouvrage collectif, Association Colibri, Paris, 1997.

RABHI Pierre : « *Pour une sobriété heureuse* », Actes Sud Editions, Arles, 2013.

RAMASSAMY Dominique : « *Et si nous faisons un monde « meilleur ?* », autoédition, 1998.

RAMONET Ignacio : « *Nouveaux pouvoirs, nouveaux maîtres du monde* », Fides, Genève, 1996.

REEVES Hubert : « *Biodiversité : une protection nécessaire* », dépliant à destination du public, édité par la Ligue ROC, Paris, 17 février 2004.

RIBANT Bruno : « *La Vie au centre, pour une culture biocentrique* », Édition du Rocher, Paris, 2005.

RICUPERO Rubens, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : « *Cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce* », 2003.

ROBERTS Richard : « *El fármaco que cura del todo no es rentable* » (*Le médicament qui guérirait tout ne serait pas rentable*), La Vanguardia, juillet 2007.

SAINT-JAMES Elaine : « *La vie simple, mode d'emploi* », First Editions, Paris, 1998 ;

SAINT-JAMES Elaine : « *Simplifiez votre vie : 100 idées pour ralentir votre rythme de vie et profiter de l'essentiel* », Fides, Genève, 1999.

SALOMON Thierry & AUBERT Claude : « *Fraicheur sans clim', le guide malin des solutions écologiques* », Terre Vivante, Mens, 2004.

SALOMON Thierry & BEDEL Stéphane : « *La maison des [néga]watts, le guide malin de l'énergie chez soi* », Terre Vivante, Mens, 1999.

TERRASSON François : « *La peur de la nature. Au plus profond de notre inconscient, les vraies causes de la destruction de la nature* », Sang de la Terre, Paris, 1988.

UNESCO : « *Éducation for all : achieving the goal* », stat.doc., Mid-decade Meeting of the International Consultative Forum, Paris, 1996.

UNICEF : « *The State of the World's Children* », rapport annuel de 1997.

UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND : « *International Conference on Child Labour* », Oslo, 27-30 octobre 1997.

VANDEL Jean-Gaston : « *Le Soleil sous la mer* », Éditions Fleuve noir, Paris, 1953.

VEILLERETTE François : « *Pesticides, le piège se referme* », Terre Vivante, Mens, 2002.

VENKATESWARLU Davuluri : « *Child Labour and Trans-National Seed Companies in Hybrid Cotton Seed Production in Andhra Pradesh* », pour le Indian Committee of the Netherlands, 2003.

VIVERET Patrick : « *Reconsidérer la Richesse* », Rapport au secrétaire d'État à l'économie solidaire (France) publié aux éditions de l'Aube, remis en mars 2002.

WACKERNAGEL Mathis & REES William : « *Notre empreinte écologique* », 1996, Ecosociété, Montréal, 1999.

WINES James : « *L'architecture verte* », Taschen, Berlin, 2000.

WRIGHT Robert : « *The Logic of Human Destiny* », The Independent Review, Vol.5, No.3, Winter 2001.

ZIEGLER Jean : rapporteur à l'ONU sur le droit à l'alimentation in « *Le marché de la faim* », un film d'Erwin Wagenhofer, 2007.

© Marie Martin-Pécheux,
1^{ère} édition 2008, 2nd édition revue et augmentée 2018

© Éditions Copali, 2018
contact@editions-copali.com

Photographie couverture : © Ferry Zeeman
Graphique Dette française : © André-Jacques Holbecq
Dessin Corpus Societalus Humanitus : © CSyl
Schéma Circulation monétaire : © Marie Martin-Pécheux
Dessin Quelques organes du corps social : © Marie Martin-Pécheux
Maquette couverture : © Marie Martin-Pécheux

Tous droits réservés pour tous pays. En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement en vue d'une marchandisation le présent ouvrage sans l'autorisation expresse de l'auteur.

Dépôt légal : Juin 2018

ISBN : 978-2-901163-00-8

Marie Martin-Pécheux

Bioéconomie et Solidarisme

D'un monde « libéral » à un monde libéré

Ce livre ne s'adresse pas aux spécialistes, mais à tous ceux qui rêvent d'un Monde Meilleur, à tous ceux qui se posent des questions sur la crise financière, économique, écologique et sociale et à tous ceux qui voudraient que les choses s'améliorent. Le communisme, le socialisme et le capitalisme ne sont pas les seules options possibles pour gérer le monde, mais on avance trop souvent l'idée qu'il n'y a pas d'autres voies, d'autres choix, pour justifier le maintien du « libéralisme » tel qu'il est, avec quelques rustines pour survivre à la crise, aux crises. Et pourtant, si, des alternatives existent. En voici une.

La proposition de l'auteure est d'envisager la société comme un organisme vivant, comparable à un corps humain. Le système économique y est donc décrit comme un système biologique : l'équilibre et le respect de lois vitalistes doivent y régner en permanence pour ta bonne santé du corps social planétaire humain et de chacune des cellules humaines qui y vivent. Il s'agit d'organiser et d'améliorer ses fonctionnements dans un principe fondamental de Solidarité et suivant ce qui marche depuis la nuit des temps, la Vie. Ce livre propose donc un modèle qui prône l'harmonie économique dans un seul but : le bien-être général et particulier, non seulement pour maintenir l'état de santé optimum de la société et de la planète, mais aussi pour amener l'Humanité vers le déploiement de tous ses potentiels.

L'Ancien Monde s'écroule,
passons au Nouveau,
plus juste, plus doux, plus fraternel
et plus sécurisant.

Entrons enfin dans un Bonheur International Partagé.

L'auteure : Enseignante, passionnée par l'économie depuis 1995, fondatrice du Mouvement Citerrien, candidate aux Législatives Françaises de 2002, engagée auprès d'associations et ancienne gestionnaire d'une Amap, Marie Martin-Pécheux a participé au think tank Yhad (You have a dream), dont les propositions ont été transcrites dans son troisième livre, Embarquement pour Citerre. Fortement engagée pour un monde plus solidaire, animant plusieurs sites Internet, elle a créé la bioéconomie organique et fondé les bases du Solidarisme, coup de cœur 2008 du Jury pour le Prix Kyosei, Grand Prix des Idées Durables.

Photographie couverture :
©Ferry Zeeman

Éditions Copali